



POLYTECH[®]
TOURS

Département Aménagement



Ecole d'ingénieurs
polytechnique
de l'université de Tours

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Projet de Fin d'Etudes

**En quoi les aménagements urbains
liés à l'organisation de la coupe du
monde modifient-ils (ou non) la
réalité de la fragmentation socio-
spatiale à Salvador ?**



Lucas Baptiste
Rogeaux Antoine

2013-2014

Directeur de recherche

Jean-Paul Carrière, Cyril Blondel

En quoi les aménagements urbains liés à l'organisation de la coupe du monde modifient-ils (ou non) la réalité de la fragmentation socio-spatiale à Salvador ?

**Directeurs de recherche : Jean Paul Carrière
Cyril Blondel**

**Auteurs : Baptiste Lucas
Antoine Rogeaux**

Année 2014

AVERTISSEMENT

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

FORMATION PAR LA RECHERCHE ET PROJET DE FIN D'ETUDES EN GENIE DE L'AMENAGEMENT

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne les mémoires à partir de la mention bien.

REMERCIEMENTS

Nous souhaiterions remercier toutes les personnes qui nous ont suivis lors de ce projet.

Nous voudrions remercier particulièrement M. Jean-Paul CARRIERE, professeur émérite à l'Université de Tours et ancien directeur du Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours et M. Cyril BLONDEL, ATER en aménagement de l'espace et urbanisme, Doctorant en aménagement de l'espace & urbanisme et en science politique et relations internationales, tous les deux tuteurs de ce rapport de recherche. Leur aide, le suivi et les conseils avisés qu'ils nous ont fournis ont activement participé à la bonne orientation de notre projet de fin d'études.

Nous voudrions apporter une attention particulière à l'équipe pédagogique de la faculté d'Architecture et d'Urbanisme de Salvador de Bahia. Mme Anna FERNANDES, M. Heliodoro SAMPAIO et M. Gilberto CORSO tous les trois professeurs de la FAUFBA. Leur aide et grande disponibilité nous ont permis d'organiser nos travaux d'enquête à Salvador de Bahia et nous ont donné l'opportunité de participer activement à divers débats et projets liés à notre rapport de recherche.

Nous remercions également Mme Laura VERDELLI, Maître de conférences en Composition urbaine et projet d'aménagement qui par l'encadrement de notre échange universitaire nous a mis dans les meilleures conditions pour effectuer un projet de fin d'études sur une thématique aussi intéressante et actuelle que celle que nous avons choisie.

Nos remerciements vont également à :

Léa GOLFIER qui nous a soutenu et encouragé tout au long de ce travail et pour les corrections qu'elle a pu apporter à ce présent rapport.

Luick FERNANDES qui nous a soutenu et accompagné tout au long de ce travail,

Les colocataires du 46 rue Victor Hugo, pour tous ces moments « d'émulation collective » vécus tout au long de la rédaction de ce PFE.

« Observez Bahia, écoutez sa douce voix, sentez son parfum de miel, oriental. Rues, allées et passages, les nouvelles avenues, les vieux quartiers, le Pelourinho, le Terreiro de Jesus, les Portas do Carno, aujourd’hui vous appartiennent, prenez dans vos yeux et dans votre cœur le souvenir de la ville et de son peuple, de la beauté et de la civilisation. Régalez-vous de la vue de l’or de l’église São Francisco et attristez-vous de la pauvreté du peuple. [...] Ici nous resterons, le peuple bahianais, cordial, résistant et bon. Un jour la misère n’entachera plus une telle beauté, le mystère de la ville de Salvador da Bahia de Todos-os-Santos. »

Jorge Adamo, Bahia de Todos os Santos

SOMMAIRE

Avertissement	1
Formation par la recherche et projet de fin d'études	2
EN GENIE DE L'AMENAGEMENT	2
Remerciements	3
Sommaire	5
INTRODUCTION	8
Le Brésil, un pays inégalitaire à plusieurs niveaux	8
Dans une dynamique de développement, le Brésil accueille des événements internationaux	10
La fragmentation socio-spatiale : une notion sur laquelle de nombreux chercheurs ont travaillé	11
La fragmentation socio-spatiale est-elle impactée par les aménagements liés à la coupe du monde ?	13
La méthodologie que nous avons adopté pour aborder notre sujet d'étude	13
I. LA NOTION DE FRAGMENTATION SOCIO-SPATIALE EST CENTRALE DANS L'ETUDE DE L'ORGANISATION DES GRANDES VILLES BRESILIENNES.	15
A. Définition générale de la notion de fragmentation socio-spatiale.	15
1. L'état de l'art de la notion de Fragmentation socio-spatiale.	15
a. La lien entre dualité et fragmentation :	16
b. Le lien à la ségrégation	17
c. La fragmentation apporte une dimension spatiale à la lecture de la ville :	18
2. La fragmentation un concept clef de lecture de la ville qui comporte un certain nombre de limites:	19
B. Comment caractériser l'organisation des grandes villes brésiliennes et dans quel processus de développement s'inscrivent-elles?	21
1. Les Favelas	21
a. Les définitions utilisées pour caractériser les favelas :	21
b. La notion d'habitat spontané	22
c. Histoire et conditions de vie dans les favelas	23
i. Bref historique des favelas	23
ii. L'évolution des conditions de vie des favelas et l'apparition des équipements publics	24
d. Les favelas, des quartiers réduits à leur condition d'objets urbains typiques	28
i. La spécificité des favelas	28
ii. La marginalité des favelas	29
iii. La non différenciation des favelas	31
2. Les Condominios.	32
a. Un phénomène présent à l'échelle mondiale ayant quelques caractéristiques emblématiques :	32
b. Expliquer le phénomène de développement des condominios dans les villes brésiliennes en l'imputant à la peur de l'insécurité ne paraît pas suffisant	33
c. Une hétérogénéité dans les modes de fonctionnement	35
3. L'organisation socio-spatiale des métropoles brésiliennes.	36
a. Un espace urbain longtemps considéré comme dual : entre favelas et condominios.	36
b. Les pratiques des habitants des favelas qui tendent à homogénéiser l'espace urbain	38
II. QUELLES REPONSES PROPOSE LE GOUVERNEMENT BRESILIEN AU PHENOMENE DE FRAGMENTATION SOCIO-SPATIALE ?	42

A. Les problèmes liés au phénomène de fragmentation socio-spatiale.	42
1. Une insécurité très présente	42
a. La main mise des narcotrafiquants sur les favelas	42
b. Un manque d'efficacité des pouvoirs publics	43
2. Une dégradation de l'environnement.	44
B. La politique du logement est déterminante pour l'évolution du processus de fragmentation socio-spatial	46
1. La politique de l'habitat au Brésil : des orientations qui marquent les périodes de l'histoire	46
2. Le programme minha casa minha vida, une initiative qui laisse de côté les classes les plus défavorisées	47
3. Après une réduction du déficit de logements pour la période 2004-2008, cette dynamique ne persiste pas dans la ville de Salvador	48
a. L'évolution du déficit de logements à Salvador	48
b. L'actuelle politique du logement met en avant le fait qu'elle correspond aux réalités du terrain	51
4. Les outils urbanistiques dont dispose Salvador	52
a. Le PDDU détermine les orientations que prend le développement de la ville	52
b. Les ZEIS, considérées par la communauté scientifique comme étant une piste pour intégrer dans l'aménagement de la ville les favelas	53
c. Le droit à la ville, une notion qui donne aux populations les plus démunies la possibilité de faire face aux grands projets de rénovation urbaine	55
C. L'organisation socio-spatiale de la ville de Salvador : une ville marquée par les séparations sociales	57
1. Le développement d'une ville historiquement importante pour le Brésil	57
a. Salvador de Bahia : Ville emblématique du Brésil, première capitale de la colonie portugaise du Brésil	57
b. Après avoir vu son importance décliner au fil du temps, la ville de Salvador retrouve une vitalité économique	58
Salvador est une ville ayant une forte croissance démographique	62
2. La fragmentation socio-spatiale dans la capitale de l'Etat de Bahia	63
a. Le développement de la ville de Salvador : une ville historiquement marquée par la ségrégation socio-spatiale	63
b. Le panorama urbain actuel de la capitale Bahianaise	67
c. La mobilité dans la capitale bahianaise, le problème de l'offre de transports	68
D. Le processus de métropolisation des villes brésiliennes	71
1. Le concept de métropolisation	71
2. Les favelas laissées pour compte du processus de métropolisation ?	72

III. LA REALITE DE LA FRAGMENTATION SOCIO SPATIALE EST PEU ALTEREE PAR LA COPA A SALVADOR DE BAHIA.

73

A. Le paradoxe de la Coupe du Monde FIFA : un événement générant des milliards organisé par une association à but non-lucratif.	73
1. L'instance organisatrice et le choix du Brésil.	73
2. Les intérêts de la FIFA	74
3. L'expérience sud-africaine : un coût élevé pour le pays hôte et de forts gains pour la FIFA	75
4. Les points de tensions de l'organisation de la Copa 2014	76
a. « Lei geral da Copa » : une loi controversée.	76
b. Quelles responsabilités et pour qui ?	76
B. Les aménagements urbains n'impactent que très peu directement la fragmentation socio-spatiale à Salvador	77

1. De fortes sommes engagées par les pouvoirs publics	77
2. Présentation du lien entre les différentes opérations urbaines liées à la Coupe du Monde et la réalité de la fragmentation socio-spatiale à Salvador	79
a. Démolition et reconstruction de l'Arena Fonte Nova : un projet en vase clos	80
b. La rénovation de l'aéroport : une nécessité pour répondre aux normes internationales	83
c. La construction du complexe portuaire touristique de Salvador	85
d. Les projets de mobilité urbaine se traduisent par la construction de voies rapides créant de nouvelles frontières physiques	86
e. Les aménagements touristiques :	88
4. La rénovation urbaine du centre historique de la ville de Salvador illustre les mécanismes qui impactent la réalité de la fragmentation socio-spatiale	89
a. Les programmes de réhabilitation urbaine sont un moyen pour les villes d'accroître leur attractivité	89
b. Le Pelourinho est un quartier au fort potentiel touristique qui a subi un délabrement progressif	90
c. Le Pelourinho fait depuis 1985 l'objet d'une politique de réhabilitation de la part des différentes administrations	91
d. Suite aux programmes de réhabilitation urbaine, une gentrification s'est effectuée dans les zones impactées	92
C. La Copa 2014 est la cause de forts mouvements contestataires	94
1. Un sentiment de désappropriation vis à vis de la Copa	94
a. Les matchs de la coupe du monde ne paraissent pas être dédiés à la population brésilienne	94
b. L'Arena Fonte Nova n'a pas vocation à un usage populaire	95
2. La population majoritairement contre la Copa	96
a. Des manifestations et émeutes menées en réaction à l'organisation de la Copa	96
b. Les pouvoirs publics face à ces mouvements citoyens.	99
3. La population de Salvador se mobilise face à l'organisation de la Coupe du Monde	101
a. Les mouvements sociaux à Salvador	101
b. Le Comitê Popular da Copa se positionne comme opposant face aux projets menés pour permettre l'organisation de la Coupe du Monde	101
CONCLUSION	103
BIBLIOGRAPHIE	104
Articles	106
Presse & Webographie	108
Index des Tableaux et Figures	111
Index des Tableaux	111
Index des Figures	112
Annexe 1 : Les projets de régularisation foncière mis en place par la municipalité de Salvador	114
Annexe 2 : Plan Directeur de Développement Urbain de Salvador : Le Zonage de la ville	116
Annexe 3 : Plan Directeur de Développement Urbain de Salvador	117
Annexe 4 : Les tarifs des matchs à Salvador pour la coupe du monde	119
Annexe 5 : Guide des entretiens réalisés :	120
Annexe 6 : Carte des régions brésiliennes. Source : IBGE	121
Annexe 7 : Taux de conversion d'un € en R\$ sur la période mai 2012 à mai 2014	122

Introduction

A l'évocation du Brésil, les fantasmes et images de cartes postales font légion aux yeux des gringos venus des pays du vieux continent et d'Amérique du Nord (The Real News, 25.04.2014), ayant traditionnellement la mainmise sur l'économie mondiale. Cet état continent est indéniablement lié aux plages, au carnaval, au football et à ses favelas. Les dix recherches les plus effectuées allant avec le terme « Brésil » sur le moteur de recherche Google sont dans l'ordre « paysage, drapeau, 2014, plage, carte, foot, carnaval, rio, coupe du monde et favelas ». Cet indicateur donne une bonne idée de l'image qu'a la population francophone à propos ce pays, il serait symbolisé par la fête et la joie de vivre. Il est aujourd'hui considéré par une partie des français, en particulier les jeunes, comme un eldorado grâce à son fort taux de croissance (Le Figaro | 12.04.2013). Une image à double facette colle à la peau du plus grand pays d'Amérique du Sud, d'un côté celle d'un pays réputé pour sa douceur de vivre, et de l'autre celle d'une nation en proie à de graves problèmes sociaux, symbolisés par les luttes entre les forces de police et les trafiquants de drogue ayant élu domicile dans les favelas des grandes villes brésiliennes, entraînant une forte insécurité.

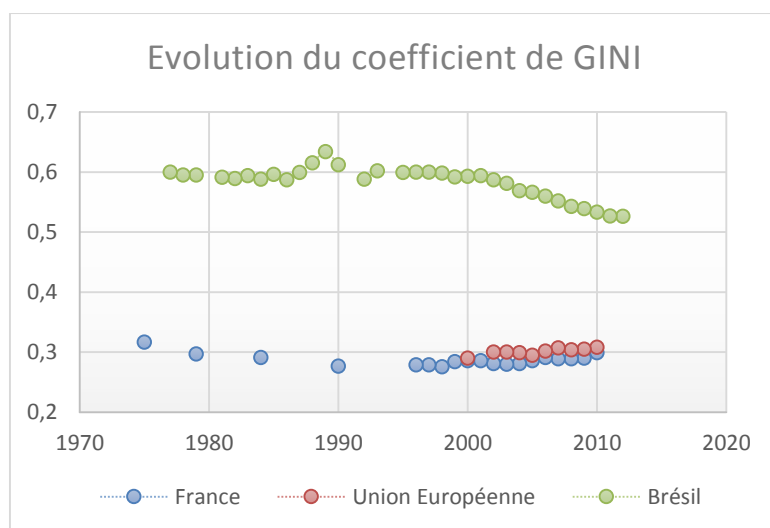
Le Brésil, un pays inégalitaire à plusieurs niveaux

Depuis la colonisation menée par les peuples européens et en particulier les portugais à partir de l'an 1500 avec l'explorateur Pedro Alvares Cabral, le Brésil a toujours été une terre de contrastes et d'inégalités, marquée par l'esclavage et le colonialisme. Parler d'une société unie dans ce pays continent serait illusoire. C'est ainsi que plus de vingt-cinq années après le retour de la démocratie (après plus de vingt années de dictature militaire), les inégalités sont une des caractéristiques principales de la nation auriverde. Malgré un IDH¹ de 0,73 en 2012 à l'échelle du pays, le faisant entrer dans la classe « développement humain élevé » (PNDU, 2012), le coefficient de GINI², indiquant lui les inégalités au sein de la population d'un état, est très élevé pour le Brésil. Ceci en fait un des états les plus inégalitaires du monde : l'ancienne colonie portugaise reçoit un score de 0,52 en 2012 quand la France a elle un coefficient à hauteur de 0,29 (World Fact Book, 2014 & INSEE 2010).

¹ IDH : Indice de Développement Humain : Celui-ci est calculé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à partir de trois critères majeurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et le niveau de vie.

² Le coefficient de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution d'une valeur dans une population donnée, il est très utilisé pour quantifier les inégalités de revenus au sein d'une population

Tableau 1 : Evolution du coefficient de GINI du Brésil, France et U.E. Sources : IBGE, INSEE, EUROSTAT



Ces inégalités sont présentes à l'échelle de la population mais également entre les régions (annexe n°6) et les villes brésiliennes. L'économie du pays est fortement déséquilibrée, plus de la moitié de la production du Brésil est concentrée dans l'agglomération de São Paulo (Veltz, 2008).

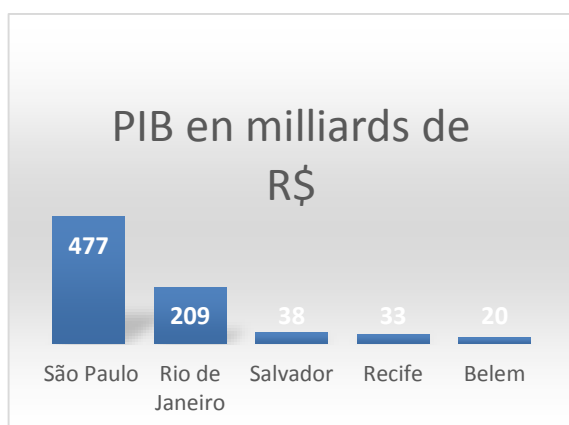


Tableau 2 : PIB par ville. Source : IBGE 2011

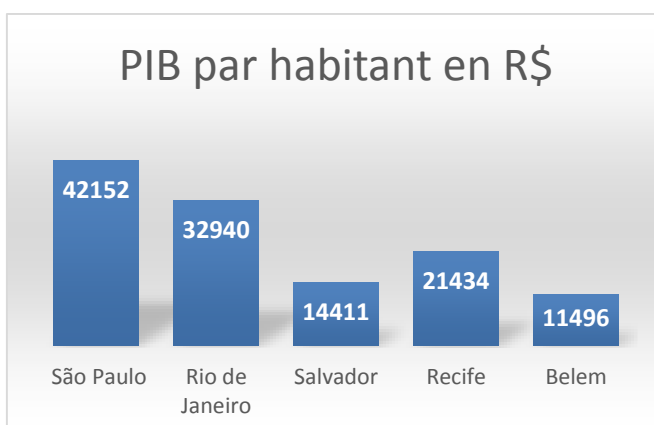


Tableau 3 : PIB par habitant par ville. Source : IBGE 2011

Si le PIB par ville donne une idée de l'importance économique des villes et souligne le déséquilibre entre les agglomérations du Sudeste du Brésil et celles du Nordeste, le PIB par habitant montre quant à lui la richesse moyenne produite individuellement. Il est avec ce graphique clair qu'en moyenne, la richesse produite par un habitant de la ville de Salvador³ est très inférieure à celle produite dans des villes telles que São Paulo ou Rio de Janeiro. L'Indice de développement humain montre des différences assez grandes entre les différentes villes brésiliennes.

³ La ville de Salvador est la capitale de l'Etat de Bahia, celle-ci se situe dans la région Nordeste du pays, sur la côte Atlantique (Voir partie 2.B)

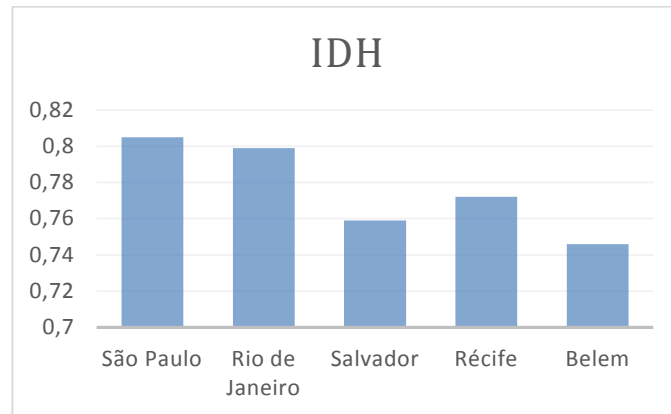


Tableau 4 : IDH des principales villes brésiliennes. Source : IBGE 2011

Le territoire brésilien apparaît donc comme étant hétérogène. A l'échelle des villes, les inégalités sont également particulièrement présentes (Valladares, 2006 ; Chétry, 2010 ; Carrière & De la Moura, 2012). Les écarts de revenus entre les différentes classes sociales sont marquants, la ségrégation montre les stigmates de la colonisation au sein des villes (Dabrowski-Sangodeyi, 2002). Plus de cent années après la fin de l'esclavage, les populations descendantes des esclaves, essentiellement noires et métisses, ne parviennent pas à surmonter cette logique de ségrégation. Les classes sociales les plus défavorisées paraissent avoir de grandes difficultés pour s'élever dans la société. L'organisation spatiale de la population s'opère en fonction des revenus. En effet, la population brésilienne semble se répartir dans les types d'habitats caractéristiques de leurs différents modes de vie. Les populations pauvres seraient donc destinées à vivre dans des favelas, et les plus riches dans les condomínios, enclaves résidentielles présentes dans les villes brésiliennes (Le Guirrec, 2008 ; Mager & Matthey, 2012).

Dans une dynamique de développement, le Brésil accueille des événements internationaux

Malgré une croissance un peu plus faible que lors de la dernière décennie⁴ due à la crise de 2008 (Le monde | 28.02.2014), le Brésil est actuellement économiquement plus dynamique que les vieilles puissances. Ce membre du BRICS⁵, s'est lancé dans l'organisation d'événements à envergure mondiale, le premier étant la conférence du climat de Rio de Janeiro en 1992. L'enchaînement de Rio+20 en 2012, de la Coupe des confédérations et des Journées Mondiales de la Jeunesse en 2013, de la Coupe du monde de football 2014 puis des Jeux Olympiques en 2016 marque la volonté qu'a la 7^{ème} économie mondiale (CIA, 2014) de développer sa présence à l'international. Cela se traduit également par la prise accrue de positions sur les questions internationales par le gouvernement brésilien (Vidal, 2012).

L'organisation de ces événements a pour but d'une part d'accroître la visibilité de l'ancienne colonie portugaise, mais également de doper la croissance économique du pays, en investissant massivement dans des grands travaux pour aménager les infrastructures nécessaires au

⁴Après la décennie 2000 durant laquelle la croissance du PIB du Brésil était forte et oscillait autour de 4%, il apparaît que les dernières années sont marquées par un ralentissement de cette croissance, avec 1% de croissance en 2012

⁵ BRICS : Sommet qui réunit les grandes puissances émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

déroulement des événements ainsi que pour accueillir le public. La culture des grands événements festifs est importante au Brésil. La tradition du carnaval est indéniablement un des éléments majeurs de la culture brésilienne, en particulier à Salvador, où il est considéré comme étant un des événements de rue les plus importants au monde. Lors de ces festivités, des jours fériés sont instaurés sur le territoire, ainsi une grande partie de la population brésilienne peut se consacrer à l'événement. En fonction de la popularité du carnaval, un grand nombre de touristes venant des différentes régions du pays et de l'international se déplacent, à Salvador, plus de 400 000 touristes atterrissent spécialement à l'aéroport chaque année (Curta carnaval, 2014). L'importante arrivée de population couplée à la mise en place d'aménagements temporaires pour l'événement donne à la ville de Salvador un deuxième visage. La transformation effectuée pour cette occasion montre le savoir-faire acquis par les autorités pour organiser et gérer des événements de grande ampleur.

Cependant, l'organisation de la Coupe du Monde 2014 dans les 12 villes hôtes a été une opportunité de projet de développement urbain plus ou moins important en fonction de la ville. Ce projet doit s'insérer dans le contexte singulier des grandes villes brésiennes dont l'espace est caractérisé par la séparation physique entre ses différents quartiers, créant des enclaves au sein de ces agglomérations.

La fragmentation socio-spatiale : une notion sur laquelle de nombreux chercheurs ont travaillé

L'état de séparation physique des populations dans certaines villes brésiennes est identifié par la littérature comme étant un phénomène de fragmentation socio-spatiale de la ville. Puisque d'une part, les classes sociales sont séparées du fait de l'organisation de la société, et que des frontières physiques sont également présentes, il est possible de dire qu'il s'agisse d'une double séparation : spatiale et sociale (Navez-Bouchanine, 2002 ; Vidal Rojas, 2002 ; Carrière, 2012)

Le terme utilisé est celui de fragmentation, car l'espace urbain de ces villes est caractérisé par un morcèlement des différents types d'habitats sur leur territoire. La carte de l'occupation urbaine de la ville de Salvador (figure 5) montre cet état de fait présent dans un grand nombre de métropoles de l'ancienne colonie portugaise.

reconnue, quelle que soit par ailleurs l'origine de cette dernière – sociale, culturelle, ethnique, religieuse... - dans ces espaces appropriés de manière exclusive, espaces où s'exprimerait dès lors l'absence de référence à la société urbaine comme globalité » (Navez-Bouchanine, 2002)

Les travaux de Vidal Rojas cherchent également à caractériser ce phénomène dans le but d'en expliquer le sens, l'origine ainsi que l'intérêt qu'il représente pour la ville d'aujourd'hui (Vidal Rojas, 2002). Chétry va lui montrer qu'associer les villes brésiliennes à la notion de fragmentation laisse paraître une ségrégation entre les classes plus forte qu'elle ne l'est vraiment (Chétry, 2013).

La fragmentation socio-spatiale est un terme qui est aujourd'hui beaucoup utilisé pour caractériser l'espace urbain des cités aurières. Celle-ci est parfois vue d'un mauvais œil par les pouvoirs publics, étant jugée en grande partie responsable des problèmes d'insécurité dans les centres villes.

La fragmentation socio-spatiale est-elle impactée par les aménagements liés à la coupe du monde ?

La coupe du monde de football 2014 est le support de projets de rénovation ou de développement urbain plus ou moins importants selon les villes. Ceux-ci sont actuellement à l'ordre du jour, à l'heure où le monde entier observe le Brésil dans la préparation d'un des plus grands événements de la planète. Ces aménagements font débat au sein de la société brésilienne, et parviennent à mobiliser au-delà des frontières. Une des raisons de cette mobilisation prend sa source dans les accusations de déplacements de population et d'éradication de quartiers résidentiels précaires (Ninnin, 2014). Suite à la réalisation des aménagements liés à la coupe du monde, il paraît légitime d'étudier si la réalité de l'espace urbain est en train d'être modifiée dans le cas de la ville de Salvador. Les déplacements de populations qui peuvent avoir lieu dans des villes comme Rio de Janeiro ou Recife (Ninnin, 2014 ; Observatorio das Metropoles, 2012) ont-ils également lieu à Salvador dans le cadre de la réalisation des infrastructures nécessaires au bon déroulement la coupe du monde ? En cherchant à répondre à ces hypothèses, la question centrale de notre étude est d'analyser si aménagements liés à la coupe du monde altèrent la réalité de la fragmentation socio-spatiale de la ville de Salvador.

La méthodologie que nous avons adopté pour aborder notre sujet d'étude

L'approche que nous avons choisie pour étudier si la fragmentation socio-spatiale de la ville de Salvador était impactée par l'organisation de la coupe du monde est basée sur deux différents axes. Tout d'abord, grâce aux six mois passés sur le terrain d'étude (de septembre 2013 à mars 2014), nous avons pu observer et analyser les préparatifs mis en place dans la ville de Salvador pour accueillir la coupe du monde.

Ce travail de terrain se traduit tout d'abord par des observations effectuées sur les sites impactés directement ou non par les aménagements liés à la coupe du monde, mais également par des discussions avec les différentes personnes rencontrées sur les lieux ou à l'occasion de diverses rencontres dans la ville. A cela, s'ajoutent des entretiens effectués auprès de professionnels et universitaires impliqués dans l'organisation de la coupe du monde.

- L'architecte-urbaniste Carl Von Hauenschild, qui a répondu en partenariat avec le professeur Heliodorio Sampaio (faculté d'architecture de l'Université Fédérale de

Bahia) à l'appel d'offre pour la reconstruction du stade de la ville de Salvador destiné à accueillir la coupe du monde, l'Arena Fonte Nova, nous a ainsi accordé un entretien sur la thématique de l'organisation de la coupe du monde et ses impacts sur la ville de Salvador ;

- Le professeur de l'Université Fédérale de Bahia Paulo Ormino nous a lui aussi accordé un entretien sur la même thématique. M. Ormino est membre du conseil d'Etat de la Culture de Bahia, il a également présidé l'institut des Architectes du Brésil – Département de Bahia pour la période 2007-2010.
- Le responsable de l'Observatorio da Copa de Salvador, Marco Aurelio.

Notre étude a également été aidée par la participation à un séminaire sur la métropolisation des villes et l'organisation de méga-événements, proposé par l'Université Fédérale de Bahia les 30 et 31 octobre 2013. Les interventions de responsables de l'organisation de la coupe du monde, de représentants d'associations et d'universitaires nous ont donné des clés pour comprendre les différents enjeux en place à l'aube du coup d'envoi de la Copa 2014.

A la suite de ce travail d'observation, l'hypothèse que nous pouvons formuler pour répondre à la problématique est que : dans le cas de la ville de Salvador, la réalisation des aménagements liés à la coupe du monde n'a pas entraîné de déplacements forcés de population, et n'a donc pas modifié la fragmentation socio-spatiale de la ville.

En parallèle de ce travail de terrain mené tout au long de ces six mois passés au Brésil, une analyse des principaux courants de pensées a été réalisée sur les différentes notions abordées par ce sujet : la fragmentation, la typologie des habitats dans les villes brésiliennes, l'histoire de la politique du logement au Brésil, l'organisation de méga-événements ou encore la métropolisation. Ce travail nous a permis de prendre du recul sur les observations effectuées, et ainsi d'avoir un œil plus critique sur les impacts des aménagements liés à l'organisation de ce méga-événement.

Avec tous ces éléments, l'organisation de notre réponse à la problématique posée va être la suivante. Après avoir présenté les différentes notions nécessaires pour comprendre les tenants de la problématique, nous effectuerons un état des lieux de la situation actuelle à Salvador, avant d'étudier l'impact de l'organisation de la coupe du monde sur la capitale de l'Etat de Bahia. Nous pourrons ainsi affirmer ou infirmer l'hypothèse que nous proposons.

I. La notion de fragmentation socio-spatiale est centrale dans l'étude de l'organisation des grandes villes brésiliennes.

A. Définition générale de la notion de fragmentation socio-spatiale.

1. L'état de l'art de la notion de Fragmentation socio-spatiale.

La fragmentation est l'un des nombreux concepts utilisés pour décrire l'état des sociétés urbaines modernes, ainsi que les processus à l'œuvre dans leurs transformations (Carrière et de la Mora, 2012). Plusieurs auteurs se sont penchés sur cette question, proposant plusieurs définitions. Celles-ci sont multiples et diverses, et dépendent du champ d'étude choisi par le chercheur. Voici deux définitions proposées lors de travaux effectués sur la notion de fragmentation au début des années 2000 :

«La fragmentation est une métaphore utilisée pour décrire l'état des sociétés industrielles, post-industrielles, urbaines, ainsi que les processus à l'œuvre dans leurs transformations. Cette métaphore suggère un accroissement des différences préexistant entre groupes socio-économiques et / ou nationaux ou ethniques. Ces différences sont essentiellement marquées en ce qui concerne les revenus, les salaires, les conditions d'emploi et de travail » (Rhein & Elissalde, 2004)

« La fragmentation est souvent conçue comme le fait de la décomposition et de la recomposition de la forma urbis, lesquelles engageraient différentes stratégies d'agrégation et de déségrégation sociales en fonction d'intérêts individuels et collectifs de compétition et de collaboration » (Vidal Rojas, 2002)

Après avoir expliqué les sources du concept de fragmentation socio-spatiale puis explicité les bases des différents courants de pensée scientifique sur ce sujet, nous pourrions nous pencher plus particulièrement sur le cas brésilien et sur celui de la ville de Salvador.

Les racines du phénomène de fragmentation socio-spatiale peuvent se trouver dans la colonisation, avec la dualité ville coloniale / ville indigène, qui séparait alors en deux l'espace urbain. Rapidement, le bon développement économique des quartiers coloniaux face à la précarisation des quartiers dits indigènes a mené à une dualité ville formelle / ville informelle. Cette dualité s'est accrue avec l'incapacité des gouvernements à maîtriser la rapidité des processus d'urbanisation enregistrés lors de ces dernières décennies. Le concept de fragmentation apparaît alors étroitement lié au phénomène de ségrégation qui a lieu dans ces villes. (Mébirouk, 2005).

a. La lien entre dualité et fragmentation :

À l'origine, la question de la fragmentation est issue des travaux de la sociologie nord-américaine sur la mondialisation des structures économiques et de ses impacts sur la société. Il ne s'agit donc au départ pas d'une notion spatiale, même si elle peut avoir des répercussions sur l'espace urbain (Vidal, 1994). Le terme de fragmentation est apparu dans la recherche urbaine avec les études sur les effets de la mondialisation sur la configuration des grandes métropoles mondiales. Les études menées sur l'organisation de l'espace urbain de la ville de New York concluent que celle-ci, du fait de l'évolution du contexte socio-économique est devenue à la fois de plus en plus duale et de plus en plus plurielle (Mollenkopf et Castells, 1992).

Une approche proposée pour la notion de fragmentation sociale dans le contexte français est d'utiliser comme un processus, et non comme une fin en soi. Ainsi, on peut considérer la recomposition sociale comme étant le processus inverse de la fragmentation sociale. Ce phénomène serait organisé par les classes dominantes dans les sociétés capitalistes. Un lien direct est effectué entre crise économique et fragmentation sociale (Preteceille, 1987).

Une autre approche avance l'hypothèse que les transformations du marché du travail liées à la mondialisation dans les villes globales aboutissent à une dualisation de la société. Cela se caractérise par une polarisation croissante entre les catégories supérieures et inférieures, et au déclin relatif des catégories moyennes, contribuant à une augmentation des inégalités (Sassen, 1996).

Avec le passage d'une économie fordiste à une économie postfordiste, un processus de dualisation de la société est effectué. Des répercussions spatiales, favorisant les logiques de séparation et l'apparition de frontières à l'intérieur des villes, sont ainsi mises en œuvre avec ces évolutions. Au-delà des frontières sociales qui existent entre les différentes classes sociales de véritables frontières physiques apparaissent dans la ville. D'un côté le centre urbain moteur économique de la ville et de l'autre, le plus souvent, la périphérie accusant un retard de développement. Dans cette logique de critique de la modernité, le découpage fonctionnel de la ville et de ses espaces est mis en lien avec la mondialisation, jugée comme étant responsable de la fragmentation sociale, ainsi que la modernité urbanistique qui pousse la logique de différenciation des espaces (de loisir, de travail ou encore de résidence) (Lefebvre, 1989). De la ville organique qui faisait anciennement office de modèle, on passe à une ville éclatée. Néanmoins, cette nouvelle caractérisation des villes se limite de par la nature de cette étude aux villes globales, ne concernant que certaines grandes métropoles (New York, Londres et Tokyo) qui occupent des postes de commandement dans la nouvelle organisation économique mondiale (Sassen, 1996).

Cette notion fait par ailleurs débat, puisqu'elle est réfutée par d'autres recherches portant sur d'autres villes, (Hamnett, 1995 ; Preteceille, 1995; 1998) ou encore avec l'étude de Rio de Janeiro (Ribeiro, 1996; 2000).

Ces différentes études montrent que les inégalités ont fait un bond ces dernières années, particulièrement en termes de revenus, il n'est pas possible d'affirmer qu'un véritable processus de polarisation sociale ou spatiale est en œuvre, la seule ségrégation qui serait vraiment mise en œuvre s'agirait de celle des classes supérieures, par un processus d'auto-ségrégation. Le processus global d'évolution de la ville apparaît être bien plus compliqué qu'une « dualisation souvent avancée ». (Preteceille, 2006).

b. Le lien à la ségrégation

Plusieurs termes peuvent être rattachés à la notion de fragmentation : « dualisation, polarisation, sécession, ségrégation » (Rhein & Elissalde, 2004).

La fragmentation sociale et urbaine dans son expression la plus extrême serait l'*apartheid*. Cette forme ne peut exister qu'avec un projet politique d'exclusion fort (aujourd'hui, Israël est menacée par les Etats Unis de voir son état se faire qualifier « d'état d'apartheid » (Le Monde 29.04.2014). Durant la période de l'apartheid sud-africain, une traduction spatiale des concepts idéologiques de cette mouvance s'est inscrite dans l'espace urbain, le marquant très durement et durablement après 38 années d'application (de 1948 à 1986).

Des stigmates demeurent encore aujourd'hui présents dans la réalité spatiale du territoire d'Afrique australe, particulièrement dans les structures spatiales du parc de logements (Rhein & Elissalde, 2004).

Le deuxième exemple de ségrégation et de fragmentation extrême est celui du *ghetto*. Historiquement, des quartiers étaient réservés aux populations juives des certaines villes européennes, de manière à permettre à ces population de vivre selon leurs coutumes et traditions, le premier fut créé à Venise en 1516 (qui était alors une république). Ce terme est désormais à jamais lié aux *ghettos* créés par le régime nazi durant la deuxième guerre mondiale de manière à parquer les populations juives (ghetto de Varsovie, de Cracovie...).

Dès la fin du XIXème siècle, une autre forme de *ghetto* apparaît, celle des « grands ghettos noirs des métropoles américaines » (Rhein & Elissalde, 2004).

Les ghettos sont donc des zones à l'intérieur d'un territoire utilisées pour y placer un type de populations.

Les notions de fragmentation et de ségrégation paraissant proches, plusieurs auteurs ont cherché à montrer la différence entre ces deux concepts, particulièrement sur ce que la fragmentation apporte de plus par rapport au concept plus ancien de ségrégation (Rhein & Elissalde, 2004 ; Chétry, 2010).

Ce qui ressort de l'analyse de la différence entre les deux concepts est que la fragmentation est une forme de ségrégation plus complexe, moins duale, à laquelle s'ajoute une dimension spatiale importante. « *La fragmentation compromet l'idée même de ville, en tant qu'unité dans la diversité, alors que la ségrégation n'ôte pas la perception de la ville comme une entité géographiquement cohérente et ne génère pas une remise en cause de l'ensemble* » (Chétry, 2010). Il apparaît que lorsque la ségrégation est à l'œuvre, les inégalités semblent « absorbées » (Navez-Bouchanine, 2001). A l'inverse, lorsque la fragmentation est le phénomène présent, de « *véritables fractures irréversibles et marquées dans l'espace, et pas seulement à des murs invisibles* » (Chétry, 2010) affectent la ville.

Pour caractériser les espaces urbains, l'usage du terme fragmentation est de plus en plus fréquent, pour des raisons de précisions mais également pour remplacer les autres termes similaires présentés ci-dessus qui se réfèrent également à la « différenciation des sociétés et des espaces urbains », qui pour des raisons sémiologiques ne sont plus à même d'être utilisés dans des travaux de recherche.

Cette utilisation plus fréquente pousse au questionnement sur les raisons de l'augmentation de l'apparition de ce terme. S'agit-il d'une nouvelle lecture des processus ségrégatifs déjà connus ou d'une réelle « mutation de l'espace urbain » (Rhein & Elissalde, 2004).

Le concept de ségrégation contient deux idées principales : d'une part la mise à l'écart volontaire de populations et de l'autre l'inégalité de répartition des richesses. Par rapport à cela, qu'apporte le terme de fragmentation? Pourquoi peut-on parler de fragmentation, quelles sont les réelles mutations de la ville par rapport à la lecture qui était auparavant opérées à son sujet ? Lorsque l'on parle de fragmentation urbaine, les concepts de découpage et de frontière dans la ville couplés à une notion de division sociale au sein de la population font surface. Le concept de Fragmentation va plus loin que celui de la ségrégation, qui n'ouvre pas dans la même mesure à une lecture spatiale du problème. Un pas de plus est franchi par rapport à la thématique de ségrégation (Rhein & Elissalde, 2004).

c. La fragmentation apporte une dimension spatiale à la lecture de la ville :

La fragmentation est une notion utilisée par les architectes et urbanistes pour décrire l'état du tissu urbain. Dans cette logique, ce concept n'a pas pour cible la société urbaine, mais l'espace urbain au sens physique. La fragmentation urbaine se traduit donc par des interventions physiques dans la ville, formant des coupures du tissu urbain.

Plusieurs éléments peuvent produire des frontières au sein de la ville. Tout d'abord des ouvrages façonnés par l'homme, avec notamment les autoroutes, voies rapides ou encore les voies ferrées, mais également par des obstacles naturels, avec par exemple les voies d'eau.

Il est intéressant de relever le paradoxe qui a été développé par la mise en place de ces réseaux de communication. Alors que la fonction première de ceux-ci est d'unir les villes et les quartiers, il se trouve que la conséquence de leur installation est de créer de nouvelles frontières. En voulant unir deux territoires, une frontière se met en place entre deux quartiers mitoyens « *Une frontière est une construction territoriale qui met de la distance dans la proximité* » (Arbaret-Schulz, 2002, cité par le Groupe Frontière)

En unissant à une grande échelle, une division s'opère à une échelle moindre. De ce fait, certaines zones se trouvent isolées du reste de la ville, du fait notamment de la complication des itinéraires. En allant un peu plus loin, une comparaison avec les techniques opérées avec l'armée Israélienne pour enclaver les populations palestiniennes au sein des territoires convoités par Israël est possible. En effet, une des méthodes utilisées est de modifier régulièrement les trajets possibles pour se rendre d'un point A à un point B pour la population des quartiers arabes, dans un but clair d'enclavement des populations.

Les quartiers isolés du fait de la création de nouvelles frontières se sentent stigmatisés du fait d'être isolés, la fragmentation sociale peut alors battre son plein (Rhein & Elissalde, 2004).

« *Avec la fragmentation, les coupures, les ruptures, les discontinuités deviendraient irréversibles, ce qui permet d'associer fréquemment ce terme à celui d'éclatement, impliquant l'idée de soudaineté et de violence* » (Rhein & Elissalde, 2004). La signification du mot *fragmentation* sous-entend que la continuité urbaine est perturbée par l'arrivée d'un facteur exogène. L'unité de la ville ne serait plus

assurée du fait de la « marginalisation sociale et des situations d'exclusion vécue par une part importante de la population dans certains quartiers » (Rhein & Elissalde, 2004).

Un des systèmes de mesure trouvé par les chercheurs de manière à prouver l'augmentation de ce phénomène est d'observer l'évolution de l'usage d'équipements de sécurité tels que les barrières, systèmes de sécurité et de vidéo surveillance. Le fait de choisir des équipements destinés à prévenir de l'intrusion de personnes extérieures montre que la fragmentation spatiale est considérée comme étant un facteur de marginalisation des populations, qui serait alimenté par une quête de la protection de l'être extérieur à sa communauté.

Cependant, si le phénomène de fragmentation sociale peut arriver aux suites de l'apparition d'une fracture physique au sein d'un territoire, cela n'en fait pas un phénomène systématique. De plus, des certains travaux poussent leur analyse jusqu'à considérer la fragmentation comme étant une « dimension essentielle et positive des villes », c'est le cas des travaux de l'urbaniste R. Vidal Rojas (2002) qui analyse les différentes dimensions de la fragmentation. Si des exemples tendent à rendre coupable la fragmentation spatiale de la fragmentation sociale, « *L'articulation entre processus d'intégration sociale et spatiale est en effet beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît* » (Rhein & Elissalde, 2004).

2. La fragmentation un concept clef de lecture de la ville qui comporte un certain nombre de limites:

La question de fragmentation urbaine peut être reliée à plusieurs thématiques. Nous pouvons la relier à des questions de culture, de repli sur des territoires identitaires. Elle peut apparaître comme étant un phénomène de recherche d'entre soi et d'atomisation croissante, à des échelles plus ou moins grandes, d'où le concept de micro-fragmentation (Navez-Bouchanine, 2002). Certaines approches se réfèrent plus à la question socio-économique, avec notamment la pauvreté et les différenciations qui sont engendrées avec celle-ci. Ainsi selon Vidal (2002), le terme fragmentation a été de plus en plus utilisé dans les milieux scientifiques, ce qui montre l'intérêt porté par la communauté scientifique pour ce concept, qui pour décrire la ville a utilisé la fragmentation, proposant une nouvelle manière de lire la ville. Néanmoins, un flou existe sur le rôle qu'on lui attribue dans la production de l'espace urbain,

«Pour certains, il s'agit strictement du phénomène de morcellement physique du territoire spécifique à un certain nombre de pays. Pour d'autres, cette notion renvoie à un système complexe de réorganisation du système productif et du travail qui touche l'ensemble des pays en raison du processus actuel de globalisation » (Vidal Rojas, 2002)

La notion de fragmentation est utilisée de deux manières par la communauté scientifique :

Le premier axe d'utilisation est celui du concept d'éclatement de la ville et la société urbaine, qui du fait de la perte de l'unité urbaine mènerait à la fin des villes telles qu'elles sont connues actuellement. La contradiction principale à cette utilisation est la mise en doute du fait que la ville historique était un ensemble cohérent et unique (Agiar, 1999; Paquot, 2002). La fragmentation

aurait pour conséquence la fin des espaces publics, qui constituent les lieux de diversité et de confrontation à l'altérité (Chétry, 2010).

Le deuxième axe d'utilisation renvoie au concept plus classique du déterminisme socio-spatial. Cela se traduit par l'impact de la situation spatiale sur la situation sociale, ainsi lors d'une situation d'enclavement spatial, les populations concernées vivraient automatiquement un enclavement social (idée reprise dans les travaux de Rhein et Elissalde, 2004). Comme expliqué auparavant, cette notion fait également débat :

« Une situation urbaine qui présenterait toutes les caractéristiques de la fragmentation spatiale n'est pas pour autant synonyme d'un renfermement des populations et de leur retrait de la société urbaine » (Chétry, 2010)

Pour caractériser l'utilisation du concept de fragmentation, deux particularités peuvent être relevées : d'un côté populaire et utilisé par divers champs d'études, ce concept est assimilé à une notion qui « sonne bien » (L. Vidal, 1993), il reste cependant un concept fragile du fait de la difficulté de définir clairement ce qu'il contient, il peut ainsi apparaître comme étant un terme « fourre-tout », ce qui expliquerait son succès, du fait de la facilité de son utilisation (Navez-Bouchanine, 2002b). Pour certains, l'utilisation d'une notion qui garde un flou autour de sa définition apporte un effet complexifiant à la lecture et à l'explication des phénomènes urbains, du fait de l'empilement des significations (les travaux parlent-ils du processus ou bien du résultat ?)

Après cette présentation succincte des notions rattachées à celle de fragmentation, il paraît légitime de poser la question de la pertinence de l'utilisation de ce concept. Est-il vraiment légitime d'utiliser ce terme plus qu'un autre pour caractériser la ville et décrire ses divisions socio-spatiales ? Cette question fait débat au sein de la communauté scientifique. L'utilisation du concept de fragmentation suscite une véritable levée de boucliers, du fait du flou présent autour de la définition exacte de cette notion, rendu plus difficile à cerner du fait du succès rencontré par ce terme.

La justification de l'utilisation de cette notion se fait grâce à l'affirmation que d'une part la fragmentation descend de celle du dualisme, et que ce qui fait sa légitimité est le fait qu'elle semble être « une notion plus complexe et plus radicale » (Chétry, 2010). Alors que la notion de dualité présentait le défaut d'homogénéiser et de lisser les subtilités de l'organisation du tissu urbain, on peut parvenir à une lecture plus précise avec la notion de fragmentation. Nous verrons par la suite qu'il s'agit d'un facteur clé dans la compréhension de l'espace urbain des villes brésiliennes, pour comprendre les différences entre les différents types d'habitats ainsi que leur distribution dans l'espace urbain.

Nous avons dans cette partie développé les tenants de la notion de fragmentation socio-spatiale. Par la suite, nous allons désormais décrire les deux principaux composants de l'organisation socio-spatiale fragmentée des grandes villes brésiliennes, que sont les favelas et condomínios, puis nous analyserons de quelle manière les fragmentations sociales et spatiales sont présentes dans les villes brésiliennes, en particulier celle de Salvador.

B. Comment caractériser l'organisation des grandes villes brésiliennes et dans quel processus de développement s'inscrivent-elles?

1. Les Favelas

a. Les définitions utilisées pour caractériser les favelas :

La notion de favela est fréquemment utilisée pour définir différents quartiers présents dans les villes brésiliennes. Voici quelques définitions clés proposées par certains chercheurs et institutions.

Pour l'IBGE (Institut Brésilien de Géographe et de Statistiques, 1950), une favela est un « agglomérat hors norme » :

« Une favela est définie comme étant un ensemble constitué par un minimum de 51 habitations occupant ou ayant occupé jusqu'à une période récente un terrain d'autrui (public ou privé) et disposées, en général, de forme désordonnée et dense, et dépourvus, dans leur majorité, des services publics essentiels ». (IBGE, 1950)

Une autre source de référence fréquemment citée et reconnue est celle de l'Institut Pereira Passos, basé à Rio de Janeiro, qui donne cette définition :

« Zone majoritairement résidentielle occupée par une population à bas revenus et caractérisée par la précarité de l'infrastructure et des services publics, des rues étroites et un alignement irrégulier, des lots de forme et de taille irrégulière, ainsi que des constructions non enregistrées et non conformes aux schémas légaux ». (IPP)

Dans cette définition, une notion supplémentaire entre en compte, celle du revenu. Selon les différents organismes et personnes qui traitent ce sujet, le degré de précision caractérisant les favelas varie, ce qui rend naturellement difficile le fait d'identifier clairement les ensembles urbains que l'on appelle « favelas ».

L'observatoire des favelas, une organisation non gouvernementale brésilienne, donne lui en 2009 la définition suivante basée sur plusieurs points qui caractérisent au moins en partie ces territoires:

- Insuffisance historique d'investissement de l'Etat et du marché formel, principalement dans les secteurs de l'immobilier, financier et des services ;
- Forte stigmatisation socio-spatiale, surtout causée par les habitants des autres parties de la ville ;
- Les édifices prédominants sont caractérisés par l'auto-construction, qui ne répond pas aux normes définies par l'Etat ;
- Une appropriation sociale du territoire avec comme usage prédominant une utilisation résidentielle du quartier ;
- Une occupation du territoire marquée par une forte densité d'habitations ;
- Des indicateurs en termes d'éducation, d'économie et environnementaux inférieurs à la moyenne de l'ensemble de la ville considérée ;

- Un niveau de chômage élevé et un marché du travail informel ;
- Un rapport de densité démographique supérieur à la moyenne de l'ensemble de la ville ;
- Une occupation de sites urbains à forte vulnérabilité environnementale ;
- Haute concentration de population noire, descendante de peuples natifs en fonction de la région Brésilienne ;
- Degré de souveraineté de l'Etat inférieur au reste de la ville ;
- Une fréquence des situations de violence supérieure à la moyenne de la ville ;
- Une vie sociale marquée par une forte appartenance au quartier, avec une importante valorisation des espaces communs comme lieux de rassemblement et de rencontre.

Cette définition proposée par l'observatoire des favelas est axée sur les phénomènes sociaux qui les définiraient. Selon l'angle d'étude et le but de la recherche, l'interprétation de la définition du terme « favela » varie. La grande diversité des quartiers et des habitants associés à cette notion est en grande partie responsable de cette difficulté.

Néanmoins, quelques grands axes peuvent se dégager pour définir ce qu'est une favela, et identifier si le territoire peut être considéré comme tel (Chétry, 2011). Quatre points essentiels se dégagent :

1. Illégalité de l'occupation du sol ;
2. Production de logements par auto-construction ;
3. Déficit d'infrastructures, d'équipements publics et de planification urbaine (voirie & espaces publics) ;
4. Au-delà des aspects physiques, le terme favela sous-entend une signification sociale associée à la pauvreté.

Ces quelques éléments permettent de déterminer si un quartier peut être catégorisé comme étant une favela. Plusieurs auteurs (Valladares, Chétry) ont cherché à aller plus loin dans la caractérisation de ces zones, ce qui permet d'affiner la compréhension des enjeux et des mécanismes présents dans au sein de ces quartiers.

b. La notion d'habitat spontané

Du fait de l'explosion démographique et de l'exode rural qu'a connu le Brésil, ses grandes villes ont connu et connaissent encore un phénomène de construction d'habitats spontanés.

« La population a construit ses résidences avec ses propres moyens à cause de l'insuffisance d'efficacité des politiques proposées par l'Etat brésilien en terme de logement et du désintérêt du marché formel de l'habitation face aux demandes de la « population de bas revenu ». (Barbosa & Souza e Silva, 2013)

Ainsi, selon l'ONU, les favelas sont classées dans ce type d'habitat, à côté des *villas miserias* d'Argentine et des *squatter settlements* dans la littérature anglophone (Gerbeaud, 2012). Est appelé habitat spontané ce qui a été construit avec un mode de conception différent :

« Cette notion adoptée majoritairement par des architectes et sociologues affirme, comme la définition du vernaculaire, l'existence d'autres modes de conception et de réalisation architecturale et urbaine que ceux reconnus institutionnellement » (Gerbeaud, 2012).

Les productions ont un caractère endogène qui s'appuie sur les normes et la culture des communautés. Ainsi, il est possible de distinguer trois principes qui sont intégrés lors de la construction de ces habitats :

- Le vernaculaire ;
- Le traditionnel -ou mode de vie- ;
- L'intégration à la communauté.

L'habitat spontané répond à un besoin primaire (celui d'être logé), qui va être satisfait en utilisant les moyens disponibles pour construire dans un endroit où l'opportunité se présente. La notion d'urgence est présente, ce qui distingue le terme d'habitat spontané de l'architecture vernaculaire.

Fréquemment illégal et illégitime, l'habitat spontané apparaît comme un stigmate de la pauvreté associé au secteur informel. Il est aussi assimilé à une forme d'architecture vernaculaire contemporaine (Petropoulou, 2007 ; Fathy, 1970 ; Berenstein Jacques, 2001). Ce type d'habitat souffre d'une stigmatisation, celle d'être considérée comme étant des lieux de pauvretés et de misère « L'habitat spontané abrite majoritairement une population précaire » (Gerbeaud, 2012).

c. Histoire et conditions de vie dans les favelas

i. Bref historique des favelas

C'est dans un contexte d'urbanisation rapide et chaotique que le processus de création des favelas a pris forme. Plusieurs vagues de migration sont venues alimenter l'expansion de ces quartiers populaires au cours du dernier siècle. Néanmoins, la raison première de l'apparition des favelas est due à un exode rural fort à la fin du 19^{ème} siècle, qui s'explique par l'allongement des périodes de sécheresse dans le Nordeste (principale zone agricole au Brésil), par la modernisation des techniques d'agriculture, et enfin par l'abolition de l'esclavage en 1888. De forts mouvements de population depuis les campagnes vers les villes fuyant la pauvreté et la famine ont donc eu lieu durant cette période. Avec ce phénomène, les villes ont connu une forte croissance lors du passage d'un siècle à l'autre, la ville de Rio a par exemple connu une croissance de 56% entre les années 1890 et 1910. L'industrialisation des villes brésiliennes entre les années 1940 et 1980 fut un deuxième facteur, entraînant un fort besoin de main d'œuvre. Entre les années 1940 et 1980, les villes ont vu leur nombre d'habitants exploser (+420% pour Salvador et +190% pour Rio de Janeiro ; chiffres IBGE). Avec cette dynamique, le Brésil est devenu un pays majoritairement urbain.

Du fait de ces forts mouvements de population, les villes n'ont pas été en mesure de produire un nombre suffisant de logements, entraînant le développement des habitats spontanés. L'auto-construction était donc le principal mode d'accession au logement pour la majorité des nouveaux habitants des villes brésiliennes.

A la fin du 19^{ème} siècle, les habitats populaires caractéristiques prenaient différentes formes, pour la ville de Rio de Janeiro il s'agissait de *cortiços*, (demeures anciennes divisées en logements). Pour le cas de Recife, il s'agissait de *mocambos* (habitations construites à base de paille) dissimulés dans les mangroves. Pour des raisons sanitaires, les pouvoirs publics adoptèrent l'idée d'une éradication de ces habitats jugés insalubres, dans la dynamique de celle adoptée à Paris par Haussmann (Chétry, 2010). Face à cette vague de destructions, les populations occupant ces habitats avaient le choix entre deux options : vivre en périphérie et assumer le coût induit par le transport ou occuper les zones encore libres non soumises à la spéculation immobilière : dans beaucoup de cas, il s'agit des zones au relief accidentés et aux fortes pentes présentes dans les centres ville.

C'est ainsi que les favelas firent leur apparition dans le paysage urbain des villes brésiliennes, générant la forme principale des logements populaires. La première favela fut recensée en 1890, il s'agit de celle du Morro da Providência. Cette colline fut « occupée par d'anciens habitants expulsés du cortiço Cabeça-de-Porço, détruit en 1893 par le maire Barata Ribeiro » (Chétry, 2010 : p.21). Peu de temps après, ils furent rejoints par les soldats revenant de la guerre des canudos. Cette zone prit rapidement le nom de Morro da favela, en référence à la plante de la région du Nordeste (Vial, 2002) avant de devenir le nom générique pour les habitats populaires présents sur les pentes des villes brésiliennes.

Pour vivre proche de leur travail, les populations défavorisées vont peupler les favelas et leur faire connaître une forte expansion et se multiplier soit dans les quartiers de classe moyenne et haute, soit aux alentours du centre. La forte affluence des immigrés ne permettant pas aux quartiers centraux d'accueillir tous les nouveaux arrivants, de nouvelles favelas ont commencé à se constituer en périphérie de la ville (Chétry, 2010).

Après avoir connu une constante expansion, les favelas des villes brésiliennes les plus importantes abritent une grande part de la population de celles-ci. En 2010, le pourcentage de la population de la région métropolitaine de Rio de Janeiro vivant dans des favelas est de 15% tandis que pour la région métropolitaine de la ville de Salvador, ce chiffre monte à 26 %. Avec 54 %, la région métropolitaine de la ville de Belém est la plus concernée (IBGE, 2010).

Ces quartiers d'habitats spontanés ont été construits avec l'aide de matériaux de récupération, sans suivre de norme particulière et sans l'approbation des pouvoirs publics. L'image qui ressort de ces quartiers est celle de zones en prise à de grandes difficultés sociales, retranchées dans un entre soi et gérées sans l'aide des pouvoirs publics, menant à une réalité différente de celle de la ville formelle. Cependant, le fait de dire que les favelas sont coupées de la ville formelle du fait de ces différences d'infrastructures n'est plus aussi vrai. La réalité est plus complexe que cela avec la forte évolution qui a eu lieu au fil des années et des différentes interventions des pouvoirs publics (Chétry, 2011 ; Valladares, 2006).

ii. L'évolution des conditions de vie des favelas et l'apparition des équipements publics

Au fil des années, les habitants des favelas ne sont pas restés en marge de la société. Les favelas se rapprochent des standards de la ville moderne, et peu à peu le déficit en équipement et en infrastructure va en décroissant (Chétry, 2011). Alors qu'au départ rien n'était construit et mis à disposition des favelados, peu à peu des réseaux d'approvisionnement en eau ainsi que des égouts ont été construits, soit par les habitants, soit par les pouvoirs publics. Un éclairage public a également été mis en place. Selon l'IBGE, en 2000, 94,9% des domiciles des favelas ont accès à l'eau courante, 82,8% sont raccordés au réseau d'assainissement et 97% bénéficient de la collecte des déchets.

La diffusion des réseaux est un point de développement significatif pour les favelas, ainsi, l'accès à internet est aujourd'hui beaucoup plus important, avec notamment une forte présence des cybercafés, qui proposent un tarif très avantageux et abordable pour la majorité de la population qui peuple ces quartiers (environ 1 real/h). Indéniablement, ce développement permet une ouverture sur le monde et un décroisement des habitants des favelas. La présence de la téléphonie mobile est également un signe de progrès (Chétry, 2011).

A ce jour, la plupart des favelas sont dotées des équipements publics de base de santé et d'éducation, au sein de leur aire ou à proximité. L'essor de ces équipements et de l'amélioration de la qualité de vie a pour conséquence le développement d'agences immobilières. Nous pouvons constater que le nombre de locations est croissant, entraînant une spéculation immobilière, qui pour une partie des habitants a des conséquences néfastes, poussant les habitants à vendre leur logement et à aller vivre dans des zones plus précaires. Ainsi, une partie de la classe moyenne prend place de ces logements situés dans les favelas les plus proches du centre, repoussant dans la périphérie les classes sociales les plus pauvres. Le développement de ce marché immobilier montre l'intérêt économique que constituent les favelas. (Chétry, 2011).

En matière de commerces, les échoppes traditionnelles ayant pour fonction de dépanner ont peu à peu été remplacés par des commerces spécialisés (pharmacies, garagistes, agences de voyages, boutique de téléphonie mobile, etc.). Le développement de l'activité commerciale permet à la population locale de bénéficier d'un marché de l'emploi plus dynamique, ce qui améliore les conditions des habitants des quartiers concernés. Selon une étude sur la favela de zone nord de Rio de Janeiro, Jacarezinho, 44% des chefs de familles travaillent au sein de la favela (Abramo, 2003). De nouveaux emplois apparaissent tels que livreurs à domicile ou conducteurs de transports commun, apportant une diversification du marché du travail (Chétry, 2011). Cette activité économique qui fleurit peu à peu dans les favelas permet à l'avenir économique de ces quartiers de paraître un peu moins difficile pour la population.

Néanmoins, le développement de ces commerces se fait souvent de manière illégale, ce qui a pour conséquence de maintenir un frein pour les protagonistes de ces commerces, et de brider le développement de ceux-ci. Dans la favela Nova Holanda, 90% des commerces ont ce problème, menant les employés à voir une certaine instabilité sur leur emploi (Ceasm, 2003). Malgré l'apparition de magasins spécialisés, certains secteurs tel que celui des banques ou les services postaux restent absents de ces zones d'habitat. Ces absences sont certainement dues au fait que ces quartiers sont assimilés à une image de violence et de précarité (Chétry, 2011).

Un des freins au développement plus poussé de ces établissements est également leur manque de rayonnement, qui reste de faible portée. Il est très difficile pour ces commerces d'attirer

une clientèle extérieure à la communauté. Pour des personnes ne connaissant pas les quartiers, il est difficilement concevable de s'aventurer dans des zones réputées pour leur violence et le risque d'agression des personnes étrangères à la communauté (Villadares, 2006). Malgré ces quelques signes d'amélioration du contexte économique de ces quartiers, le problème émane du fait que les favelas se sont développées en suivant les principes d'une urbanisation spontanée. Avec ce développement, les favelas sont caractérisées par le fait de détenir une forte densité ainsi qu'une utilisation maximale de l'espace, ce qui entraîne des problèmes d'hygiène (manque de ventilation, problèmes d'humidité, système d'écoulement des eaux). La promiscuité des bâtiments entraîne également indéniablement des problèmes de voisinage, du notamment à l'absence fréquente d'entrées individuelles (Chétry, 2011). Cet urbanisme spontané donne une forme urbaine irrégulière et quelque peu anarchique, donnant à l'espace un aspect labyrinthique, particulièrement pour les personnes étrangères aux différentes communautés existantes.



Figure 2 : Densité élevée du bâti d'un quartier de Salvador. Source : Google Earth

Malgré la présence de quelques équipements publics (équipements de santé, écoles, etc.), un manque de moyens humains et financiers leur fait défaut, empêchant leur bon fonctionnement. Ce manque de moyens pour les services publics dans les favelas est historique, justifiée par les pouvoirs publics par le manque de statut juridique de ces quartiers « *la précarité juridique – urbanistique et foncière – des favelas est toujours venue justifier le manque d'investissement public dans la provision des services collectifs et l'absence d'aménagement urbain de ces espaces* » (Soares Gonçalves, 2007 : p.2).

La maintenance des servitudes publiques est également un point sensible. Il est nécessaire pour assurer à ces quartiers une bonne hygiène de revoir et d'améliorer le fonctionnement des

égouts, qui dans bien des communautés souffrent de problèmes chroniques. L'alimentation en eau courante est également parfois mise à l'épreuve lors des pics de consommation, provoquant des coupures d'eau (Chétry, 2011).

L'écoulement des eaux génère également d'importants problèmes car les systèmes d'évacuation des eaux de pluie sont bien souvent inexistants. Lors des fortes pluies tropicales qui ont régulièrement lieu dans les villes brésiliennes, l'absence de système efficace d'écoulement des eaux a pour conséquence le déversement dans la rue puis dans l'océan d'ordures. Cela entraîne d'importants problèmes de trafic et altère la mobilité de la ville, qui se retrouve paralysée. Ces forts épisodes pluvieux ont également pour conséquence de produire des phénomènes tels que des glissements de terrains. Les zones occupées par les favelas sont souvent situées sur des collines dépourvues de végétation à cause de la construction d'habitations (Denaldi, 2012).



Figure 3 : Scène de pluie à Salvador, le 25/04/2013. Source : Boca News

Le manque de moyens des équipements publics est une des grandes causes de l'écart social entre les habitants des favelas et le reste de la population et notamment les classes les plus aisées (voir tableau 1). Avec le manque de personnel, les effectifs des classes sont bien souvent surchargés, ne permettant pas des conditions de travail idéales pour les élèves. La différence de niveau entre les écoles privées, où sont la plupart du temps les élèves issus des classes les plus aisées, et les écoles publiques, fréquentées par les enfants issus des classes les moins aisées, est suffisamment grande pour garantir aux élèves des écoles privées d'obtenir une place dans les universités publiques, où l'entrée est possible suite à un concours. Si un étudiant ne parvient pas à entrer dans une université publique, il devra payer une grosse somme pour entrer dans une université privée. Pour pallier les mauvaises conditions de travail dans les écoles publiques, de petites écoles privées commencent à voir le jour dans certaines favelas, comme par exemple à Nova Holanda, favela du complexe de la Maré situé dans le nord de Rio de Janeiro. Ces écoles privées proposent une alternative au système public, qui ne parvient pas à donner aux favelados les conditions pour parvenir à accéder à l'enseignement secondaire (Chétry, 2010).

d. Les favelas, des quartiers réduits à leur condition d'objets urbains typiques

Les favelas feraient l'objet d'une série de « dogmes » -ou caractéristiques de base- rarement remis en cause, qui selon les chercheurs les caractériserait (Valladares, 2006). Ceux-ci forment un consensus très large et sont significatifs de la difficulté à définir précisément ce qu'est une favela et selon quels critères un quartier peut être considéré comme tel.

i. La spécificité des favelas

En raison de leur histoire originale et de la manière dont leur croissance urbaine s'opère, le premier dogme qui caractériserait les favelas est celui de leur spécificité. Selon certains urbanistes, les favelas se définissent au départ par leur spécificité « *En fait, c'est d'abord cette occupation différente de l'espace bâti qui permettrait d'identifier une favela. Les architectes mettent en valeur les différences engendrées par un habitat, un urbanisme et une esthétique peu ordinaires, qui s'écartent de tous les modèles de la rationalité architecturale* » (Valladares, 2007). Du fait de l'univers socio-spatial particulier des favelas, les architectes et urbanistes ont du mal à saisir leur identité et à la maintenir (Berenstein-Jacques, 2001). La tendance à proposer une définition des favelas qui les renvoie de manière démesurée à des quartiers précaires est actuellement encore très présente.

« Une favela est un groupement de baraques, c'est-à-dire d'habitations de dimension réduite, construites avec des matériaux inadéquats (vieux bois, feuilles de zinc, bidons et même cartons) réparties irrégulièrement, sur des terrains illégaux en ce qui concerne le titre de propriété, et dépourvus, presque totalement, d'équipements urbains tels l'eau courante, égouts, électricité et équipements sociaux » (Taschner, 1976 ; cité par Sachs, 1981 : p.1).

Aujourd'hui, il n'est plus possible d'utiliser cette définition pour caractériser la totalité des favelas, en particulier car les équipements urbains sont désormais beaucoup plus implantés dans ces quartiers, où notamment l'électricité est quasiment toujours présente.

Cependant, des articles traitant de la place des favelas ou encore de la politique proposée par les pouvoirs publics à leur égard utilisent encore ce type de définition, comme par exemple l'article « La politique de Rio à l'épreuve des favelas », écrit par *le Club du Millénaire* en 2012.

Il est indéniable que la manière dont les favelas occupent l'espace est spécifique : absence de rues tracées et de régularité urbaine, les favelas se sont développées en autonomie, à l'écart des normes gouvernementales (Chétry, 2011 ; Gerbeaud 2013). C'est en utilisant cette caractéristique que les organismes officiels justifient leur approche particulière. Ils rappellent que la forme d'occupation du sol de ces quartiers est illégale et qu'il est nécessaire de « créer des procédures spécifiques pour résoudre cette situation » (Valladares, 2006). L'illustration de cette opinion est que l'on retrouve dans la définition de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique que la favela est un « agglomérat hors norme ». En raison de cette mise à l'écart des favelas par les pouvoirs publics, une certaine précarité de leur statut est mise en place : « le postulat qui s'impose

est que les favelas ne subsisteraient que grâce à la bienveillance et à la tolérance des pouvoirs publics » (Soares Gonçalves, 2007)

Dans les travaux des différents sociologues ou anthropologues, la spécificité de la « culture » favela est mise en avant (Berenstein-Jacques, 2001), mettant en exergue une différenciation par rapport au reste de la ville. Le fait que les favelas aient vu naître plusieurs nouvelles mouvances aujourd'hui considérées comme étant des emblèmes du Brésil est mis en avant dans les travaux effectués sur la thématique des favelas. La samba, le carnaval, les bals funk ou encore la capoeira sont des mouvances nées dans les favelas, le film *Baile Funk, Funk & Fun* de Joël Daguerre (2010) traite de cette réalité. A côté de l'aspect culturel, des phénomènes plus sombres liés aux communautés constituées par les favelados tels que le crime, la drogue, la peur ou encore la délinquance sont pris comme exemple pour montrer la particularité de ces quartiers, et souligner qu'il n'est pas possible de traiter ceux-ci comme on peut traiter la ville formelle.

Le troisième aspect traité est celui de la politique et de la structure sociale présente dans les favelas. Ces deux thématiques sont considérées comme des traits de caractère particuliers aux favelas, donnant aux chercheurs l'occasion de montrer en quoi les favelas sont dotées d'un mode de fonctionnement original (Barbosa & Souza e Silva, 2013). Pour le centenaire des favelas A. Zaluar et M. Alvito ont publié en 1998 le recueil d'articles « Um século de favela ». Dans cet ouvrage, les thèmes principaux évoqués ci-dessus sont repris, et marquent les différences portées par les communautés faveladas et leur favelas avec le reste de la ville.

Les éléments qui poussent la communauté scientifique à s'intéresser aux favelas sont les particularités de celles-ci. Les études produites sur ces zones ont donc pour thématique les différents éléments originaux qui caractérisent les favelas au sein des articles publiés. L'orientation de la recherche étant portée sur l'originalité de ces espaces, la littérature accorde une grande place à l'étude de la société favelada, de manière à montrer sa différence avec celle présente dans la ville formelle. Avec cette orientation basée sur l'identité spécifique de ces quartiers prise par la recherche, l'opinion est poussée à considérer ces quartiers comme étant des lieux différents. En marquant la différence, les favelas apparaissent comme des lieux étrangers aux yeux des habitants de la ville formelle, ce qui cultive l'impression d'incompatibilité entre ces deux territoires que sont les favelas et la ville formelle.

Les favelados se voient être définis comme étant des membres de communautés marquées par leur forte identité. Définir de cette manière les habitants des favelas pousse à différencier ces quartiers et à alimenter l'idée que les habitants des favelas sont difficilement adaptables à la vie dans la ville formelle. « *La favela conditionnerait ainsi le comportement de ses habitants, dans une réactivation du postulat hygiéniste ou écologiste de la détermination du comportement humain par le milieu* » (Valladares, 2006). En considérant que les favelas forment un espace à part dans la ville, les communautés favelados ont un statut particulier « n'est vraiment citoyen que celui qui est considéré comme tel par les autres citoyens » (Chétry, 2010).

ii. La marginalité des favelas

Le deuxième dogme utilisé pour caractériser les favelas est basé sur la caractérisation sociale de ces lieux. Ils sont considérés comme étant le « lieu de la pauvreté, le territoire urbain des pauvres » (Valladares, 2006). Cette théorie est celle de la marginalité, vieille du début du 20^{ème} siècle et qui stipule que les pauvres ont un espace qui leur est propre. Ce regard avait au début pour conséquence de voir les favelas comme étant un problème pour le bien être de la ville. Néanmoins, les favelas peuvent également être vues comme étant une solution au problème de manque de logements dans les villes brésiliennes pour les personnes ne disposant pas d'un revenu suffisant pour trouver un logement dans la ville traditionnelle, notamment grâce à l'auto-construction présente dans ces quartiers.

L'idée que la favela est l'espace du pauvre est encore très présente, « Ces hypothèses réduisent les favelas à la condition de territoires précaires, illégaux, inachevés, désordonnés et dangereux : des quartiers sombres de la ville » (Barbosa & Souza e Silva, 2013). Nous verrons par la suite que cette affirmation n'est pas si exacte.

Les favelas sont pour la population ainsi que pour les chercheurs un symbole de la ségrégation socio-spatiale. Lorsqu'un travail de recherche porte sur l'exclusion et les inégalités sociales, les favelas sont très souvent utilisées comme cas pratique. Les enseignants alimentent de cette manière le syndrome de la favela territoire déconnecté de la ville et les étudiants voient leurs travaux de recherche sur ces zones urbaines avoir un angle d'analyse orienté dans le sens des thématiques citées ci-dessus. Ce phénomène permet au dogme qui caractérise la favela comme territoire étant l'espace des pauvres de se maintenir et d'entretenir la favela dans sa condition de territoire défavorisé, réservé aux personnes issues des classes les plus défavorisées (classes D & E).

Tableau 5 : Les classes socio-économiques au Brésil. Source : IBGE

<u>La catégorisation des classes sociales au Brésil :</u> De manière à évaluer leur pouvoir d'achat, les citoyens brésiliens sont classés dans différentes classes, c'est le <i>Critério de Classificação Econômica Brasil</i> (Critère de Classification Economique Brésil) ou <i>CCEB</i>. Le mode de classement est uniquement économique et laisse de côté les origines sociales. Cette classification s'effectue sur la base des biens possédés et le niveau d'études du chef de famille. La Fondation Getulio Vargas donne à titre indicatif les revenus moyens de chaque classe.	Part de la population Brésilienne
<u>Classe A :</u> Celle de l'élite économique du pays. Les revenus de cette classe sont selon la fondation supérieurs à R\$ 9 745	12 %
<u>Classe B :</u> Celle de la classe supérieure, dont les revenus moyens se situent entre R\$ 7 475 et R\$ 9 745 et représente en 2013.	55%
<u>Classe C :</u> Celle de la classe moyenne (actuellement en pleine croissance), ses revenus moyens se situent entre R\$ 1 734 et R\$ 7 475	20 %
<u>Classe D :</u> Celle de la classe populaire	13%
<u>Classe E :</u> Celle des plus démunis, dont les revenus mensuels sont inférieurs à R\$ 1 734	

Le terme *favelado*, qui à l'origine désigne les habitants des favelas, est aujourd'hui utilisé pour désigner une personne qui occupe une « place sociale marquée par la pauvreté ou l'inégalité » (Valladares, 2006). Les habitants des favelas ont donc une étiquette qui leur est imposée, celle d'une personne résidant dans un univers populaire en proie à tous les problèmes sociaux existant en milieu urbain.

En utilisant de façon très récurrente comme terrain d'étude les favelas pour étudier les problèmes sociaux, une stigmatisation indirecte de ces territoires est mise en œuvre.

iii. La non différenciation des favelas

Le troisième dogme référencé par Valladares est que les favelas sont considérées comme étant assez similaires pour former une unité. Souvent, lorsqu'une étude est effectuée sur ces quartiers, les comparaisons sont faites en considérant les favelas comme un bloc unitaire. Ce raccourci pose problème car les réalités des favelas sont plurielles, ce qui entraîne des interprétations qui ne conviennent pas forcément à la totalité des zones considérées comme étant des favelas.

Bien que la diversité géographique ou que la présence de différents statuts des favelas soit connue des personnes travaillant sur ce sujet, pour le besoin de production de statistique les altérités de ces quartiers sont passées outre. Le raisonnement adopté est que par rapport aux différences entre les favelas et le reste de la ville, les différences intra-favelas sont considérées comme négligeables. Le fait de procéder de cette manière simplifie la production de chiffres de comparaison, le danger étant que cela mène à une dualisation systématique de la ville.

Aujourd'hui, le jugement de la part des citoyens sur les favelas paraît plus serein, moins passionné à propos de la place qu'occupent ces quartiers dans l'espace social et dans l'imaginaire collectif. L'évolution de ce jugement est directement liée au fait qu'après des années durant lesquelles la solution présentée par les pouvoirs publics était principalement l'éradication, le changement progressif du point de vue des politiques depuis le début des années 1980 a rendu le débat un peu plus apaisé (Olinger, 2013).

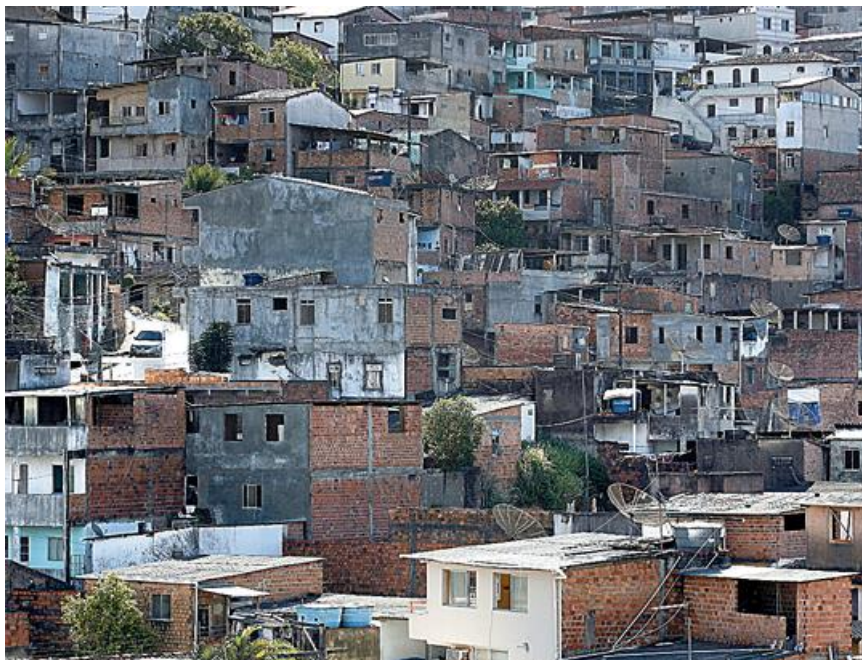


Figure 4 : Exemple de favela à Salvador. Source : Polheim. Olhares.com

Les favelas sont l'entité la plus caractéristique de l'organisation socio-spatiale brésilienne. Cette organisation fragmentée, dissocie catégories sociales riches et pauvres dans l'espace urbain. Nous adoptons pour la suite de notre projet la définition suivante du terme favela :

« Zone majoritairement résidentielle occupée par une population à bas revenus et caractérisée par la précarité de l'infrastructure et des services publics, des rues étroites et un alignement irrégulier, des lots de forme et de taille irrégulière, ainsi que des constructions non enregistrées et non conformes aux schémas légaux ». (IPP)

L'autre type d'habitat participant à la fragmentation socio-spatiale et à l'entre soi des catégories de populations sont les condomios destinés eux aux populations métropolitaines les plus riches.

2. Les Condominios.

a. Un phénomène présent à l'échelle mondiale ayant quelques caractéristiques emblématiques :

Pour la communauté scientifique, les enclaves résidentielles fermées brésiennes, appelées condomios, peuvent être définies de la manière suivante :

« Espace à caractère principalement résidentiel, où cohabitent plusieurs ménages, quasiment ou entièrement clos et dote d'un système de contrôle des accès » (Vuailat, 2010).

Trois principales caractéristiques ressortent pour caractériser ces espaces :

- « La fermeture totale du complexe d'habitat par un dispositif physique (mur ou clôture) qui le constitue en isolat clos.
- Le contrôle des accès par le recours à un arsenal technologique (portail automatique), humain (gardien) ou une combinaison de deux.
- Enfin, un principe d'auto-administration d'ampleur très variable d'un contexte géographique à l'autre, ce principe reposant sur une identification du complexe résidentiel à une entité juridique régie par différents statuts (copropriété, association syndicale de propriétaires » (Billard & co, 2005)

La tradition d'enfermement et de repli sur soi de certaines classes (bien souvent les plus aisées) est récurrente dans l'histoire des sociétés. Les plus vieilles enclaves résidentielles ont aujourd'hui plus de 300 ans, avec la *British Residencial Square* de Londres, bâtie en 1720. A la fin du XIXe siècle, les élites parisiennes ou encore bostoniennes élaboraient des stratagèmes pour rester entre elles, par « distinction » et par désir de ne pas se mélanger au reste de la population de manière à notamment maintenir leurs traits identitaires (Capron, 2006). Alors que la notion de mixité sociale est très présente dans les discours actuels sur la politique de la ville, les grandes métropoles voient de plus en plus d'individus faire le choix vivre dans des « enclaves résidentielles » ou gated communities (Capron, 2006). Aujourd'hui, il est estimé que 15 % de la population de la ville de São José do Rio Preto (soit environ 60 000 personnes), dans l'état de São Paulo habite dans ce type d'habitat (Le Guirriec, 2008).

Fermeture et sécurisation des espaces résidentiels sont très largement diffusées sur le globe (Vuailat, 2010), ces ensembles standardisés et fermés promettent « joie de vivre et sécurité aux classes moyennes et supérieures » (Capron, 2006) à l'aide de barrières et de grillages. L'accès à ces quartiers est possible sous réserve de décliner son identité à l'entrée et d'avoir des connaissances à l'intérieur de ces espaces résidentiels. Différents noms sont donnés à ces objets urbains à travers le globe : *gated community* aux Etats-Unis, *barrio privado* en Argentine et *Condominio fechado* au Brésil.

b. Expliquer le phénomène de développement des condomínios dans les villes brésiliennes en l'imputant à la peur de l'insécurité ne paraît pas suffisant

La société brésilienne a depuis toujours été marquée par de très fortes inégalités. Il y a plus d'un siècle, cela était traduit par l'esclavage et la séparation nette entre les maîtres et leurs esclaves, puis par un modèle ségrégatif de la ville industrielle fondé sur la division sociale des tâches (Capron, 2006), puis par un schéma plus fragmenté symbolisé par des « enclaves fortifiées » que représentent

les condomínios (Caldeira, 1997). La littérature effectue alors une véritable analogie au système féodal du moyen-âge.

La croissance de ce type d'habitat est indéniablement liée à la « culture de la peur » présente dans la société brésilienne, alimentée par les problèmes d'insécurité. Néanmoins, le développement de ces résidences s'explique également par d'autres phénomènes sociologiques, en effet, le nombre de condomínios apparaît ne pas être directement lié au taux des inégalités socio-économiques au sein de la population des différentes villes (Le Guirriec, 2008).

Avec ce mode de fonctionnement, ces entités sont accusées de « dresser des forteresses impénétrables dans la ville, de briser la cohésion sociale et urbaine » (Capron, 2006). Leur forme spatiale est caractérisée par un « rapport filtré à l'extériorité ». Le but est de créer des espaces de compétence propre, de manière à prendre en charge les responsabilités normalement assurées par l'Etat, à l'heure où les pouvoirs publics semblent perdre une partie de leur capacité d'action et se retirent de la fabrique de la ville (C. Mager et L. Matthey, 2012 ; York et al. 2011). Le « small is beautiful » semble être une des maximes qui pourrait être adoptée par ces quartiers résidentiels, qui pour contrer le fait que les pouvoirs publics perdent en capacité d'action, se recentrent sur de plus petites unités pour assurer le bien-être de leur communauté.

La perte de capacité d'action des pouvoirs publics s'explique d'un côté par le manque d'investissement dans les services publics, par la fin de l'état social (Vuailat, 2010), mais également avec la perte de confiance de la part de la population envers ses fonctionnaires et sa classe dirigeante, marquée par les scandales de corruption à répétition (Le Monde du 23.04.2014). La police est aujourd'hui présentée comme étant corrompue, en proie à des grèves provoquant l'accroissement des violences au sein de la ville, laissée en proie aux violences urbaines et aux règlements de compte (Le monde.fr, 18.04.2014 ; The Real News, 25.04.2014). « Devant l'incapacité croissante des pouvoirs publics à trouver des solutions satisfaisantes, les citoyens ont utilisés des dispositifs privés ou privatifs, légaux ou illégaux » (Capron, 2006). Le sentiment d'insécurité étant sans cesse grandissant auprès des populations, chacun cherche à se préserver de l'autre et à assurer sa sécurité ainsi que la préservation de ses biens (Vuailat, 2010). Si l'insécurité est un des motifs utilisés par les habitants des villes brésiennes pour justifier leur choix de vivre dans ces communautés, il apparaît que dans des zones n'observant pas d'augmentation de l'insécurité, le nombre de condomínios fechados augmente malgré tout, c'est notamment le cas à São José do Rio Preto (Le Guirriec, 2008).

Pour décrire les condomínios, une des notions qui ressort le plus est celle de l'enclavement (Capron 2006 ; C. Mager et L. Matthey, 2012). On peut assimiler condomínios et gated community à des espaces résidentiels faisant la promotion de l'entre soi, ayant une architecture enclavée et fermée dans le but de créer un habitat sécurisé. Le développement de ces territoires principalement résidentiels part d'un mouvement urbain auto-initié et autogéré. Avec la prolifération des condomínios, on assiste à « l'émergence d'une ville fermée et surveillée » (Billard & co, 2005).

L'enclavement de ces quartiers se traduit par des stratégies de privatisation, de fermeture et de sécurisation amenant à la restriction de la circulation, au tri et à la réduction des possibilités de déplacement des habitants dans leur ville. « L'accès aux ressources de la ville devient sélectif et

exclusif » (Vuailat, 2010). « Une enclave territoriale peut détruire, ronger ceux qui y vivent mais peut aussi viser à protéger l'identité (culturelle, religieuse...) d'un groupe ou à appuyer les revendications politiques » (Capron, 2006). Cependant, il apparaît que les habitants des condomínios brésiliens ne sont pas motivés par la préservation de leur identité ou de leur religion, mais bien par leur sécurité et la possibilité de bénéficier de services non accessibles pour la majorité des habitants des métropoles brésiliennes. Désormais, il est tout à fait possible de rester plusieurs années dans certains condomínios sans avoir besoin d'en sortir. Les équipements proposés dans ces quartiers peuvent proposer écoles, sports ou encore salles de spectacles. Le but étant d'avoir la possibilité de vivre en autarcie et de ne pas avoir à se risquer à l'extérieur.

Les condomínios sont marqués par leur quête permanente de la sécurité, qui se traduit spatialement par plusieurs éléments marquants. Le faible nombre d'entrées facilitant le contrôle du trafic est un exemple révélateur de cette ambition affichée. Chaque condominio dispose d'un mode de fonctionnement différent qui lui est propre, mais certaines pratiques sont récurrentes. Le fait d'organiser des assemblées régulières des membres pour réfléchir à l'amélioration de la sécurité des lieux est une de ces pratiques qui démontre l'organisation politique de ces résidences, qui ont pour but principal la préservation de leur statut d'îlots sécurisés dans la ville, quitte à provoquer un isolement assumé (Brebion et al. 2005). Les jeunes générations des classes moyennes et aisées sont en grande partie nées dans ces espaces urbains (Capron, 2006), modifiant le regard que ces personnes peuvent avoir de la ville, au risque de leur paraître étrangère, imprévisible et dangereuse.

c. Une hétérogénéité dans les modes de fonctionnement

Si quelques caractéristiques sont présentes sur la majorité de ce type d'habitat, il apparaît toutefois qu'à l'instar des favelas, les condomínios sont loin de tous être identiques. Ils présentent des différences en raison de leurs taille, leurs système de fonctionnement, leurs principes urbanistiques, des espaces communs et des relations sociales entre les habitants, mais également du niveau de classe sociale des habitants de ces enclaves résidentielles (Le Guirriec, 2008). Les différences les plus importantes paraissent néanmoins être liées aux relations entre les habitants.

Il est possible de distinguer trois grands types de relations (Le Guirriec, 2008) :

- Les relations de conflit,
- les relations « communautaires » et,
- les relations anonymes (qui paraissent être le cas le plus fréquent).

La détermination de ces relations semble liée à un certain nombre de facteurs, tels que la taille de ces espaces résidentiels (avec notamment le nombre d'appartements), la présence ou non d'enfants (très déterminant) ainsi que l'homogénéité entre les habitants. Un tableau montrant le lien entre les différentes caractéristiques des condomínios et le type de relations entre les habitants a été proposé par Le Guirriec :

Tableau 6 : Sociabilité au sein des Condomínios. Source : Le Guirriec (2008)

	CONFLIT	COMMUNAUTAIRES	ANONYMES
Age du condominio	Vieux	Indifférent	Indifférent
Taille et nombre de lots	Indifférent	Petit	Grand
Nombre de réglementations	Haut	Moyen	Moyen, moyennement haut
Taux d'homogénéité	Faible	Fort	Faible
Age des habitants	Adultes (+45)	Jeunes (30-45)	Adultes (+45)

Choisir de vivre de manière enclavée avec des lois particulières et de diminuer le rapport à la ville extérieure provoque indéniablement la création de rapports spécifiques au sein de ces espaces qui n'existent pas dans la « ville ouverte ». Alors que la ville se construit sur l'hétérogénéité de ses habitants et se façonne grâce à la rencontres de différentes cultures, le fait de vivre en autarcie et de réduire au maximum le contact avec l'altérité produit des relations particulières, et forcément différentes de celles du reste de la ville (Le Guirriec, 2008). Si l'enclavement est motivé par des facteurs propres à l'image actuelle de la ville telle que la peur ainsi qu'à l'histoire de la fabrique de la ville brésilienne, il est légitime de se demander de quelle manière les habitants vivent cet enfermement résidentiel et mise à distance pour préserver une supposée autonomie (Capron, 2006).

La fragmentation socio-spatiale dans sa définition la plus simple ne peut se limiter à la simple juxtaposition de favelas et condomínios. Pour comprendre plus en profondeur l'organisation socio-spatiale des villes brésiennes il est nécessaire de comprendre le schéma global de leur construction. Nous pourrons dès lors en dégager les articulations qui s'opèrent entre favelas et condomínios dans une métropole fragmentée.

3. L'organisation socio-spatiale des métropoles brésiennes.

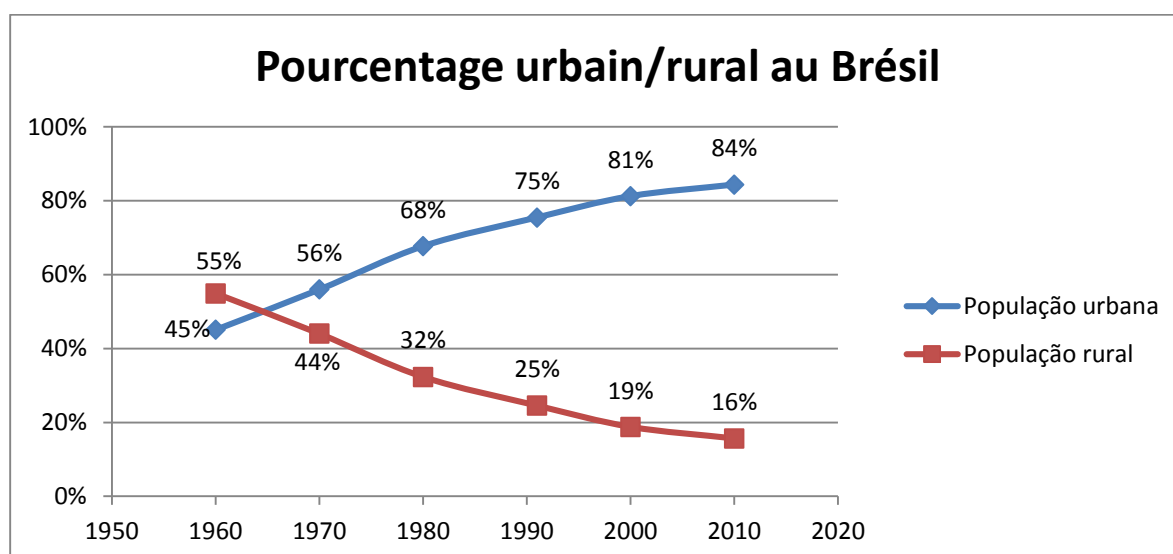
a. Un espace urbain longtemps considéré comme dual : entre favelas et condomínios.

Les grandes villes brésiennes ont maintenu jusque dans les années 1980 une politique de «périphérisation de la pauvreté » (Abreu, 1997). « Celle-ci amorcée dès le début du siècle consiste à rejeter les vagues de nouveaux habitants à l'extérieur des centres tout en éradiquant les favelas qui se trouvent dans ceux-là. Dans ce modèle centre-périphérie, la présence des favelas dans les parties centrales de l'espace métropolitain était considérée comme un phénomène résiduel face à l'extension de la périphérie et de fait, ne rompait pas avec la dualité spatiale » (Lago, 2000).

L'organisation des grandes villes brésiliennes s'apparentent donc jusqu'au milieu des années 1980 à une opposition centre/périphérie : on parle de dualité spatiale.

Les années 1980 ont vu un retournement de situation sur le plan économique et le Brésil est forcé de restreindre ses dépenses publiques. Cette situation de crise a alimenté une accélération de l'inflation et une augmentation notable du poids de la dette, avant que des mesures de rigueur économique ne soient prises pour stabiliser la monnaie. Ce contexte de ralentissement économique se traduit par un ralentissement de l'expansion des métropoles brésiliennes dû à une diminution des flux migratoires vers celles-ci (comme le montre le diagramme ci-dessous).

Tableau 7 : Pourcentage urbain/rural. Source : IBGE



Ce nouveau phénomène agit directement sur l'organisation des métropoles. « *Les nouveaux arrivants, dont l'effectif élevé alimentait le développement de la périphérie des grandes métropoles, seront remplacés par une population provenant pour la majorité de l'intérieur même de l'aire métropolitaine, en nombre bien moins important, contribuant ainsi au ralentissement de l'expansion des grands centres urbains* » (Lago, 2000). Dès lors l'organisation socio-spatiale apparaît comme totalement modifiée. Vidal (1994) parle d'une « périphérisation du centre » : les centres urbains connaissent une augmentation de la pauvreté tandis que les populations aisées se délocalisent en périphérie. Ce processus, inverse de celui qui a dirigé le pays pendant tout le début du siècle, est qualifié « d'involution urbaine » (Santos, 1991). Contrairement à l'idée première qui supposerait un effet de diminution de la ségrégation socio-spatiale on assiste à un enclavement plus prononcé de chaque type de population. Ces enclaves sont seulement devenues plus petites, on peut parler de morcellement de l'unité urbaine. « En d'autres termes, les tendances en cours dans les métropoles brésiliennes convergeraient vers l'installation d'un modèle de différenciation socio-spatiale toujours plus accentué, à travers la formation d'enclaves dans l'ensemble du tissu urbain, aussi bien de populations riches que pauvres » (Lago, 2000). Dès lors le modèle de ville duale centre/périphérie ne décrit plus la réalité de l'organisation socio-spatiale des métropoles brésiliennes il paraît alors plus exact d'utiliser les notions de ségrégation ou de fragmentation socio-spatiale.

La notion de fragmentation socio-spatiale impliquant une séparation sociale et physique des catégories sociales se voit de plus en plus remise en question par l'essor économique des classes moyennes, les revendications et améliorations de vie des classes pauvres brésiliennes. Ces frontières urbaines devenues de plus en plus poreuses ; le concept de fragmentation pour décrire l'organisation de la réalité socio-spatiale brésilienne est peu à peu remis en cause comme par exemple dans l'ouvrage de Mickaël Chétry (2013). Nous nous attacherons dans la prochaine partie à décrire en quoi ce phénomène initié par les années Lula remet en cause le terme de fragmentation.

b. Les pratiques des habitants des favelas qui tendent à homogénéiser l'espace urbain

L'essor économique de la classe moyenne brésilienne, l'amélioration des conditions de vie et un meilleur accès à l'éducation des classes pauvres rendent perméables les frontières urbaines établies par la fragmentation. En effet les pratiques des classes économiques inférieures tendent à relativiser le retrait des habitants sur l'espace de résidence. *« L'essentiel des pratiques quotidiennes, que ce soit pour le travail, les achats, les études, la santé ou les loisirs, amène les habitants à sortir des favelas, y compris des grandes, qui présentent une densité élevée d'emplois et de commerces. »* (Chétry, 2013).

Premièrement, même si comme nous l'avons évoqué précédemment les favelas trouvent place dans des discontinuités physiques de l'espace urbain elles n'en sont pas totalement coupées. En effet les favelas situées dans les centres villes bénéficient d'un réseau de transport en commun varié qui offre à ses habitants une mobilité forte à l'échelle métropolitaine. Les favelas dites périphériques sont elles aussi généralement connectées au centre-ville par le réseau de transport public. Nous avons lors des échanges effectués à Salvador de Bahia avec des habitants de quartiers pauvres demandé si le réseau de transport en commun était adéquat à leurs déplacements. La réponse a pour la plupart été négative, les habitants considérant que même si l'offre de transport en commun était conséquente la durée des trajets était très longue. De ce fait les habitants des favelas développent de plus en plus des modes de transport alternatifs (minibus, motos-taxi) parfois illégaux pour assurer leurs déplacements. Les transports publics lient de plus les favelas au reste de l'aire métropolitaine.

La majorité des habitants des favelas ne travaillent pas dans leur espace de résidence. Les favelas situées proches des zones économiques dynamiques du centre-ville bénéficient d'un marché du travail nécessitant une main d'œuvre peu qualifiée dans les secteurs du commerce et services : livreurs, vigiles, femmes de ménages ou gardien d'immeubles. De nombreux habitants gagnent leur vie en tant que vendeur ambulant même si cette activité est de plus en plus réglementée.



Figure 5 : Vendeur ambulant dans le quartier historique du Pelourinho. Source : Antoine Rogeaux

Les favelas plus éloignées du centre-ville elles peuvent souffrir de l'éloignement des zones économiques, obligeant ainsi ses habitants à effectuer de longs trajets pour accéder à un emploi. Mais comme le souligne Mickaël Chétry (2013) « *cette situation caractérise généralement ceux qui occupent un emploi formel dont le nombre ne cesse d'augmenter dans les favelas comme dans le reste de la société* ». Ainsi le temps perdu en transport est balancé par les avantages que procure cette emploi : une certaine stabilité et parfois un salaire plus élevé.

L'accès à l'éducation a lui aussi été fortement amélioré pour les habitants des favelas. A l'intérieur même des quartiers on assiste à une amélioration des structures écolières soit à l'initiative des pouvoirs publics, soit par l'action directe des habitants pour revendiquer une intervention. Même si nous assistons à un rapprochement entre les standards proposés par la ville et ceux des favelas en terme d'éducation il existe tout de même une différence marquée entre ceux-ci. De ce fait les habitants des favelas tentent de plus en plus de scolariser leurs enfants dans les établissements des quartiers voisins.

En matière d'approvisionnement alimentaire les habitants des favelas choisissent le point de vente le moins cher incluant dans le calcul le coût du transport. Il existe généralement des points de vente à l'intérieur même des favelas mais ceux-ci pratiquent des prix plus chers que les grandes surfaces situées dans les quartiers voisins. Les achats plus occasionnels comme peuvent l'être par exemple des vêtements se font souvent dans des quartiers spécifiques du centre-ville. A Salvador de Bahia le quartier « baixa do Sapatero » concentre tous les commerces de vêtements aux prix les plus bas et les habitants de favelas parfois éloignées effectuent ce trajet.

Les habitants des favelas profitent en matière de loisirs avant tout de ceux qui sont gratuits : la plage étant le premier d'entre eux, et de part cette activité s'insèrent dans un espace urbain à forte mixité sociale.



Figure 6 : La plage du port de Barra. Source : Olhares.com

Les shopping centers auparavant réservés à l'élite de la société brésilienne adaptent maintenant eux aussi leur offre pour attirer la clientèle des favelas. Ainsi comme le souligne Chétry (2013) « leur intense développement au cours des dernière décennies s'étant aussi reposé sur une segmentation de la clientèle [...] il existe aujourd'hui des shopping centers destinés aux classes populaires qui se distinguent par leur localisation plus excentrée, par le standing des magasins et par des prix plus abordables ». Ces lieux sont particulièrement prisés par les jeunes comme espace de rencontre. Les médias brésiliens ont reportés un phénomène nouveau à la fin de l'année 2013 dans ces shopping centers : des centaines de jeunes des quartiers défavorisés ont été littéralement occupés.



Figure 7 : Rolezinho du 11/01/2014 à São Paulo. Source : Conjur.com.br

Les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans ce phénomène appelé « rolezinhos », en effet les jeunes se sont donnés rendez-vous comme par exemple le 7 décembre 2013 au Shopping Mêtro Itaquera dans la zone este de São Paulo. Ce phénomène nouveau est, entre autres, un mouvement de revendication des jeunes des quartiers défavorisés contre l'accès qui leur est parfois refusé dans certains de ces shoppings. Dans son ouvrage paru en 2010 Paul Cary remarque que la « fréquentation des shoppings centers, symboles d'une consommation [...] est une composante importante du sentiment d'appartenance à la société brésilienne. »

Ainsi les habitants des favelas s'insèrent de diverses manières dans l'espace urbain et rejettent un repli dans leur espace de résidence. Cependant comme nous l'avons démontré par la description des différences qui existent entre favelas et zones d'habitats plus riches, les inégalités sont encore profondément enracinées dans les mentalités brésiennes. « *La ville des moins fortunés, qu'ils habitent les favelas ou non, celle des équipements publics de mauvaise qualité, des transports difficiles, reste profondément distincte de celle vécue par les autres urbains mieux lotis.* » (Chétry, 2013).

Nous avons dans cette partie présenté les mécanismes de l'organisation socio-spatiale des grandes villes brésiennes et les caractéristiques de leurs deux principales formes d'habitat. La fragmentation socio-spatiale, notion clef qui caractérise cette organisation a de nombreuses conséquences au sein de la société brésilienne. Nous nous attachons maintenant à rendre compte des aboutissants de ce phénomène et des réponses proposées par les pouvoirs publics.

II. Quelles réponses propose le gouvernement brésilien au phénomène de fragmentation socio-spatiale ?

A. Les problèmes liés au phénomène de fragmentation socio-spatiale.

1. Une insécurité très présente

a. La main mise des narcotrafiquants sur les favelas

Les favelas ont toujours été un lieu d'ancrage privilégié des réseaux illégaux dans la ville, mais le développement du trafic de drogue a marqué un tournant dans la privatisation de ces espaces et donc contribue à la fragmentation socio-spatiale des villes brésiliennes. Comme nous l'avons explicité auparavant les favelas ont une organisation spatiale labyrinthique qui rend difficile les interventions des différents organes de l'état. Les favelas sont donc aisément contrôlables et défendables par les narcotrafiquants. (M. Chétry, 2013). La rentabilité des activités criminelles dépend avant tout de la capacité des trafiquants à maintenir une domination sur la favela.

Les trafiquants peuvent exercer différentes relations de pouvoir sur les habitants d'une favela à l'autre. D'un extrême à l'autre elle varie au cours du temps et peut prendre un caractère paternaliste lorsque la protection des habitants est assurée, ou tyrannique lorsqu'elle s'impose par la violence et l'intimidation. . L'ouvrage paru en 2005 « Sussurro que se torna voz : moradores de favelas falam sobre violência, justiça e ação coletiva », des chercheurs brésiliens Fridmann, Leite et Oliveira porte analyse sur les problèmes d'insécurité dans les favelas en donnant aussi la parole aux habitants. Dans l'ensemble les sociologues brésiliens s'accordent à dire qu'il y a une recrudescence de la violence dans ces relations de pouvoir.

Les anciens trafiquants originaires des favelas ont cédé leur place à d'autres venus de l'extérieur. De ce fait les rapports entre trafiquants et habitants sont plus distants et donnent naissance à un style de contrôle plus violent. Cette évolution serait également favorisée par la diminution de l'âge des trafiquants, occasionnée par l'incarcération et le décès des trafiquants les plus vieux et expérimentés. Michaël Chétry dans son ouvrage « La domination territoriale des favelas par les trafiquants de drogues à Rio de Janeiro » affirme qu'aujourd'hui les trafiquants sont rarement âgés de plus de 25 ans. Ils intègrent le trafic de plus en plus tôt, en majorité à l'adolescence et donc accèdent aussi de plus en plus tôt à des postes à responsabilité. Lors du temps passé au Brésil nous avons pu constaté que les termes utilisés pour désigner les trafiquants ou voleurs des quartiers pauvres avait toujours une connotation au jeune âge de ceux-ci. Parmi plusieurs termes celui qui était fréquemment utilisé est celui de « menino » (garçon). Les habitants des favelas auxquels Fridmann, Leite et Oliveira donnent la parole expliquent que le rajeunissement des narcotrafiquants a contribué à la disparition des valeurs « traditionnelles » des criminels. Ces valeurs autrefois représentées par la figure du « malandro » bandit généreux doté d'une éthique, respectant les habitants et n'usant la force qu'en cas de nécessité. Ses successeurs mépriseraient ces « règles » motivés que par l'argent et le pouvoir. Chétry écrit qu'à Nova Holanda unes des favelas de Rio de Janeiro « la drogue et les armes sont aujourd'hui ostensiblement présentes. Les trafiquants exhibent fièrement leurs revolvers et autres fusils automatiques en signe de puissance, et n'hésitent pas à les utiliser aveuglément, sans se soucier de la sécurité des habitants. La drogue est exposée

sur des tables au milieu de la rue et les transactions se font aux yeux de tous, de jour comme de nuit. Aujourd'hui les trafiquants ne se cachent plus pour en consommer même pendant l'exercice de leurs fonctions, comportement autrefois proscrit. ». Chétry développe en affirmant que ces pratiques sont perçues par les habitants des favelas comme un réel manque de respect de la part des trafiquants.

b. Un manque d'efficacité des pouvoirs publics

Les actions de la police dans les favelas ont souvent pris des années 1980 à nos jours la forme d'incursions rapide et violente ayant pour objectif de casser le commerce de la drogue par l'arrestation des chefs présumés du trafic local. Ce mode d'intervention extrêmement direct est décrit comme inefficace par les chercheurs Fridmann, Leite et Oliveira. En effet ces confrontations entre forces de l'ordre et trafiquants n'a eu pour seul résultat qu'une explosion du nombre de morts sans que cela n'ait d'impact significatif sur le commerce de drogue. Les habitants en plus de souffrir par moment du climat de terreur imposés par les trafiquants subissent aussi ce type d'intervention qui peut être traumatisante comme l'a recueilli M. Chétry (2013) :

« Un jour il y a eu des affrontements entre trafiquants et policiers et les trafiquants sont entrés dans ma maison. Ils sont restés deux heures ici avec mon frère et moi, tous armés, en train de se cacher. Et je devais subir ça, les armes. Bon, je les connaissais, il n'y avait pas de problème, je n'avais pas peur d'eux. Ma peur c'était que la police entre et tue tout le monde. Après ce jour, j'étais si effrayée, et même paranoïaque, que je dormais avec mes habits pour pouvoir fuir au cas où, rien ne devait faire du bruit parce que je voulais entendre ce qui se passait dans la rue. J'étais paniquée, j'avais peur de tout ».

[Femme, 23 ans, habitante de Nova Holanda] (Chétry, 2013)

Goirand (2001) va jusqu'à affirmer que dans le discours des habitants, la police est considérée comme la principale responsable de la violence dans les favelas. Son action serait parfois même estimée plus dangereuse que celle des trafiquants. Les habitants ont pour beaucoup très peu confiance en la police. Ce sentiment est facilement remarquable à tous les niveaux de la société. *« Aux méthodes violentes s'ajoute également la corruption des effectifs, qui contribue à alimenter la méfiance des habitants et à délégitimer les autorités. »* (Goirand, 2001). Les policiers corrompus fournissent auprès des trafiquants, du matériel, armes y compris, échangent leur protection contre des pots de vins ou plus simplement en leur extorquant.

Après presque trente ans de confrontations directes avec les trafiquants et un bilan médiocre de l'impact de cette politique sur le commerce de drogue, les pouvoirs publics optent pour un mode d'action différent. En 2008 des Unités de Police Pacificatrice sont installées de manière permanente dans les favelas de Rio de Janeiro. Cette politique qui représente l'avenir des interventions des pouvoirs publics réside dans la mise en place d'une police de proximité accompagnée de programmes sociaux et de développement économique. Pour limiter la corruption des unités elles sont constituées de jeunes policiers tout juste sortis de formation. Cette nouvelle politique de sécurité a rencontré un succès immédiat chez les associations et les habitants qui, pour

certaines se déclarent délivrées de l'emprise des trafiquants et ayant retrouvé une certaine sécurité. Cette politique visant donc à contrer l'insécurité créée par la réalité de la fragmentation socio-spatiale va influencer de manière indirecte cette fragmentation. En effet comme le souligne M. Chétry (2013) « *les critères de sélection des favelas bénéficiaires de cette politique sont assez flous et à l'heure actuelle, la majorité d'entre elles sont situées dans les régions aisées de la ville, fortement valorisées par le marché immobilier* ». De ce fait les favelas choisies connaissent une amélioration de la qualité de vie et donc une augmentation des loyers. La réalité de l'organisation socio-spatiale des villes est donc impactée par cette politique, les habitants les plus pauvres étant obligés de quitter la favela. Nous assistons aussi à un autre phénomène qui découle de la régularisation de l'accès aux services de bases autrefois contrôlé par les criminels qui est le paiement de factures.

Durant longtemps les narcotrafiquants ont eu la mainmise sur les favelas et leurs habitants sans être réellement inquiétés par les pouvoirs publics. Cette domination se traduit par des privations de liberté des habitants et restriction de contacts avec l'extérieur pour limiter l'intrusion de la police. De cette forme la présence du narcotrafic est fortement liée à la réalité de la fragmentation socio-spatiale des villes brésiliennes. Les pouvoirs publics ont exercé durant trois décennies une « guerre de la drogue » qui n'a eu qu'un faible impact sur le commerce de drogue et au contraire dû à l'immense coût humain a fortement terni l'image des forces de l'ordre. La pacification des favelas semble passer par les UPP, même si comme le souligne M. Chétry (2013) les objectifs de cette politique ont des effets pervers « libérant à la spéculation immobilière de vastes zones autrefois dépréciées par la présence du trafic à proximité et ouvrant à la logique du marché des territoires qui en étaient alors jusqu'alors exclus. ». Il paraît difficile de dissocier le problème de pacification des favelas du fait de modifier la réalité de la fragmentation socio-spatiale.

L'enclavement des favelas reste tout de même relativement fort et bloque aussi l'intervention des organes de l'état dans un autre domaine : celui de la gestion de l'environnement naturel. La dégradation de l'environnement est-elle aussi une caractéristique forte de la réalité de la fragmentation socio-spatiale et est un défi pour les villes brésiliennes.

2. Une dégradation de l'environnement.

De fait, la croissance incontrôlée d'un habitat très pauvre dans des zones insalubres, sur des espaces inconstructibles, à flanc de collines sur des zones propices aux éboulements de terrain en particulier lors de pluies (fortes de fin novembre à mars) ou encore sur les berges des fleuves, présente un double défi environnemental. En effet elle est en soi un risque pour la population concernée, mais elle est aussi cause de dégradation rapide pour l'environnement alentours : déchets non collectés, eaux souillées des réserves et des fleuves sont autant de bombes à retardement. La majorité des études sur la question environnementale sont menées dans les favelas de Rio de Janeiro emblématiques et représentatives de la réalité de la fragmentation socio-spatiale des grandes villes brésiliennes.

Ainsi la fragmentation socio-spatiale des métropoles brésiliennes et l'enclavement des favelas rendent inaccessibles aux actions publiques de protection de l'environnement d'entières

zones urbaines. Les intérêts divergents viennent envenimer le problème et pose des questions de gestion sociale : droit à l'habitat versus droit de l'environnement, intérêt privé versus intérêt public.

Comme nous l'avons expliqué précédemment les favelas ont été construites au milieu de forêts tropicales à flanc de colline. A la saison des pluies Rio de Janeiro entre en situation à risque. En 2010 la ville a recensé plus de 500 morts ou disparus emportés par des pans entiers de la ville qui se disloquent. En 2011 il y a eu 800 victimes. En plus des risques causés aux habitations et à l'homme la mauvaise gestion dégrade tout l'écosystème. Le cours des anciennes rivières a été canalisé dans le ciment et sert aujourd'hui « d'égout » pour les habitants. L'eau qui vient de la forêt traverse des km de forêt sans station d'épuration ni assainissement. Dans les lagunes de Rio il y avait des centaines d'espèces d'oiseaux il n'y en a plus. I

Les pouvoirs publics essaient de revaloriser les espaces naturels par l'instauration de corridors écologiques. à l'intérieur des espaces urbains.. Les corridors s'appuient sur une politique de reboisement : 6 millions d'arbres replantés dans 150 zones dégradées de la cité. La nature est désormais reconnue comme un actif capital de la ville. Pour mener à bien leur politique de reboisement les pouvoirs publics vont devoir avoir accès à des espaces qui ont en été privées jusque là par l'urbanisation effrénée qu'ont constitué les favelas. Depuis longtemps les favelas de Rio sont aux mains des narcotrafiquants. Les politiques de désenclavement des reconnectent peu à peu les habitants avec les pouvoirs publics. Les personnes sont plus en contact avec l'éducation et la sensibilisation environnementale. Des associations œuvrent à retrouver un équilibre avec la nature. Dans la favela Alemão Edscon Canavera a monté l'association Verdejar qui veut dire Reverdir. Son concept est la favela durable : « Apporter qualité de vie aux habitants et donner aux enfants un avenir meilleur ». C'est un projet qui vise à promouvoir des habitations durables dans les favelas, par des traitements des eaux usées et des déchets, l'utilisation de l'énergie solaire et la réutilisation des eaux pluviales. Les ateliers proposés par l'association permettent aussi de maintenir les enfants occupés et les éloigner du crime et de la mendicité. Une autre association montée par Manoel habitant de la favela Vidigal à Rio vise à dégager les zones utilisées pour la décharge de déchets et essaie de les réhabiliter en zone de jardins.. L'état de RIO ne s'était jamais occupé à ce genre de problématique à l'intérieur des favelas et est donc un signe fort de l'enclavement et la fragmentation socio-spatiale des villes brésiliennes.

L'architecte et urbaniste qui a créé le téléphérique liant les favelas les plus inaccessibles au reste de la ville, Jorge Mario Jauregui est un pionnier dans le processus de désenclavement et la volonté de reverdir les favelas. Le système du téléphérique est d'une composante entre le lien nouveau entre les parties exclues et les parties centrales de la vie de Rio. Rappelant le système de mobilité de Le Corbusier de connexions aériennes et limiter donc la consommation de terre. Les associations de sensibilisation environnementale et ce type de projet public sont encore rares dans les favelas. Cependant depuis quelques années une légère amélioration de la situation quant aux problématiques se fait sentir.

B. La politique du logement est déterminante pour l'évolution du processus de fragmentation socio-spatial

1. La politique de l'habitat au Brésil : des orientations qui marquent les périodes de l'histoire

Sous la dictature militaire (1964 – 1985), l'organisation du pouvoir était centralisée à Brasilia autour de la junte militaire. Durant cette période, la politique de l'habitat fut marquée par le « Plano Nacional de Habitação », premier plan mis en place par le pouvoir militaire. Celui-ci était conçu dans le but de dynamiser l'économie, le développement du pays et surtout garantir la stabilité sociale du pays en contrôlant les masses (Motta, 2010).

Un des buts du pouvoir militaire était de contrôler le développement des favelas, qui était vu d'un mauvais œil car ces dernières constituaient un réservoir important pour le parti communiste (Villadares, 2006), ennemi officiel de la junte militaire et prétexte du coup d'état de 1964 (Motta, 2010). Les plans directeurs alors mis en place ignorent les besoins réels de la ville, en particulier des favelas. La politique était de se concentrer sur la construction de villas, au détriment des investissements nécessaires à réaliser dans les zones d'habitats populaires, qui se retrouvent livrés à elles-mêmes, favorisant l'entre soi et l'enclavement des communautés favelados. Simultanément, les mouvements sociaux et associations sont réprimées (Motta, 2010). La Banque Nationale de l'Habitation (BNH) devient alors le principal organisme responsable de mener à bien la politique du pays en matière d'habitation et d'urbanisme. L'arrivée du régime militaire marque également la création des COHABs (Compagnies d'Habitations Populaires), qui ont pour objectif principal de réaliser les objectifs de réduction du déficit de logement.

La conséquence directe de cette politique est le développement des habitats spontanés et de l'autogestion de ces quartiers par les habitants. Face à ce phénomène, la réponse du gouvernement fédéral fut de proposer des alternatives de logement à l'intérieur des programmes de logements COHABs de manière à encore une fois contenir le développement des favelas. La possibilité de « construire son logement en fonction de ses moyens financiers et de ses priorités » fut dans ce cadre proposée (Motta, 2010).

Les années 1980 furent marquées par le fait qu'aucun programme de construction d'habitats à vocation sociale ne fut lancé. Avec l'extinction de la BNH en 1986 et la crise économique des années 1980, le secteur du logement connut une période de crise, entraînant une désarticulation de la politique du logement (França, 2012).

Après la remise en place progressive de la démocratie au cours des années 1980, la nouvelle constitution adoptée en 1988 marque le retour à une décentralisation et à un pouvoir accru des Etats et municipalités, en particulier dans le domaine de la politique la planification urbaine (Motta, 2007). Cela pose par ailleurs problème à l'échelle intermunicipale, entraînant une incohérence au niveau des agglomérations entre les différentes municipalités au niveau de la politique de gestion de la ville et du projet global, comme par exemple entre Lauro de Freitas et Salvador. Le système choisi est celui d'un état fédéré, l'échelle des états étant jugée plus propice à une action politique efficace (De Castro, 2007). Avec la fin de la dictature, la planification urbaine est repensée au Brésil. Cela est observable grâce à la création d'une série de nouvelles lois après l'adoption de la nouvelle constitution en 1988.

Dans ce contexte, le gouvernement fédéral lança en 1987 le programme « efforts conjoints pour l'habitation », qui avait pour objectif de financer les logements des ménages les plus démunis (revenu inférieur à trois salaires minimums). En comparaison avec les programmes COHABs, ce programme était de par le nombre d'initiatives beaucoup plus ambitieux. Néanmoins, le manque d'objectifs clairs n'a pas permis à ce programme de subsister et d'atteindre le but initial de permettre aux ménages les plus défavorisés de construire des logements. La politique du logement a vécu une période plus creuse au cours des années 1990, notamment à cause de la dépendance vis-à-vis des organismes internationaux qui permettaient le financement des programmes gouvernementaux. La crise économique qu'a traversée le Brésil au cours de ces années est également responsable de cette réduction du dynamisme politique dans ce domaine (Motta, 2010).

En 1991, le gouvernement a lancé le Programme National de l'Habitation (PRONATH), dans l'espoir de relancer la production de logements. Avec ce programme, les attentes des habitants sont un peu plus prises en compte, ce qui a permis de construire des quartiers plus humanistes et plus agréables à vivre pour les habitants (França, 2012)

Au début des années 2000 fut approuvée une loi majeure pour la politique de l'habitat, connue sous le nom de « Statuts de la ville » qui donne aux villes un support juridique pour mettre en place une stratégie dans le but de parvenir à une planification urbaine du territoire, mais également qui entérine la fonction sociale de la propriété, la planification participative et l'accès universel à la ville. Le principe de régularisation foncière des terrains occupés inégalement est lui abordé par la loi, qui concerne principalement les habitats populaires construits sur des terrains au départ non prévus pour cet usage, c'est également le début de la démarcation de zones spéciales d'intérêt social : ZEIS (Motta, 2010).

2. Le programme *minha casa minha vida*, une initiative qui laisse de côté les classes les plus défavorisées

Sous la gouvernance de Lula (2003-2010), le principal programme mis en place est celui de « Minha Casa, Minha Vida », lancé en 2009. Celui-ci a pour but de construire un million de logements pour les ménages ayant un revenu compris entre 0 et 10 fois le salaire minimum. Quand les actions menées par les différents gouvernements dans les années 1990 avaient des budgets de 250 millions R\$, le budget conséquent de ce programme est de 34 milliards R\$, dont 28 milliards R\$ destinés à la construction d'habitations, 5 milliards R\$ pour le financement d'infrastructures et 1 milliard R\$ destiné au secteur du bâtiment (França, 2012).

Au-delà de la construction de logements pour les plus démunis, l'objectif est également de stimuler la création d'emplois et d'investir dans le secteur de la construction en réaction à la crise de 2008. Selon le site officiel du programme, il s'agit du plus important projet en termes de construction de logement proposé par un gouvernement brésilien. Deux principales phases constituent ce programme, la première avait pour objectif de réaliser la construction de plus d'un million de logements, et la deuxième phase de mettre en place 2 millions de contrats de construction de maisons et d'appartements. 97 % des subventions publiques sont destinées à des constructions privées, et seulement 3% sont destinées à des coopératives et mouvements de citoyens. La conséquence de cette répartition est que la majorité des constructions construites avec l'aide de « *minha casa minha vida* » sont destinées à des ménages ayant un revenu situé entre 3 et

10 fois le salaire minimum, alors que la demande la plus forte et la plus urgente en terme de résolution de problèmes sociaux vient des ménages ayant un revenu situé entre 0 et 3 fois le salaire minimum (Motta, 2010).



Figure 8 : Logo Minha Casa Minha Vida

Avec l'émergence de ce programme, le pouvoir fédéral reprend la main en termes de planification urbaine. En effet, les constructions liées à ce programme rendent difficile l'application des outils de planification urbaine prévus par les villes, du fait de la construction de logement pour des personnes répondant aux critères fixés par l'état, ce qui ne correspond pas forcément aux besoins des villes.

3. Après une réduction du déficit de logements pour la période 2004-2008, cette dynamique ne persiste pas dans la ville de Salvador

Aujourd'hui, le déficit de logement au Brésil est estimé être à hauteur de 8 millions, dont 6 dans les aires urbaines (Motta, 2010). Pour le cas de la ville de Salvador, qui compte environ 3 millions d'habitants et croît en moyenne de 55 000 habitants par an (IBGE, 2013). Actuellement, la région métropolitaine de Salvador manquerait d'environ 130 000 logements, dont 93 000 pour la ville de Salvador, ce qui en fait la 4^{ème} plus grande ville déficitaire de logements du pays (Bahia Economica | 20.05.2013). Néanmoins, qualitativement il apparaît que le nombre de logements nécessaires est bien plus élevé, le nombre de 400 000 était avancé en 2004 (Desbien, 2004). En plus de ces logements, le manque d'infrastructures publiques est un chantier important à mener pour la municipalité et les différents pouvoirs publics.

« Victime de son propre dynamisme, la ville attire en majorité les ruraux les plus pauvres et les plus démunis, supporte une pression intolérable afin de répondre aux besoins sociaux accrus (logements, travail, santé, éducation) » (Desbien, 2004)

Le gouvernement de Bahia pense qu'il est possible de réduire de 50 % le déficit de logement notamment grâce à l'aide du programme fédéral Minha Casa Minha Vida, ainsi que des programmes « Moradia Digna » et « Casa da Gente », mis en place par l'état de Bahia. Selon l'élu José Sergio Gabrielli, avec ces programmes, 22 000 logements ont pu être construits dans la municipalité de Salvador (Tribuna da Bahia | 15.10.2012).

a. L'évolution du déficit de logements à Salvador

Depuis l'abolition de l'esclavage en 1888, la capitale bahianaise fait face à un déficit de logements. Durant la période allant de la fin du 19^{ème} siècle au milieu du 20^{ème}, l'état de Bahia n'a pas beaucoup évolué. Les investissements en infrastructures pour la ville furent très faibles, l'état privilégiant alors le Sudeste (voir annexe 6) et les villes Rio de Janeiro et São Paulo, bénéficiant d'une forte dynamique de croissance (França, T.A. 2012).

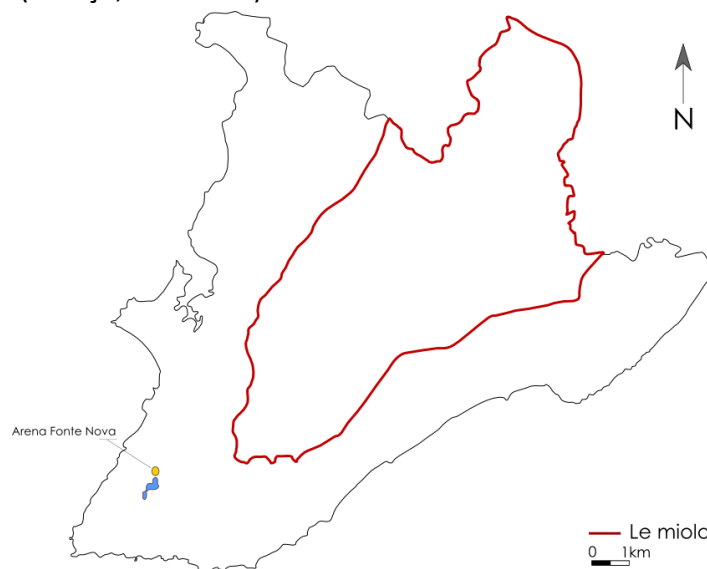


Figure 9 : Le Miolo de Salvador ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

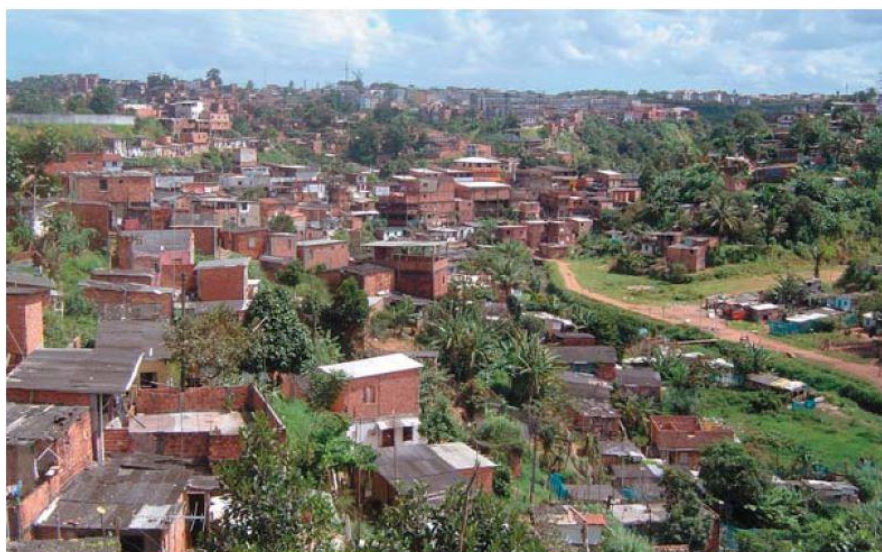


Figure 10 : habitations dans le Miolo ; source : PMHS 2008

L'arrivée de l'entreprise Petrobras dans les années 1950 remis le développement de la ville de Salvador sur les rails, symbolisant la croissance de l'industrie bahianaise lors de cette période. Cela correspond avec une forte augmentation de demande en logement qui est stimulée par l'arrivée de nouveaux travailleurs à Salvador. Le nombre de travailleurs étant arrivés pour travailler dans ces industries fut trop important pour la ville, qui n'avait pas assez de logements pour accueillir toute cette population, entraînant une urbanisation désordonnée de Salvador. Les quartiers les plus touchés par cette urbanisation spontanée sont ceux du *miolo*, comprendre la zone centrale de Salvador. Le résultat de ce développement est une zone peu dense dépourvue d'équipements publics (França, 2012). « *Salvador est une ville inégalitaire, ou les plus riches habitent dans les lieux les plus proches des services publics, et les plus pauvres sont les plus distants de ceux-ci* » (França, 2012).

Lors des années de dictature militaire (1964-1984), les projets menés pour la ville de Salvador en termes de logement paraissent ne pas tenir compte de la réalité des besoins des habitants et de la ville. Proposer des logements éloignés des lieux de travail était chose courante, ce qui ne permettait pas aux habitants d'avoir des conditions de logement acceptables. Dans certains quartiers, des logements furent construits sans prendre en compte les besoins en matière d'écoles ou encore de soins médicaux (França, 2012).

« Les systèmes de transport ne sont pas aboutis, les établissements scolaires mal dimensionnés, les crèches sont absentes tout comme les commerces de proximité et les centres de santé. Ce sont des quartiers dortoirs, où les travailleurs partent le matin et rentrent pour dormir » (França, 2012).

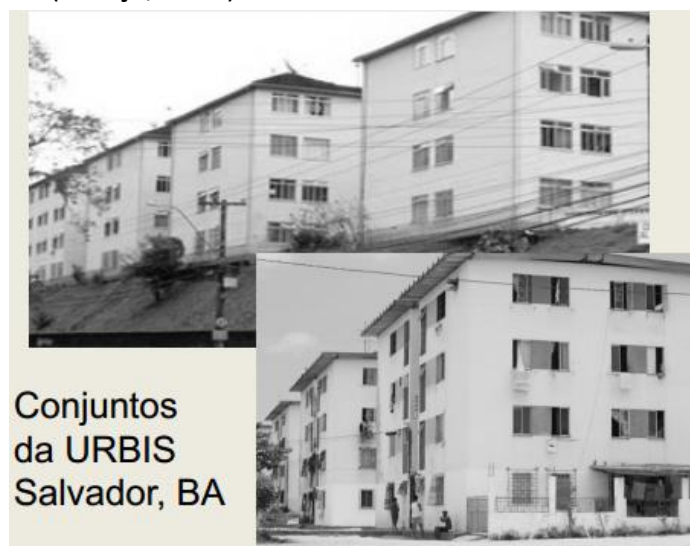


Figure 11 : Exemple de construction réalisées sans prendre en compte les besoins réels destinées aux populations ayant un faible revenu

C'est dans ce contexte de production de logements inadéquats aux besoins des habitants que la loi sur le statut des villes apparaît en 2001, imposant la participation du public dans l'élaboration des plans d'urbanisme et des différents projets qui impactent la ville est normalement garantie. De cette manière, les pouvoirs publics tout comme la population peuvent espérer parvenir à la mise en place de projets correspondant aux besoins de la population.

La création des conseils municipaux légitime les actions du pouvoir en place. En effet, avec la loi sur le statut des villes votée en 2004, la société a désormais un réel pouvoir (França, 2004). A Salvador, des conférences municipales furent organisées, ce qui représente un symbole dans la lutte pour les droits civiques. La thématique du manque de logements pour les populations plus défavorisées a ainsi pu être mise sur le devant de la scène (França, 2012).

Au cours des dernières décennies, la ville de Salvador dû faire face à une importante demande de logements, d'une part à cause de l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux habitants n'ayant pas les moyens de trouver un logement décent, mais également à cause des événements climatiques qui entraînent inondations et glissement de terrain (França, 2012). Avec son climat tropical, la capitale bahianaise à toujours connu ces terribles événements, cependant les habitats spontanés ne résistent pas toujours à ces conditions parfois extrêmes, qui entraînent la destruction d'habitations et alimente le besoin en logements.

Les logements les plus durement impactés par ces phénomènes météorologiques sont souvent ceux situés dans les zones non destinées à la construction de logements. Leur situation est donc irrégulière. Selon le plan municipal d'habitation de Salvador de 2008 (PMHS 2008), en 2007 pas moins de 4 425 familles vivant dans des conditions irrégulières, et qui n'ont donc pas accès à l'eau ou encore aux égouts (França, 2012). Ces conditions montrent que la précarité dans la capitale de l'état de Bahia est bel et bien présente. Pour éviter les catastrophes liées aux phénomènes climatiques, l'état est tenu d'apporter une assistance pour les constructions situées dans les Zones d'Intérêt Social (ZEIS), et ce depuis 2005. Cette mesure permet à l'état d'avoir tout d'abord un œil sur les constructions et de contrôler l'expansion des zones d'habitats populaires, mais également de réduire les risques liés aux catastrophes climatiques (França, 2012).

Après une longue période durant laquelle le gouvernement mettait en place quelques projets de constructions de logements qui ne répondaient pas à la réalité de la vie des habitants, une tentative de redresser la barre est menée par les pouvoirs publics. Depuis les années 90 et la création du ministère des villes, l'objectif officiel de la politique nationale de l'habitation est de promouvoir des conditions d'habitation digne pour toutes les couches de population, tout particulièrement les populations à bas revenu, de manière à participer à une inclusion sociale.

b. L'actuelle politique du logement met en avant le fait qu'elle correspond aux réalités du terrain

Les principaux axes de la politique nationale d'habitation sont aujourd'hui les suivants :

1. Intégration urbaine des habitats précaires (tout particulièrement un accès aux installations sanitaires)
2. Régularisation foncière
3. Production d'habitations
4. Intégration de la politique de l'habitation au développement urbain.

Avec ces quatre points apparaissant comme étant vertueux, la politique proposée apparaît comme étant beaucoup plus adaptée aux besoins des habitants et en particulier des classes les plus populaires. A Salvador, cette politique se traduit par des investissements dans le secteur de l'habitat à hauteur de 11 milliards R\$ pour la période 2007-2010, depuis 2003, les investissements dans le secteur de l'habitat ont augmenté de 600% (França, 2012). Ces investissements, selon le PMHS 2008, étaient destinés à des projets situés dans des zones présentant des risques au niveau environnemental, dans des installations sanitaires ainsi que pour des projets de ré-urbanisation de quartiers précaires (Voir Annexe n°_). Les investissements du gouvernement de Bahia pour les habitats à intérêt social sont à hauteur de 211,7 millions de R\$ pour la période 2001-2005 puis de 64 millions de R\$ pour la période 2005-2008, soit un total de 275,7 millions de R\$ (PMHS, 2008).

Il est possible de voir que le déficit de logements chute entre les années 2005 et 2007 de 65 000 logements, en passant de 165 000 à 100 000, chiffres calculés par la fondation Joao Pinhero (FJP, 2005 & 2007). Néanmoins en 2010, il est repassé à 106 000, alors que la population de a baissé entre 2007 et 2010, passant de 2 892 625 habitants à 2 675 656, soit une chute de 7,5% (IBGE, 2007 & 2010), pour une augmentation de 6% du déficit de logements (FJP, 2010).

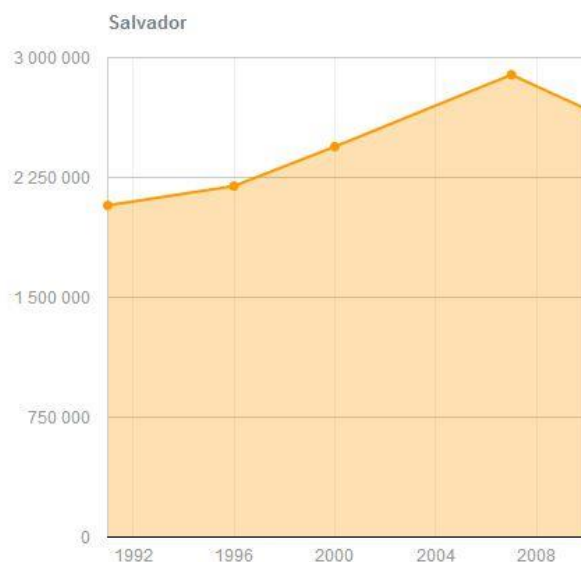


Figure 12 : Evolution de la population de Salvador au cours des 20 dernières années ; source : IBGE

La combinaison de l'organisation institutionnelle, de la participation populaire et de l'augmentation significative des investissements dans le secteur de l'habitat ont permis de réduire le déficit de logements dans la ville de Salvador sur la période 2004-2008. Si les investissements de la ville ont augmenté durant cette période, c'est en partie à cause de la création du ministère de la ville, qui pousse les villes à légiférer sur la thématique de l'habitation et du logement (França, 2012). Cependant, il apparaît avec l'augmentation du déficit de logement entre les années 2007 et 2010 que le contexte de création de logement et de réduction du déficit de logement n'a duré qu'un temps. Pour mettre en place une politique durable de l'habitation, la solution serait probablement de plus prendre en compte les besoins des populations les plus défavorisées et d'investir à nouveau d'importantes sommes pour cela.

4. Les outils urbanistiques dont dispose Salvador

a. Le PDDU détermine les orientations que prend le développement de la ville

Aujourd'hui pour Salvador de Bahia, les deux textes les plus importants qui dirigent l'action en termes d'aménagement du territoire et en particulier de politique du logement sont tout d'abord celui sur le statut des villes « Estatuto da Cidade, Lei 10.257 » ainsi que le Plan Directeur de Salvador de 2008 « Plano Diretor de Salvador, Lei 7.400 ». La loi sur les statuts de la ville indique que les politiques menées doivent tendre vers « *des villes durables, pouvant garantir un droit à l'habitation dans sur des terres ayant les infrastructures nécessaires pour permettre un habitat convenable, mais également des conditions d'hygiène et de transport nécessaires pour le bien des habitants* » (França, 2012).

Le Plan directeur de Salvador (PDDU) est un des outils majeurs de planification de la ville. C'est dans celui-ci que sont fixées les orientations générales que va prendre la ville pour son développement. Les problématiques de mobilité, du PDDU prévoient le « *droit à la ville pour tous, ce qui inclus une terre urbanisée et équipée en infrastructures, des conditions d'hygiène saines, l'assurance d'une mobilité urbaine ainsi qu'une sécurité physique* » (PDDU, art 7°). Le PDDU prévoit

également la création des Zones Spéciales d'Intérêt Social, les ZEIS. Dans la constitution de 1988, le PDDU est défini de cette manière:

« Art. 182 – La politique de développement urbain, exécutée par les pouvoirs publics municipaux, conformément aux directives générales fixées par la loi, a pour objectif d'ordonner entièrement le développement des fonctions sociales de la ville et de garantir le bien-être de ses habitants.

Le Plan Directeur, approuvé par la « Câmara Municipal », est l'instrument basique de la politique de développement et d'extension urbaine. » Voir Annexe n°2.

Dans le cadre de la participation de la population aux prises de décisions, la ville de Salvador organise des conférences municipales (outil destiné à développer la démocratie participative dans les villes brésiliennes mis en place par la constitution de 1988). Celles-ci ont pour but de réunir la société et les pouvoirs publics pour instaurer un lieu de débat sur les orientations à donner à la ville et sur « tout ce qui touche directement la vie des personnes » (SEMUT, 2013). A Salvador, cinq conférences ont déjà été organisées, la dernière en date étant de novembre 2013. Pour celle-ci, le thème était « *Quels changeurs de la ville sommes-nous : La réforme urbaine, maintenant !* ». Bien que peu fréquentes (ces conférences sont organisées environ tous les cinq ans), elles offrent une tribune à la société pour exprimer les attentes au regard de la fabrique de la ville, ce qui permet aux pouvoirs publics d'orienter son action de manière à ce qu'elle soit adéquate avec les besoins réels.

b. Les ZEIS, considérées par la communauté scientifique comme étant une piste pour intégrer dans l'aménagement de la ville les favelas

Les villes, pour classer les ZEIS, se doivent de se baser sur une définition qui caractérise ces dernières et donne des clés pour les identifier.

« Les ZEIS sont des portions de territoire destinées prioritairement à la récupération urbanistique, à la régularisation foncière et à la production d'habitats d'intérêt Social, incluant la récupération de constructions dégradées. Dans ces zones, l'investissement dans des équipements sociaux et culturels, ainsi que dans les espaces publics, les services et commerces ayant un caractère local est considéré comme étant prioritaire » (PDDU São Paulo)

Les ZEIS sont apparues pour la première fois en 1980 dans la ville de Recife, sous le nom de PREZEIS. Cet outil a pour vocation de respecter les différents types d'habitats, ce qui en fait un outil novateur, dénotant avec la philosophie largement présente de reconstruction des habitats spontanés qui était auparavant la pensée dominante. En considérant des zones de la ville comme étant des ZEIS, l'hétérogénéité de la ville (Polis, 2004), permettant aux quartiers d'habitats spontanés de pouvoir se développer plus sereinement, sans peur de voir leur avenir s'assombrir du fait d'une volonté politique de destruction de ces quartiers. En institutionnalisant ces quartiers, une légalité effective est créée pour ces zones (Polis, 2004).

Les objectifs des ZEIS sont multiples :

- Permettre l'inclusion de parties de la population qui étaient à la marge de la ville, qui n'avaient pas les moyens financiers pour occuper les zones légales prévues pour accueillir des habitations ;
- Permettre l'introduction de services et d'infrastructures urbaines dans les zones où ils n'étaient auparavant pas présents, et améliorer les conditions de vie de la population ;
- Réguler le marché du foncier sur les terres urbaines, en réduisant les différences de qualité entre les différents types d'occupation du sol, réduisant également les différences de prix entre elles ;
- Introduire des mécanismes de participation directe des habitants dans le processus de définition des investissements publics dans l'urbanisation pour consolider les implantations de logements ;
- Augmenter les revenus de la municipalité avec les impôts collectés par la municipalité dans les zones nouvellement régularisées ;
- Augmenter la quantité de foncier disponible pour les ménages ayant un bas revenu.

Pour protéger les ZEIS de la spéculation du foncier, des mécanismes de protection sont mis en place. Par exemple, il devient impossible de procéder à des remembrements à l'intérieur des ZEIS, ce qui permet de maintenir l'intégrité de ces quartiers. A Recife, ville pionnière dans l'utilisation de cet outil, la loi PREZEIS traite avant tout de l'institutionnalisation de la gestion urbaine, en incitant la population à prendre part aux décisions concernant la gestion de la ville (Polis, 2004).

Avec le PDDU, la municipalité de Salvador se doit de prendre en compte et d'évaluer les différentes zones d'habitats précaires, et d'ainsi décider de les classer en ZEIS ou non. La ville a pris la décision de créer 114 ZEIS (chiffre amené à évoluer, qui peut intégrer ou faire sortir certaines aires, due à la difficulté d'appréciation des différents quartiers) (PDDU, 2008).

Les mécanismes qui rentrent en jeu une fois les quartiers précaires classés apportent plusieurs types de résultats (Polis, 2004) :

- Urbanistique : En intégrant des zones traditionnellement à la marge de la ville ; en diminuant les risques pour les habitations de ces quartiers, stabilisées par le processus d'urbanisation mis en œuvre ; en rendant possible l'implantation d'infrastructures dans les communautés ;
- Environnementaux : En améliorant l'environnement bâti pour les résidents ; en diminuant les risques liés au fait que les constructions soient installées dans des zones à risque (inondations, coulées de boue)
- Juridiques : En facilitant la régularisation foncière des ensembles urbains
- Politiques : En stoppant la politique clientéliste et électorale, qui était la condition pour des investissements publics et l'implantation d'infrastructures ; En reconnaissant le droit à la ville des populations résident dans les ZEIS.
- Sociales : L'affaiblissement des stigmatisations qui existent pour les ensembles de logements destinés aux populations ayant un revenu faible et renforçant l'auto-estime des populations qui y vivent ; La reconnaissance de la diversité des usages et des occupations qui composent la ville.

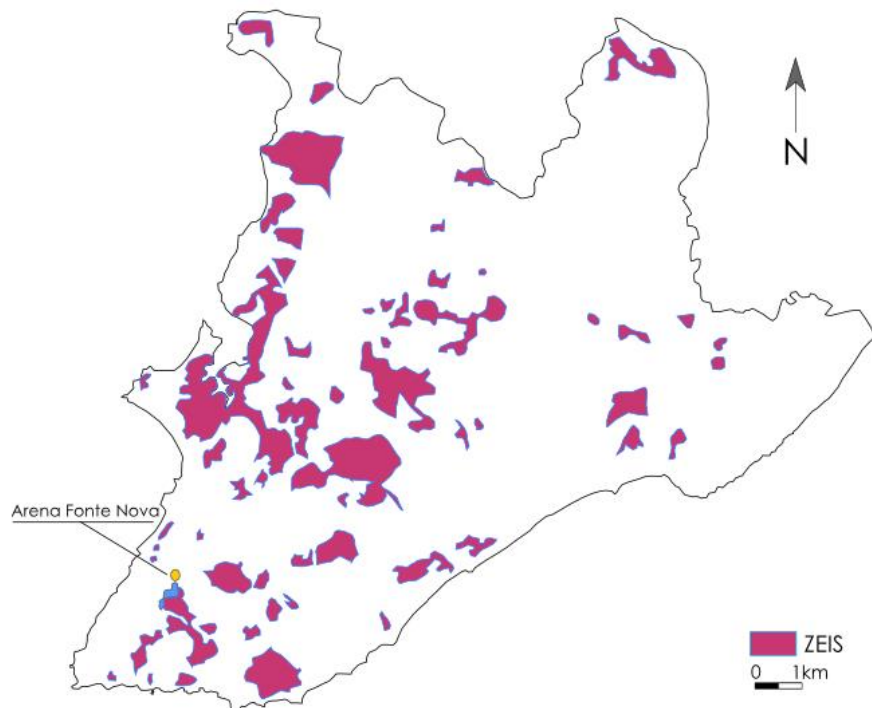


Figure 13 : Les ZEIS de Salvador, source : PDDU, 2008 ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

Dans chaque ZEIS est instauré une Commission d'Urbanisation et de Législation (COMUL), dans laquelle siègent :

- Deux représentants de l'administration municipale ;
- Deux représentants élus par les habitants ;
- Un membre d'une ONG (choisie par les habitants, qui va faciliter le dialogue avec l'administration) (Carrière & De la Moura, 2012).

C'est la COMUL qui a pour rôle d'identifier les problèmes à régler au sein de la ZEIS, ainsi que de mener à bien les objectifs affichés lors de la classification des quartiers en ZEIS. Les processus de régularisation foncière et de construction d'infrastructures sont donc orientés par les travaux de la COMUL (Carrière & De la Moura, 2012).

Les ZEIS apparaissent comme étant un outil emblématique de l'évolution de la politique vis-à-vis des favelas. Après une longue période durant laquelle l'hétérogénéité au sein de la ville n'était pas institutionnellement reconnue (Carrière & De la Moura 2012 ; Villadares 2006 ; Chetry 2010), cet outil est le premier à institutionnaliser les favelas, dans le but de régulariser leur situation. Pour les avancées qu'il représente, beaucoup d'espairs étaient placés en lui, cependant après un certain temps d'utilisation, il apparaît que les effets induits par cet outil ne sont pas aussi importants qu'initialement espéré (Carrière & De la Moura 2012).

c. Le droit à la ville, une notion qui donne aux populations les plus démunies la possibilité de faire face aux grands projets de rénovation urbaine

Durant les années de dictature, les habitants des favelas se sont peu à peu mobilisés pour obtenir plus de reconnaissance de la part des pouvoirs publics, et pour se battre contre la logique mercantile opérée alors par le gouvernement en termes de politique foncière. Ces luttes sont souvent associées à la problématique du manque de logements, cependant les revendications telles

que l'accès aux infrastructures de transport et aux soins de santé sont également au cœur de cette mobilisation (Motta, 2010). Lors de la dictature, la gestion de la ville ne laissait aucune place à la fabrication participative de la ville (Linde-Doiseau, 2013). Ce n'est qu'avec la nouvelle constitution de 1988 que le droit à la ville va être progressivement pris en compte.

Lefebvre est un des premiers à proclamer le *Droit à la ville* (1968), affirmant la fin de la ville industrielle et l'émergence de l'*urbain*, signe de l'éclatement de la ville en différentes périphéries et banlieues : « *L'industrialisation entraîne un éclatement de la ville traditionnelle* » (Costes, 2010). Ces affirmations se révélèrent être justes car observées par les sociologues un peu plus tard, traduisant notamment en France les problèmes de marginalisation des banlieues. Dans son propos, il met en avant le fait qu'il espère une ville conçue non pas comme un produit, mais comme une œuvre. Le principe de concertation est sous-jacent dans la pensée qu'il propose. La démarche de Lefebvre va jusqu'à proposer un programme politique aux différents partis, de manière à déclencher une révolution urbaine en encourageant de nouvelles formes architecturales, plus respectueuses des nécessités sociales pour répondre aux besoins de la population. Pour cela, il faut une « réappropriation de l'espace urbain par les citoyens » (Costes, 2010). Une des pistes évoquées par Lefebvre pour permettre aux habitants de se réapproprier l'espace urbain est d'utiliser la pratique artistique, incitant à investir les lieux (Linde-Doiseau, 2013). Un projet qui va dans ce sens au Brésil est l'intervention du photographe français JR dans la favela de Rio Morro de Providencia, dans laquelle il afficha les portraits de femmes y habitant, avec l'aide de la communauté favelada (Rue89 | 27.07.2011)

Le point central du renouvellement de la ville doit passer par l'affirmation d'un « droit à la ville », garantissant l'accès à la centralité urbaine et à sa vie de manière à bénéficier des lieux de rencontres et d'échanges (Costes, 2010), qui sont l'essence même de la ville (la ville étant par un lieu de rencontre et de mélange des cultures, le développement d'une ville étant étroitement lié aux échanges qui se réalisent au sein de celle-ci).

Le concept de droit à la ville introduit par Lefebvre correspond particulièrement aux problématiques rencontrées par les favelados. Les difficultés qu'ils connaissent pour avoir accès aux services proposés par la ville correspondent à celles indiquées par Lefebvre dans sa description de la nouvelle morphologie de la ville post-industrielle.

C. L'organisation socio-spatiale de la ville de Salvador : une ville marquée par les séparations sociales

1. Le développement d'une ville historiquement importante pour le Brésil

a. Salvador de Bahia : Ville emblématique du Brésil, première capitale de la colonie portugaise du Brésil



Figure 14 : Localisation de la ville de Salvador dans le monde ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

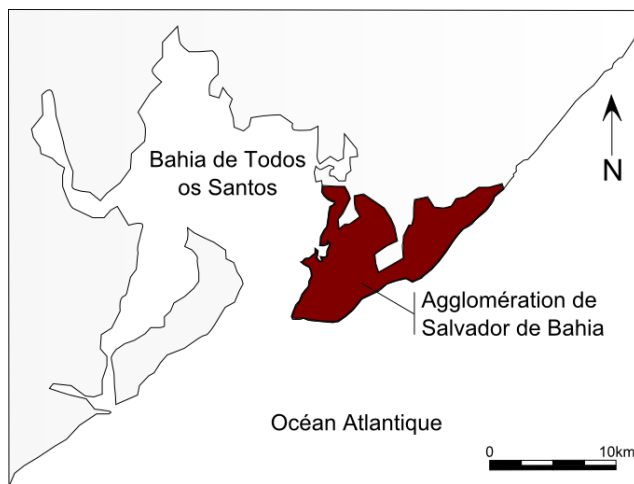


Figure 15 : Salvador et la baie de tous les saints ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas



Figure 16 : Carnaval de Salvador, photo de Pierre Verger

Historiquement, la ville de Salvador de Bahia a présenté un intérêt particulier de la part des chercheurs français qui ont choisi d'étudier le modèle urbain de la ville brésilienne. Pierre Verger et Roger Bastide étaient tous deux particulièrement intéressés par cette ville. Pour le premier, ethnologue et photographe de renom, Salvador est une des villes qui représente le mieux le Brésil car elle fut moins confrontée à l'influence cosmopolite du monde extérieur. Ce qui fait la

particularité de cette ville est son africanité, en effet il s'agit d'une des places fortes des religions afro-africaines, avec notamment le candomblé (syncrétisme de religions traditionnelles africaines et du christianisme). La ville de Salvador est le lieu symbolique de l'africanité hors d'Afrique, c'est un territoire ayant une symbolique spirituelle forte (un des surnoms de Salvador est la « Rome noire »). Plus de 365 églises sont ainsi recensées par l'office du tourisme de Salvador (une par jour, selon le dicton local).



Figure 17 : Les quartiers de la ville de Salvador ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

b. Après avoir vu son importance décliner au fil du temps, la ville de Salvador retrouve une vitalité économique

Fondée au 15^{ème} siècle par les portugais, la ville de Salvador de Bahia est la première capitale qu'ait eue le Brésil sous l'Empire portugais, de 1549 à 1763, avant que Rio de Janeiro ne lui prenne ce statut lorsque l'activité économique du pays s'est déplacée vers le sud. Grâce à son emplacement sur un promontoire péninsulaire, qui s'avance vers l'océan atlantique, la ville a eu un développement aisé par sa situation idéale d'un point de vue militaire. A partir du 19^{ème} siècle, le Sudeste du pays a vu son économie fortement progresser avec la forte immigration européenne dans cette zone (Desbiens, 2004). Durant cette période, le Nordeste a perdu de son importance, initialement prédominante à l'échelle du Brésil grâce à son emplacement idéal dans le commerce

international de l'époque (la ville de Salvador est une des plus proches du continent Africain et est centrale pour l'Amérique du Sud). Le fait que son activité était principalement agricole a eu pour conséquence de voir l'importance du Nordeste et de sa capitale diminuer au profit du sud du pays. Il apparaît que le Nordeste ne s'est jamais vraiment remis du système économique et social mis en place par les colons portugais (Dabrowski-Sangodeyi, 2002). Celui-ci était basé sur la culture du sucre et de l'élevage, qui était structuré par une société inégalitaire et esclavagiste. Cette société fut durement impactée par le développement de la culture du sucre dans les Antilles provoquant une chute des prix. La construction de Brasilia en 1960 par Kubitschek consacre le fait que le sud est économiquement et politiquement plus important que le Nordeste et la ville de Salvador. Aujourd'hui, le Nordeste est la région qui présente le plus de problèmes socio-économiques au Brésil.

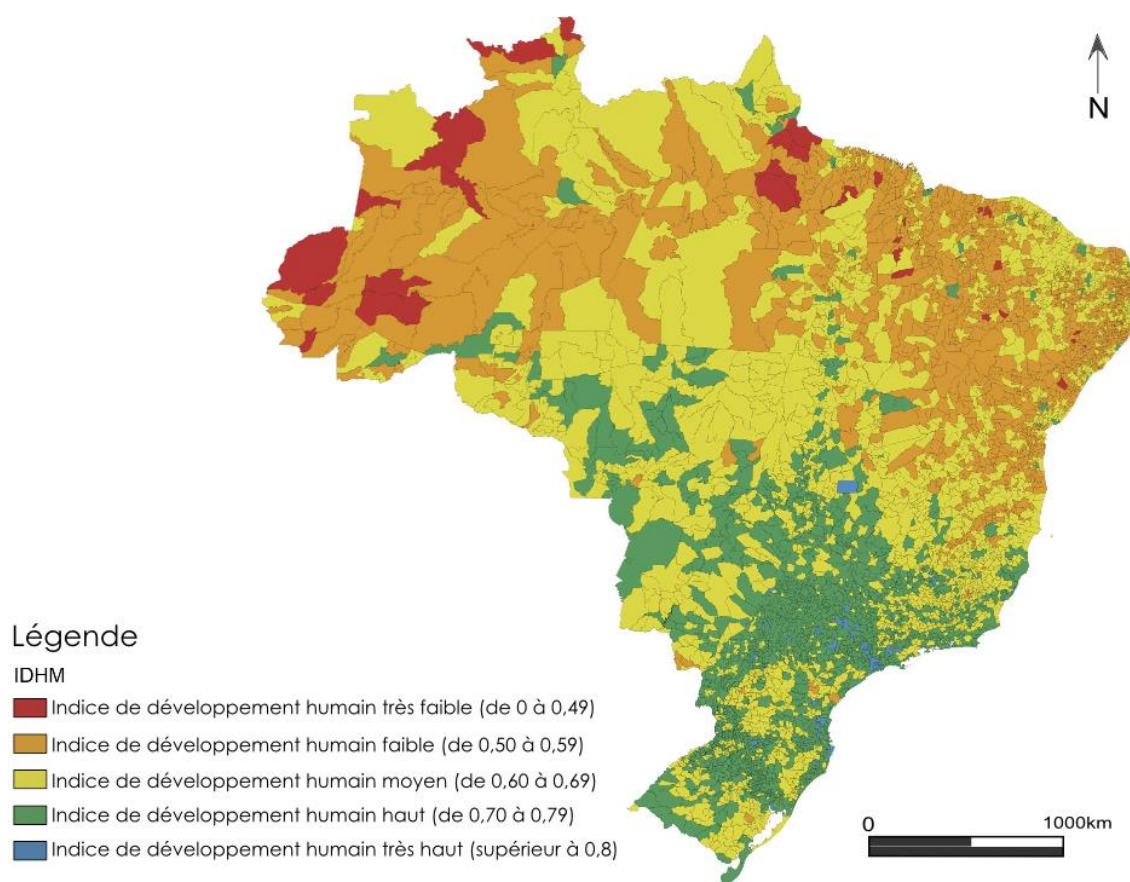


Figure 18 : IDH des villes brésiliennes en 2010 ; source : PNUD, 2010 ; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

Comme le montre la figure 18 illustrant les variations de l'IDH en fonction des villes, la région du Nordeste est majoritairement composée de villes ayant un indice de développement humain compris allant des catégories très faible à moyen. En comparaison avec le Sud-Est et le Sud, le Nordeste apparaît comme étant largement moins développé (l'IDH se calcule avec trois critères majeurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie (PNUD, 2014)).

Néanmoins le niveau de croissance actuelle du Nordeste porte en grande partie la dynamique de croissance du pays. En 2012 la croissance moyenne du Brésil était de 2 %, alors que celle du Nordeste était de 3% (soit trois fois plus que la croissance moyenne du pays) (Exame.com | 22.08.2013). Après une longue période durant laquelle le Nordeste était en dessous du rythme de

croissance du Sudeste du pays, il apparaît que la tendance s'inverse et que l'équilibre économique du pays soit peu à peu moins inégal entre le sud et le nord. (Diário do Nordeste | 19.10.2012)



Figure 19 : Evolution de l'investissement dans les régions brésiliennes ; Source : Diário do Nordeste | 19.10.2012

Si durant la première période du 20^{ème} siècle la capitale de l'état de Bahia perdait encore peu à peu de son influence, les années 1960 à 1990 marquent un rattrapage de son aire d'influence, grâce à l'implantation d'industries primaires et secondaires aux alentours de la ville, en particulier dans les secteurs au nord de la ville. Ensuite, l'économie des secteurs de du tertiaire et de la construction a permis l'essor du secteur commercial, avant de connaître un ralentissement de la croissance dans les années 1990 due à la stagnation de l'économie nationale et internationale (Desbien, 2004). Néanmoins, la ville garde une attractivité plus importante que le reste du pays, en partie à cause du phénomène d'urbanisation du pays et grâce à son cadre de vie particulièrement agréable (Desbien, 2004). La région du sertão, terre d'agriculture et d'élevage, est caractérisée des périodes récurrentes de sécheresse. Ainsi, la seconde moitié du 20^{ème} siècle est pour cette zone marquée par une grande aridité, poussant les ruraux à partir s'installer en ville.

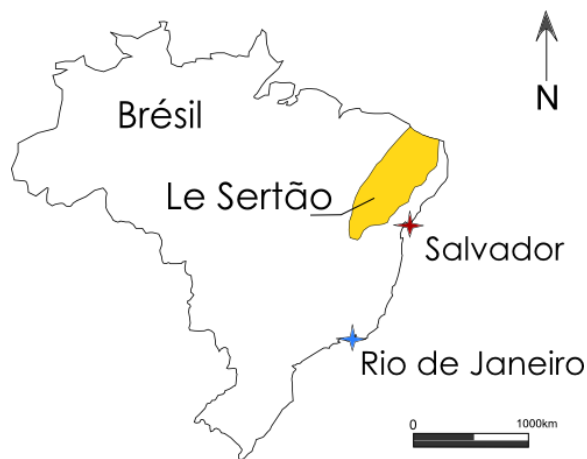


Figure 20 : La région du sertão ; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

Une importante population illettrés a donc immigré vers Salvador, amplifiant sa croissance démographique durant des années et alimentant la masse énorme de sous-emplois existante dans l'économie informelle des quartiers défavorisés (Desbien, 2004 ; Chétry, 2011). Aujourd'hui, malgré la présence de la pétrochimie dans la périphérie la ville, l'économie de l'agglomération reste axée sur les activités tertiaires (commerce, administration et tourisme). L'économie de la ville est de cette manière la dixième plus importante du pays (IBGE, 2010).

Tableau 8 : Le PIB de grandes villes brésiliennes

Villes et états	Position occupée par les 100 premières villes	Produit Intérieur Brut (en real)
São Paulo/SP	1 ^o	443 600 102
Rio de Janeiro/RJ	2 ^o	190 249 043
Brasília/DF	3 ^o	149 906 319
Curitiba/PR	4 ^o	53 106 497
Belo Horizonte/MG	5 ^o	51 661 760
Manaus/AM	6 ^o	48 598 153
Porto Alegre/RS	7 ^o	43 038 100
Fortaleza/CE	9 ^o	37 106 309
Salvador/BA	10 ^o	36 744 670
Recife/PE	14 ^o	30 032 003
Belém/PA	27 ^o	17 987 323

La ville en reste fortement marquée par son passé colonial, sous un aspect sociétal et architectural. Par exemple, un des quartiers emblématiques de Salvador est le Pelourinho, ce qui signifie le « petit pilori » étant à l'origine une place forte du commerce d'esclaves. Cela en fait un lieu typique et emblématique de la période coloniale portugaise et de l'installation des colons sur le continent sud-américain. Cette ressource a notamment été reconnue « patrimoine culturel mondial » en 1990 par l'UNESCO. Cette distinction permet à la ville de miser sur un rayonnement touristique international (Desbiens, 2004). La régularité de son climat (25°C en moyenne), ses plages, sa richesse architecturale mais également la culture bahianaise dont nombre d'artistes sont

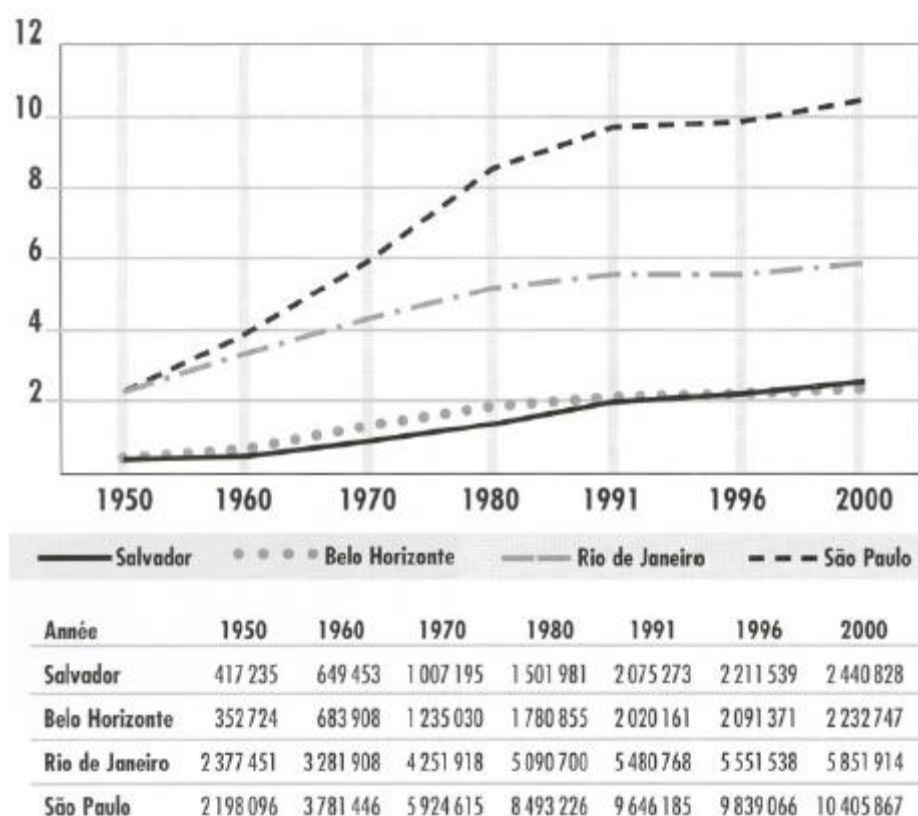
les chantres, avec en particulier l'écrivain Jorge Adamo et le chanteur et ancien ministre de la culture sous le gouvernement Lula Gilberto Gil. Les festivités organisées par la municipalité sont également particulièrement célèbres, le carnaval de Salvador a ainsi été consacré plus grande fête de rue du monde selon le Guinness Book des records en 2005. Ces différentes particularités font la force de la capitale de l'état de Bahia.

Avec tous ces atouts, Salvador a pour vocation d'être une ville ayant une forte attractivité touristique, sur laquelle son système économique est en grande partie basé.

Salvador est une ville ayant une forte croissance démographique

Aujourd'hui, la ville de Salvador est la capitale de l'état de Bahia, son agglomération (la région métropolitaine de Salvador) compte 3,9 millions d'habitants (IBGE, 2013) et compte plus de 3 millions d'habitants intramuros en 2010 (IBGE, 2010), lui permettant d'obtenir le statut de « métropole du Nordeste » (Desbien, 2004).

Tableau 9 : Evolution démographique des principales villes brésiliennes. Source : IBGE 2011



Source : IBGE

En comparant les courbes de l'évolution du taux de corrélation des taux d'accroissement des populations des principales villes brésiliennes, il est possible de constater que les taux d'accroissement augmentent de manière similaire dans les différentes villes (hormis le cas de São Paulo). La progression démographique de la ville, similaire à celle de Belo Horizonte, démontre le dynamisme de la ville, malgré son éloignement du centre économique du pays et une économie initialement plus tournée vers l'agriculture. Le taux d'accroissement du Brésil est de 2,5%, celui de Salvador est lui de 3,5%, ainsi, la ville de Salvador gagne en moyenne 40 000 habitants par année.

2. La fragmentation socio-spatiale dans la capitale de l'Etat de Bahia

a. Le développement de la ville de Salvador : une ville historiquement marquée par la ségrégation socio-spatiale

L'agglomération de Salvador s'est construite autour du commerce maritime. Celui-ci a connu un important développement grâce à la situation géographique de la ville et à la morphologie de la région. La proximité de la baie de tous les saints et des terres agricoles a fait de la première capitale du Brésil un site idéal pour l'exportation du sucre de canne et des produits agricole. L'activité économique de ce secteur a porté l'urbanisation de la cité bahianaise.

Le processus de développement de l'espace urbain de la ville de Salvador est marqué par trois phases distinctes :

- La « découverte de l'Amérique » et les idées de villes portées lors de la construction de Salvador ;
- L'influence de la période coloniale sur la conception de la ville ;
- La « modernisation » urbaine de la fin du 20^{ème} siècle à nos jours (Dabrowski-Sangodeyi, 2003).

L'espace urbain de la capitale de l'Etat de Bahia a donc été impacté par plusieurs périodes. Après la fondation de la ville en 1549, la première époque marquante fut la période coloniale. Durant ces années, une ségrégation verticale s'opère, avec une différenciation de la ville en deux parties : La ville « haute » (encore aujourd'hui appelée *cidade alta*), composée de quartiers dites « nobles » avec les bâtiments officiels, où la population y est essentiellement d'origine européenne, et la ville « basse » (*cidade baixa*), construite autour de l'activité portuaire (le port de Salvador fut pendant longtemps le plus important du Brésil) et étant constitué d'habitations de faible qualité. A cette époque, la ville était alors très compacte et les esclaves vivaient sous le toit de leur maître, les poussant à chercher un espace de liberté relatif. Au 19^{ème} siècle, les révoltes sont nombreuses et le pouvoir colonial ne fut pas loin d'être renversé (Dabrowski-Sangodeyi, 2003). Suite à ces événements, le débat au sein de la classe dirigeante est de savoir s'il faut adopter une politique plus radicale de séparation des classes sociales ou bien si engager un processus qui permette un peu plus de lien entre les classes sociales est la meilleure solution éviter qu'à nouveau des problèmes de ce type.

La modernisation de la ville qui a lieu au début du 20^{ème} siècle porte avec elle des idées du courant hygiéniste, de manière à donner une image de la ville qui soit dans l'air du temps. Une construction rationnelle de la ville est prônée, en opposition avec les habitats spontanés qui sont présents à Salvador. C'est la lutte contre le désordre et l'apparition des premiers documents et traités d'urbanisme, amenant « une homogénéisation des quartiers selon les types d'habitats qui revient à créer une différenciation socio-spatiale » (Dabrowski-Sangodeyi, 2003). Une phase de destruction des habitats populaires du centre est alors engagée, ce qui pousse les familles à récupérer les débris de leurs anciennes maisons et à s'installer dans les pentes délaissées par les habitations, sans pour autant bénéficier d'un titre de propriété. Le processus d'apparition des favelas est en marche dans la ville de Salvador, devenant un lieu d'accueil pour les populations suivant l'exode rural.

L'espace urbain au Brésil, et particulièrement celui de la ville de Salvador n'a jamais été véritablement uni, traduisant la division entre les différentes classes qui composent la société. Quand on parle de retranchement et d'augmentation de la ségrégation entre les différentes classes sociales, il convient de prendre en compte le contexte brésilien, qui fut toujours marqué par la double fragmentation sociale et spatiale, du fait de l'organisation de la société. « La fragmentation de l'espace ne résulterait pas de divisions sociales anciennes ? » (Dabrowski-Sangodeyi, 2002)

Traditionnellement, au Brésil, les classes moyennes et hautes portent une forte demande pour habiter dans les tours construites dans les centres urbains, symbolisant modernité, confort et accès aux services de la ville (Dabrowski-Sangodeyi, 2003). Le centre est donc particulièrement investi par les promoteurs, au détriment des périphéries, très délaissées. Les périphéries prennent un sens plus social que spatial, correspondant aux quartiers populaires. Ceux-ci sont majoritairement peuplés par des populations noires et métisses, descendantes des esclaves travaillant dans les cultures de canne à sucre de Bahia et du reste du Brésil. Cette corrélation est visible en comparant les trois cartes suivantes.

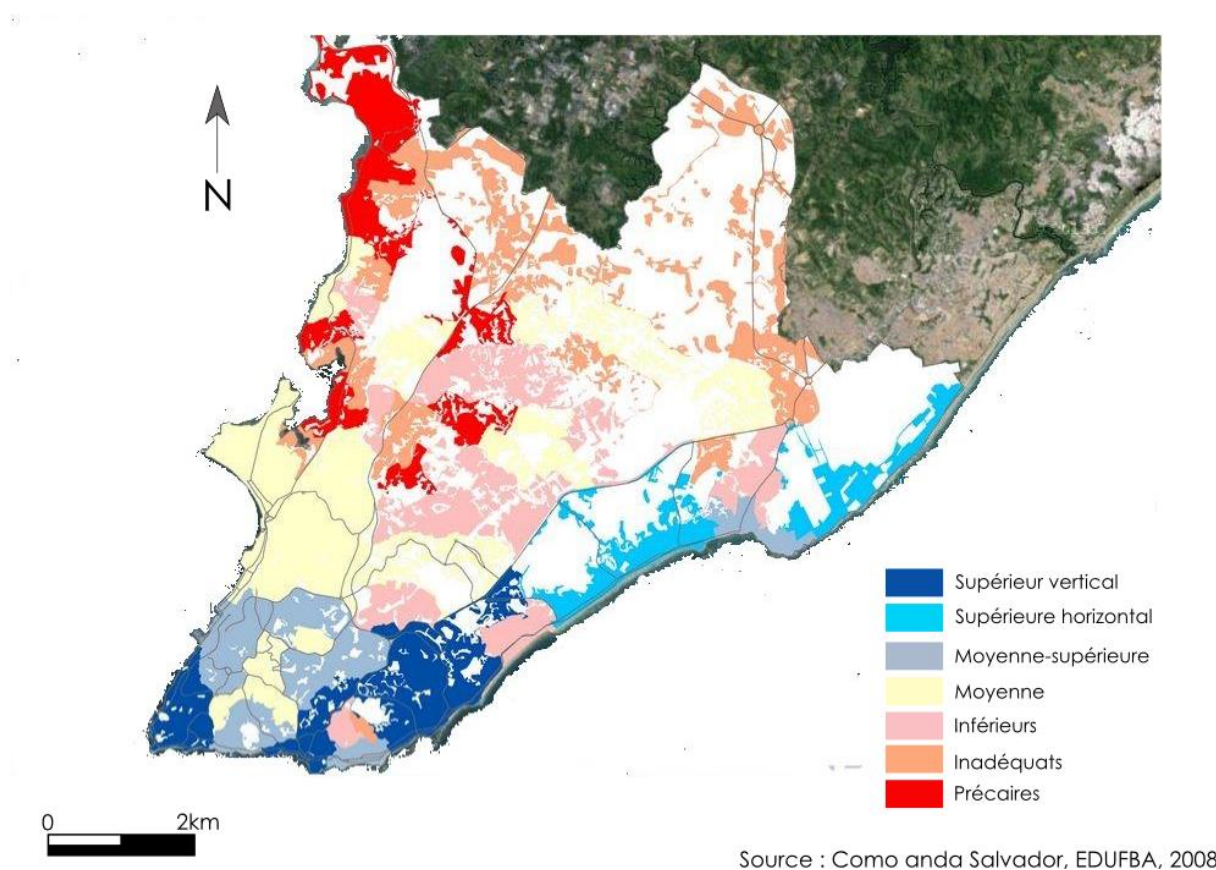


Figure 21 : Répartition des types d'habitats dans la ville de Salvador.

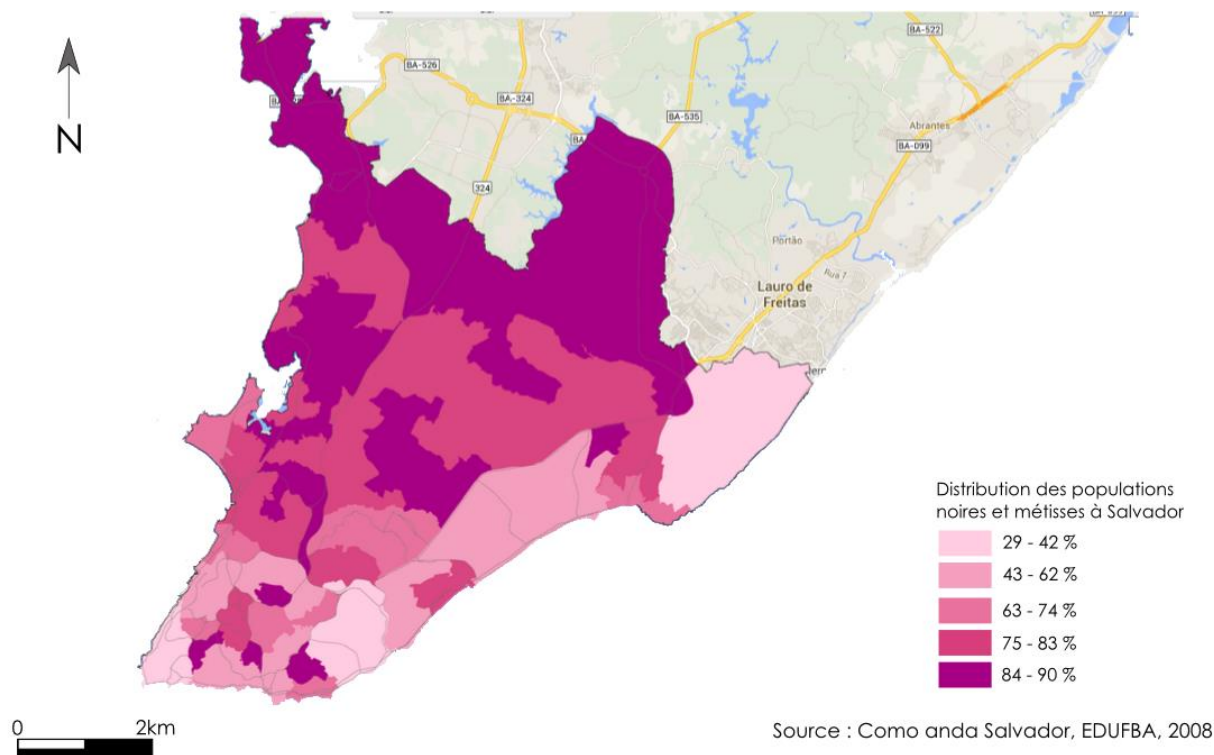


Figure 22 : Répartition des populations noires et métisses à Salvador

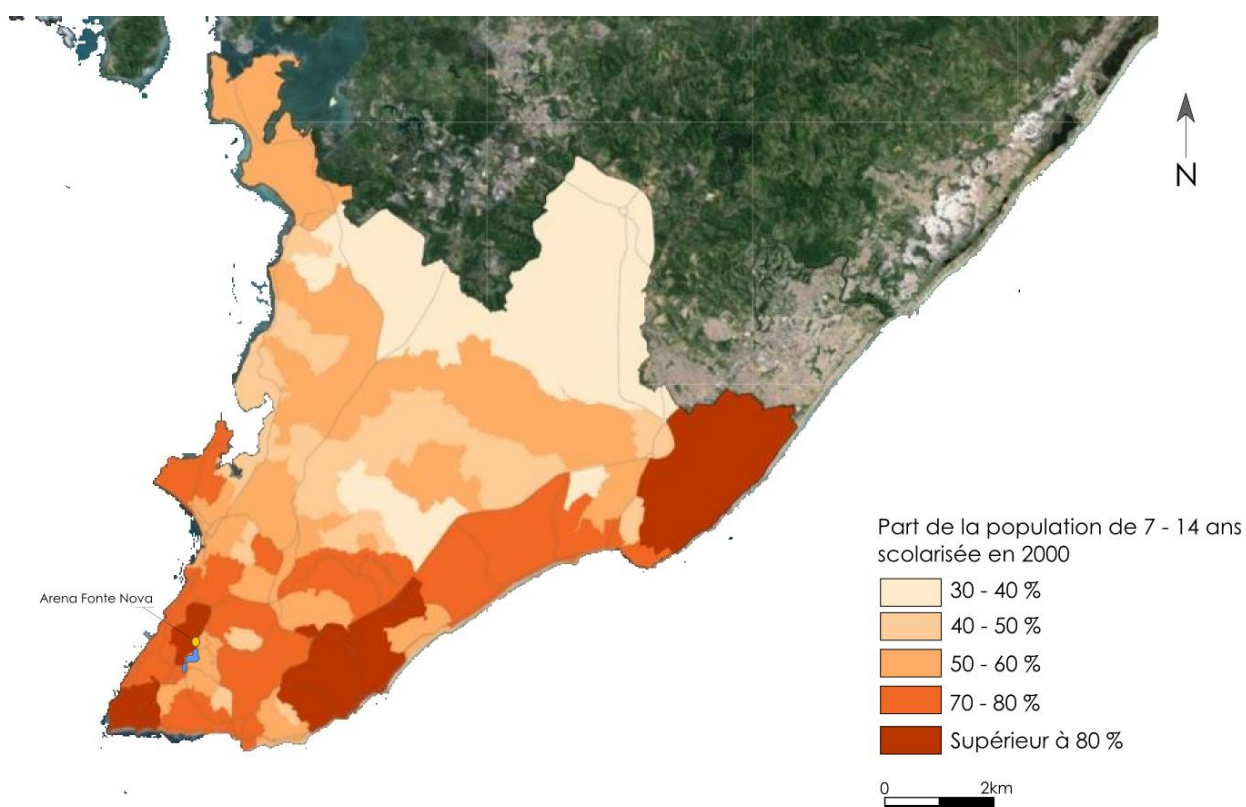


Figure 23 : Part de la population de 7 à 14 scolarisée en 2000. Source : Como anda Salvador. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

Les théories d'E. Telles (2004) affirmant qu'au Brésil une personne de couleur noire a trois fois plus de chances qu'une personne de couleur blanche d'être illettré et pauvre sont ici confirmées. Plus un quartier est pauvre, plus sa population est d'origine africaine. De ce fait, il est inévitable que des quartiers essentiellement composés d'habitants d'origine africaine se

constituent, ce qui permet de constituer des quartiers noirs, dans lesquels on trouve une urbanité particulière. Un quartier comme celui de Liberdade présente de nombreux points communs avec des villes africaines, comme celle de Lagos, qu'ils soient sur le plan culturel (solidarité entre les habitants, activité intense dans l'espace public, multiplicité des commerces informels) ou sur le plan architectural (Dabrowski-Sangodeyi, 2003).



Figure 24 : Rua Chile, Liberdade, Salvador. Source : Google Street.



Figure 25 : Alaka Street, Mushin, Lagos. Source : Photo.com

Les travaux sur la ségrégation sociale effectués par le sociologue américain E. Telles (1996) montrent qu'en 1980, la ville de Salvador était la plus marquée par la ségrégation en comparaison avec les 9 autres plus grosses villes brésiliennes.

Tableau 10 : Pourcentage de la population de villes brésiliennes habitant dans des favelas. Source : Correio / 22.12.2011

CAPITAIS COM MAIOR PERCENTUAL DA POPULAÇÃO TOTAL MORANDO EM FAVELAS

CIDADE	PERCENTUAL	NÚMERO
Belém (PA)	54,48%	758.524
Salvador (BA)	33,07%	882.204
São Luís (MA)	23%	232.912
Recife (PE)	22,85%	349.920
Rio de Janeiro (RJ)	22,16%	1.393.314

Aujourd'hui, plus de 33 % des habitants de la ville de Salvador habitent dans des zones considérées comme étant des favelas par l'IBGE. Il s'agit de la 2^{ème} ville la plus importante du Brésil en terme de pourcentage (source IBGE, recensement 2010 & Correio 22/12/2011). Ce fort pourcentage s'explique par l'histoire de la capitale bahianaise et par la forte immigration de population pauvre qu'a connue la ville lors du siècle passé, l'obligeant à absorber un grand nombre de population issues des territoires ruraux de la région du Nordeste.

b. Le panorama urbain actuel de la capitale Bahianaise

Aujourd'hui, Salvador affiche un modernisme avec ses édifices de logement et de bureaux qui s'élèvent au centre de la péninsule.



Figure 26 : Vue de la péninsule de Salvador. Source : Prefeitura Salvador

Progressivement, ces immeubles gagnent les quartiers anciens, notamment ceux de Barra et Ondina, provoquant un émiettement du panorama océanique. Les zones résidentielles, à l'origine dans le centre historique, se déplacent peu à peu vers le nord et vers l'est, le long du littoral, provoquant un risque de regroupement par hiérarchie sociale (Desbien, 2004).

Lorsque l'on parcourt les rues de la ville, il est possible de distinguer le clivage social entre les différents quartiers résidentiels et les deux modes de vie qui coexistent dans le territoire de la ville : les condomínios et les favelas. Les enclaves résidentielles côtoient quasiment systématiquement des favelas, perchées sur les flancs des collines, alimentant la notion de fragmentation spatiale et sociale de l'espace urbain.

Aujourd'hui, la ville s'étale de plus en plus en périphérie, alimentée par l'arrivée de population de diverses origines géographiques. La majorité de ces habitants, qui possèdent de très faibles revenus, arrivent à Salvador pour fuir des contextes difficiles et tenter de trouver du travail auprès des populations plus aisées (Dabrowski-Sangodeyi, 2003).



Figure 27 : Dynamique d'expansion urbaine de la ville de Salvador depuis les années 1950. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

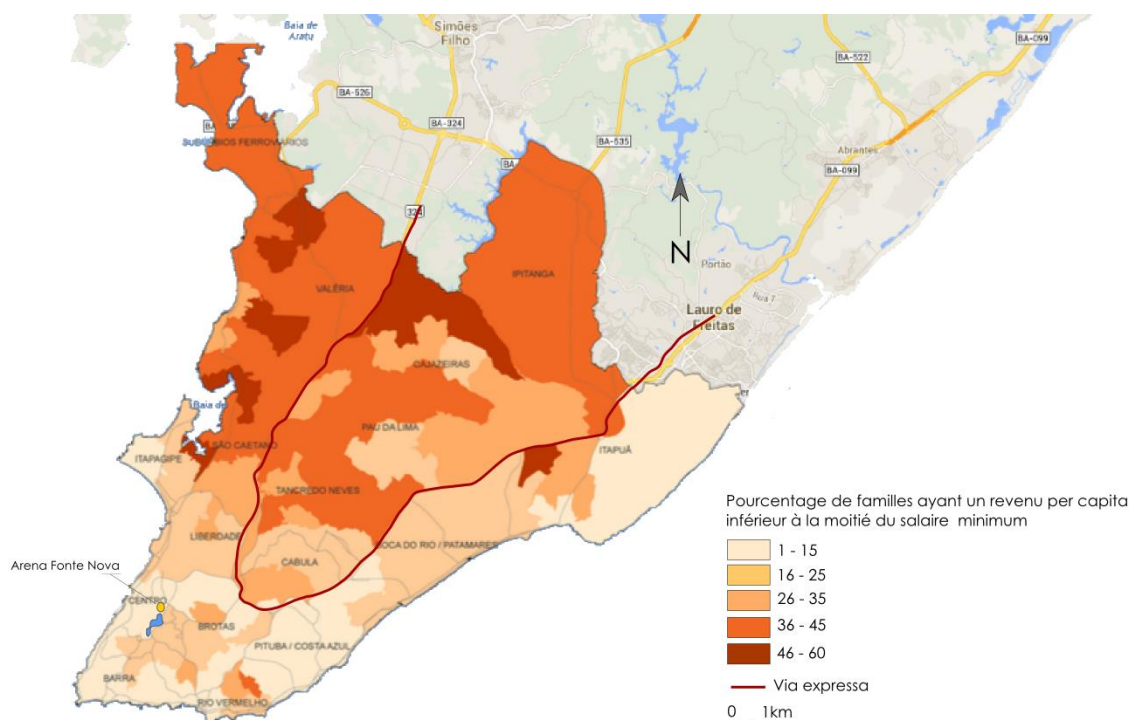


Figure 28 : Répartition de la population soteropolitaine en fonction du taux de foyers ayant un faible revenu en 2000. Source : Como anda Salvador. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

c. La mobilité dans la capitale bahianaise, le problème de l'offre de transports

La région métropolitaine de Salvador, qui comporte environ 3,8 millions d'habitants (IBGE, 2010) dispose d'un système de transports publics pour l'instant uniquement composé de bus de ville. Celui-ci est complexe mais conséquent : en 2004, 52% des déplacements au sein de la capitale bahianaise se faisaient en bus (Nossa Salvador | 2012). Cependant, l'absence d'une réelle centralisation des services publics dans le domaine des transports a pour conséquence de laisser les

soteropolitains en proie à une offre de transports particulièrement complexe « *Salvador peine à fournir un transport en commun adéquat* » (Desbien, 2004). Plusieurs compagnies proposent leurs services au sein de l'agglomération (18 entreprises sont recensées par le site seu transport), ce qui complique beaucoup la compréhension de l'organisation des transports publics. De plus, des compagnies basées à Lauro de Freitas, commune située au nord de Salvador, desservent elles aussi la capitale. Le fait qu'il existe un grand nombre d'entreprises pose problème car il est impossible pour les usagers de trouver une carte où les itinéraires et horaires soient recensés. Cela complique grandement les trajets vers des zones de la ville qui ne sont pas habituellement fréquentées par l'usager, et augmente le phénomène de réclusion des quartiers populaires de Salvador.

Le projet phare de la ville de Salvador est la construction d'un métro. Pour certains, celui-ci permettrait de soulager « la congestion aux heures de pointe » (Desbien, 2004). Cependant, la construction de cet ouvrage est couteuse pour la ville et prend du temps. Après 13 années de travaux⁶, la première ligne doit normalement ouvrir en 2014 (au départ, il était prévu qu'elle ouvre pour la coupe du monde), puis la seconde en 2018. L'investissement dans la première ligne est de 3,6 milliards R\$: 1 milliard R\$ pour l'état bahianais, 1,3 R\$ pour le gouvernement fédéral et 1,3 milliards R\$ d'initiatives privées (Revista ferroviaria | 22.08.2013).



Figure 29 : Le réseau de métro prévu par la ville de Salvador. Source : Prefeitura Salvador

Un des autres projets mis en avant par la municipalité de Salvador est la mise en place de voies de bus en site propre, ou « Bus Rapid Transit (BRT) ». Celui-ci doit permettre d'ajouter au futur réseau de métro des bus qui permettront de relier la partie sud de la ville à ce réseau, en passant par le quartier de Rio Vermelho, connu pour ses attractions touristiques et sa vie nocturne. Ce projet va passer à proximité de quartiers d'habitats spontanés, comme par exemple celui d'Amaralina. Ce projet devrait permettre à ces quartiers de connaître une mobilité accrue, et de ce fait améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers, ce qui indéniablement va augmenter leur attractivité (RIMA BRT, 2014).

⁶ L'idée de la construction d'un métro pour la ville de Salvador date de 1985, lancée par le préfet Mário Kertész.



Figure 30 : Quartier d'Amoralina. Source : Radiodagente.fm.com



Figure 31 : Projet de BRT. Source : Etude d'impact RIMA du BRT. 2014

Le réseau routier des routes principales est dans un bon état (à la différence des rues secondaires). De manière générale, plus les rues sont éloignées du centre, moins leur état est bon (Desbien, 2004). Malgré le projet de métro, l'effort politique de la part de la préfecture est surtout orienté vers le développement de la circulation en automobile, ce qui favorise l'étalement urbain (Dabrowski-Sangodeyi, 2003). Une des dernières preuves de cet engagement en faveur de la circulation automobile est la réalisation d'une nouvelle autoroute urbaine, la via expressa (G1 Globo | 01.11.2013).

Avec l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe moyenne, la flotte de véhicules présente dans la ville de Salvador était estimée en 2011 comme étant à hauteur d'environ 550 000 voitures (Detran, 2011), cela entraîne la baisse de la mobilité, due à la fréquence des embouteillages (França, T.A. 2012). La difficulté de mobilité alimente les problèmes sociaux en créant les conditions d'un enclavement des zones habitées par les populations les plus défavorisées, souvent situées en périphérie (voir figure 7).

D. Le processus de métropolisation des villes brésiliennes

1. Le concept de métropolisation

Une métropole selon les définitions produites par les experts internationaux nous renvoie à « une ville » avec certains attributs et propriétés. Certains définissent (Bourdeau-Lepage et Huriot, 2002) une métropole comme une ville qui participe à la coordination des activités économiques à l'échelle mondiale, à travers une organisation réticulaire

La métropolisation se présente de façon générale comme « un processus par lequel une ville, très grande le plus souvent mais pas nécessairement, acquiert des fonctions majeures de coordination d'activités économiques complexes de portée mondiale, ou globale » (Bourdeau-Lepage et Huriot, 2005). La métropolisation renvoie donc à un mouvement global, à un processus de transformation.

Par la relativisation des choses toutes les deux sont des phénomènes dynamiques. La première, la « métropole » est une finalité. La deuxième, la « métropolisation » est un moyen qui fait une ville parvenir à cette finalité. En considérant le degré d'attractivité intense de la ville et les flux qui en résultent, le terme de région métropolitaine plutôt que métropole est plus en phase à la réalité du processus de métropolisation pour décrire l'aire urbaine dans laquelle il s'inscrit.

Le Brésil possède 21 régions métropolitaines dépassant le million d'habitants. La taille de l'agglomération n'est pas à elle seule un élément constitutif à lui seul de la qualification de métropole. L'article « *les métropoles brésiliennes face au défi de la fragmentation urbaine : le cas de Recife* » écrit par Carrière de la Mora présente « seules São Paulo (19,7 millions d'habitants) et Rio de Janeiro (11,8 millions d'habitants) peuvent prétendre au « statut » de ville globale au sens de S. Sassen (2001). ». Le concept de ville globale ou métropole défini par Sassen classe par exemple Francfort (700 000 habitants) comme tel et Salvador de Bahia (3 millions) ne fait pas partie de ces régions métropolitaines considérées comme ville globale. Carrière et de la Mora (2012) qualifient Salvador et les 7 autres régions métropolitaines brésiliennes dépassant les 3 millions d'habitants de « métropole de second rang ». Quels critères constituent et participent au processus de métropolisation, amenant une grande ville à une « ville globale » ?

Carrière et de La Mora (2012) citent Lacour (2009) pour décrire la métropolisation, comme la « traduction spatiale de la globalisation. ». Dans un souci de définir simplement une ville mondiale et de résumer la recherche scientifique à ce sujet, celle-ci présenterait ces caractéristiques :

- Elle concentre des fonctions de commandement économique (sièges directionnels des firmes transnationales, services supérieurs aux entreprises, institutions de la gouvernance économique mondiale), regroupe des acteurs de la mondialisation, lesquels organisent la division du travail à l'échelle internationale.
- Elle regroupe des fonctions de formation et de recherche, contribue à l'innovation et constitue un marché de consommation des produits innovants ;
- Elle rassemble des infrastructures de transport et de communication, dispose d'une bonne accessibilité à l'échelle mondiale ;
- Elle polarise des flux de toutes natures : flux de marchandises et de capitaux, flux d'informations ;

- Elle contribue à la mondialisation et celle-ci contribue à la façonner (tertiarisation, verticalisation, gentrification, éviction et ségrégations).

2. Les favelas laissées pour compte du processus de métropolisation ?

La mondialisation a engagé les « métropoles de second rang » brésiliennes « dans une tentative de dépasser leur situation de simple capitale d'Etat fédéré, pour acquérir une visibilité internationale, la plus forte possible. » (Carrière et de la Mora (2012). Force est de constater que ce sont les quartiers les mieux intégrés aux dynamiques économiques, informationnelles et humaines à l'échelle globale qui « font métropole ». L'espace urbain reste donc relativement hétérogène, seules certaines parties du territoire correspondent aux caractéristiques des métropoles. Au vu de la réalité de l'organisation socio-spatiale des grandes villes brésiliennes « *cet enjeu stratégique entre en tension avec la nécessité de satisfaire les besoins d'une population urbaine en forte croissance* » provenant pour la plupart des régions pauvres du Nordeste (Carrière et de la Mora, 2012).

La ville de Salvador de Bahia possède de nombreux atouts. Malgré une industrie pétrochimique dans la périphérie, à Camacari, trente kilomètres au nord, Salvador se manifeste surtout comme une ville d'activités tertiaires (commerce, administration, tourisme). Le paysage et le chatolement de son folklore traditionnel et de ses nombreuses fêtes alimentent en grande partie l'attrait et la richesse municipale. À vue aérienne, le modernisme de la ville de Salvador s'affiche dans les édifices à logements et à bureaux qui s'élèvent (moins d'une vingtaine d'étages) au-dessus du centre de la péninsule, particulièrement la partie nord du quartier de Pituba. Le développement des tours gagne graduellement les quartiers les plus anciens et isole peu à peu certains quartiers d'habitats précaires non inclus dans cette stratégie de rénovation urbaine. La valorisation des atouts de Salvador est difficilement compatible avec la persistance de la juxtaposition de zones d'habitats précaires à ceux-ci. Les outils de planification urbaine et politique en faveur de requalification présentées précédemment peinent à concilier la métropolisation à la réalité des favelas. Force est de constater un véritable déphasage entre ces deux politiques qui est la source des tensions qui animent le pays à l'aube de la Copa 2014.

Les grandes opérations d'aménagement conçues pour donner une meilleure visibilité internationale à la ville et l'organisation d'événements internationaux majeurs comme la Coupe du Monde de Football participent à l'attraction d'investisseurs étrangers (Mottet, 2000) mais mettent aussi en lumière les problèmes liés à la fragmentation. Comment concilier de tels projets avec la réalité de la fragmentation socio-spatiale et dans quelles mesures ces projets impactent-ils cette réalité ? Nous allons à présent se focaliser sur un événement symbolique du processus de métropolisation. La Coupe du monde de football au Brésil est au centre des débats entre volonté de développement économique et rapport aux problèmes inhérents à l'organisation des aires urbaines brésiliennes. Après avoir défini la réalité de la fragmentation socio-spatiale des villes brésiliennes et présenté le contexte dans lequel elle s'inscrit à Salvador de Bahia, nous allons étudier en quoi les aménagements urbains liés à l'organisation de la Copa 2014 modifient la réalité de la fragmentation socio-spatiale à Salvador.

III. La réalité de la fragmentation socio spatiale est peu altérée par la Copa à Salvador de Bahia.

A. Le paradoxe de la Coupe du Monde FIFA : un événement générant des milliards organisé par une association à but non-lucratif.

1. L'instance organisatrice et le choix du Brésil.



Figure 32 : Affiche de présentation de la Copa 2014.
Source : FIFA



Figure 33 : Salvador ville-hôte. Source : FIFA

La Fédération Internationale des Associations de Football (FIFA) est une association à but non lucratif de fédérations nationales fondée en 1904, ayant pour vocation de gérer et de développer le football dans le monde. Son siège est situé depuis 1932 à Zurich, en Suisse, et son président actuel est Joseph Sepp Blatter. La FIFA a enregistré sur la période 2007-2010 un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de dollars, dégageant un bénéfice de 631 millions sur cette période, a précisé le responsable des finances Markus Kattner lors du rapport financier de la FIFA 2010. Sur les quatre dernières années, 87% du chiffre d'affaires, soit 3,7 milliards de dollars, a été réalisé avec la Coupe du Monde 2010 (Rapport financier de la FIFA, 2010).

La Coupe du Monde de football, ou Coupe du Monde de la FIFA, est une compétition internationale de football qui se déroule ordinairement tous les quatre ans. Cette compétition, créée en 1928 en France sous l'impulsion de Jules Rimet, alors Président de la FIFA, est ouverte à

toutes les fédérations reconnues par la FIFA. La première édition s'est déroulée en 1930 en Uruguay, où l'équipe hôte en est sortie victorieuse.

Le 7 mars 2003, la FIFA annonce que la Coupe du Monde sera organisée en Amérique du Sud pour la première fois depuis l'Argentine en 1978, en accord avec sa nouvelle politique qui veut que l'organisation de la phase finale de la compétition tourne continuellement à travers les différentes confédérations continentales⁷. Le 17 mars 2007, les différentes fédérations de la Confédération Sud-Américaine de Football (CONMEBOL) adoptent le Brésil comme candidat unique de la zone, et ce à l'unanimité. Le Brésil déposera ainsi sa candidature officielle le 31 juillet 2007. La Colombie s'était préalablement portée candidate à l'organisation de la Coupe du Monde le 16 juillet 2006. Cependant, en raison des nombreux soutiens à la candidature brésilienne, elle retirera sa candidature le 11 avril 2007. Le 30 octobre 2007, le Brésil, seul candidat, est désigné pays hôte de la Coupe du Monde 2014. Il s'agira ainsi de la seconde Coupe du Monde organisée dans ce pays après celle de 1950.

L'accueil de cet événement sportif mondial porte des enjeux considérables pour le Brésil. Au niveau international, le choix du Brésil comme pays hôte s'inscrit dans le mouvement d'affirmation de la puissance brésilienne sur la scène internationale : derrière la dimension sportive, c'est l'image et la crédibilité du Brésil qui est en jeu. Au niveau national, l'organisation d'une Coupe du Monde peut permettre une importante accélération du développement économique (Mottet, 2010). Les investissements engagés permettent de stimuler l'économie nationale et de moderniser les infrastructures, mais à quel prix ?

2. Les intérêts de la FIFA

Le tournoi planétaire quadriennal, l'un des deux plus grands événements sportifs au monde avec les Jeux Olympiques d'été en termes de revenus, permet à la FIFA non seulement de financer son organisation et celle de ses autres compétitions, mais aussi de développer un sport qui est déjà le plus pratiqué au monde. A titre d'exemple, le Mondial de 2010 en Afrique du Sud a généré près de 90 % du total des revenus de la FIFA sur la période 2007-2010, (Rapport financier FIFA 2010). Le total de produits de la fédération a alors atteint un nouveau niveau record, frôlant les 4,2 milliards de dollars, soit un bond de 59 % par rapport à la période 2003-2006. Dans le détail, les droits télé sur l'édition sud-africaine ont rapporté à eux seuls 2,4 milliards de dollars, et les droits marketing sur l'événement 1,07 milliards (Rapport financier de la FIFA, 2010).

Si l'on remonte dans le temps la dépendance de la FIFA vis-à-vis de sa compétition est tout aussi marquante : la Coupe du monde 2002, qui s'était tenue en Corée du Sud et au Japon, a contribué à environ 86 % du total des revenus sur la période 1999-2002. En 2006, la part de celle ayant lieu en Allemagne dépassait 88 % pour le cycle 2003-2006 (Rapport financier FIFA, 2010). Au terme de son dernier exercice, qui s'est achevé par un résultat positif de 89 millions de dollars, ses

⁷ Cette annonce poursuit ainsi la dynamique lancée lors des dernières compétitions. Les dernières éditions se sont déroulées en Asie en 2002 avec le Japon et la Corée du Sud, en Europe en 2006 avec l'Allemagne et en Afrique en 2010 avec l'Afrique du Sud.

réserves financières atteignaient 1,4 milliards, en hausse de 7 % par rapport à 2011, permettant ainsi à la FIFA de faire face à des imprévus (Rapport financier de la FIFA, 2012).

3. L'expérience sud-africaine : un coût élevé pour le pays hôte et de forts gains pour la FIFA

Avant de voir les différents points d'accrochages entre la FIFA et le gouvernement brésilien, il est intéressant de revenir sur le bilan de la Coupe du Monde Sud-Africaine de 2010. Si, d'un point de vue symbolique et médiatique, cet événement fut un succès, notamment en confiant pour la première fois cette compétition à un pays Africain, le bilan économique est lui plus sombre comme le prouve le rapport de l'OSEO (Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière) qui avance les chiffres suivants : Pour le gouvernement Sud-Africain, les dépenses globales ont été dépassées de plus 1 704 % par rapport au budget prévisionnel: 3,45 milliard d'€ au lieu de 202,26 millions d'€. Ainsi, les bénéfices ont été bien moindres à ceux escomptés. Selon différents cabinets d'experts financiers, il resterait au gouvernement sud-africain plus de 1,7 milliard d'euros de dettes, pour des bénéfices qui, même d'un regard purement touristiques auront été bien plus faibles qu'initialement espérés pour cet événement.

Pour la FIFA, le résultat est totalement à l'opposé. A l'aide d'accords unilatéraux réalisés préalablement avec les institutions nationales et locales, la FIFA et ses partenaires n'ont pas eu à payer de taxes et d'impôts sur l'intégralité des bénéfices engendrés pendant l'évènement (Rapport de l'OSEO). L'organisation de la Coupe du Monde étant un exercice extrêmement couteux, la fédération a tout de même conclu son année 2010 avec un bilan positif de 202 millions de dollar. L'essentiel des ressources venant des droits de retransmission et du marketing, la FIFA a réalisé un bilan de 2.4 milliard d'euros à partir de contrats et partenariats de marketing et de droit à l'image, c'est-à-dire sans compter les gains obtenus par la vente des billets. (Rapport financier de la FIFA, 2011).

Les bénéfices réalisés par la FIFA sont donc essentiellement tirés des droits de retransmission. Dans l'entretien que nous avons pu réaliser avec Carl Von Hauenschild, un des architectes ayant répondu à l'appel d'offre pour réaliser le nouveau stade de la ville de Salvador, celui-ci indique :

« Si la FIFA pouvait se passer des négociations avec les nations et les villes et éviter de faire construire des stades, elle le ferait. L'unique raison de ces négociations est que pour assurer aux téléspectateurs un spectacle de qualité, elle a besoin de montrer des stades remplis de spectateurs »

La FIFA n'a payé que 1 million de dollars d'impôts en 2010, ce qui correspond à 0,004% de son résultat net lors de cette année (Rapport de l'OSEO). Cela est possible car elle est toujours à l'heure actuelle considérée comme étant une organisation à but non lucratif (Le Nouvel Observateur, 28.04.2014). La FIFA tire donc de très importants bénéfices avec l'organisation d'un tel événement, laissant au pays organisateur le « prestige international » d'avoir été choisi. Du fait de ne payer que très peu d'impôts l'instance organisatrice de la Coupe du Monde ne participe que

très peu au financement des infrastructures (Rue89 10.2010). Après un tel constat, il est compréhensible que la population brésilienne veuille s'impliquer activement dans l'organisation de la Coupe du Monde, dans le but de réussir à établir un rapport de forces plus équilibré entre la FIFA et le pays organisateur.

4. Les points de tensions de l'organisation de la Copa 2014

"Je vais dire quelque chose de fou, mais un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une Coupe du Monde.", Jérôme Valcke, Secrétaire Général de la FIFA, le 7 mars 2013 à Rio de Janeiro.

a. « Lei geral da Copa » : une loi controversée.

Le pouvoir que s'accorde la FIFA sur le pays organisateur n'est pas seulement d'ordre économique. Dans le cas du Brésil, il est intéressant de s'attarder sur l'aspect politique prise par l'administration de la FIFA dans ce processus d'organisation. Plus particulièrement, il s'agit de la loi dite « Lei Geral Da Copa » (signifiant la loi générale de la Coupe), qui a été présentée au Congrès 2011, et qui a été sujette à de vifs débats concernant particulièrement des mesures visant à multiplier les bénéfices de la FIFA, et ce en augmentant notamment le prix des billets de match. Cette proposition nécessitait de modifier les lois étatiques de protection des consommateurs, en instaurant notamment des tickets à des prix totalement inaccessibles pour les citoyens brésiliens de classe moyenne.

Après de nombreux débats et propositions auxquels ont pris part différents acteurs locaux (Associations de consommateurs, d'étudiants, le gouvernement...), un accord a été trouvé : La FIFA peut appliquer ses propres tarifs, sous réserve d'un certains nombres de places à prix réduits pour les personnes âgées, les populations bénéficiant d'aides sociales et les étudiants.

b. Quelles responsabilités et pour qui ?

Un autre point législatif sur lesquelles les discussions ont été tendues est la question de la responsabilité civile des différentes institutions pendant l'évènement. Le projet de loi 'Lei Geral da Copa » dédouanait la FIFA de toutes responsabilités en cas de préjudices sur la population et les partenaires durant la durée de la Coupe. Le gouvernement serait donc tenu pour responsable pour « tous les types de dommages résultant de tout type d'incident et accident de sécurité en relation avec les événements » (Lei Geral da Copa). C'est précisément ce point qui a empêché la *Lei Geral Da Copa* d'être votée initialement, jusqu'à Mars 2012 et sa promulgation. Cette loi aujourd'hui encore n'est pas acceptée par la population brésilienne, qui la juge illégitime et comme une véritable intrusion de la FIFA dans l'organisation démocratique du pays.

Outre l'intrusion de la FIFA dans les politiques nationales et fédérales et l'implication de fonds publics, la Coupe a créé un autre phénomène aux très grandes conséquences sociales : Les communautés précaires installées dans les favelas se voient expulsées de force de leurs habitats informels, ceux-ci situés sur des terrains où des chantiers sont prévus en vue d'organiser la « fête mondiale du football ». Le nombre de ces communautés s'élève, selon Rosane Santos (2013), à 31 dans l'agglomération de Rio de Janeiro. Ces expropriations sont réalisées ici encore avec le soutien des forces et du gouvernement du Brésil. Cette pratique n'est évidemment réalisée que sur les favelas, et non sur les condomínios qui occupent pourtant des terrains de manière illégale. C'est en milliers que l'on compte le nombre d'habitants impactés, obligés de se reloger sans aide étatique et sans autre soutien. C'est dans ce contexte que nous avons choisi notre sujet d'étude. Salvador étant une des villes hôtes de la Copa, nous avons choisi d'étudier si les phénomènes de déplacements de populations dont il est question dans de nombreuses autres villes possédant un stade FIFA avaient aussi lieu dans la capitale bahianaise.

B. Les aménagements urbains n'impactent que très peu directement la fragmentation socio-spatiale à Salvador

1. De fortes sommes engagées par les pouvoirs publics

Pour le Député fédéral champion du monde de football 1994 Romário et pour une grande partie des brésiliens, l'organisation de la Coupe du Monde correspond au « plus grand vol de l'Histoire ». Sepp Blatter, Président de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), en réponse à ce sentiment éprouvé par une grande partie de la population, indique que : "Le Brésil nous a demandé d'organiser le Mondial. Il y a des routes, des hôtels, des aéroports et beaucoup d'autres choses qui resteront" (Alternatives économiques, 2014).

A l'approche de la Coupe du Monde, de nombreuses tensions se font sentir dans le pays. Ce n'est pourtant pas l'événement sportif en tant que tel qui est boudé par les manifestants mais bien les manœuvres politico-financières et l'opacité qui entourent sa préparation et qui sévissent dans la classe politique brésilienne (Alternatives économiques, 2014). Malgré le fait que le peuple brésilien soit passionné de football, une part importante de sa population ne digère ni les dérives financières, ni les contraintes imposées par la FIFA, se sentant dépossédée de sa Coupe du Monde (De Melo Romão, 2014 ; Gardenal, 2012). De nombreux observateurs dénoncent ainsi des dépenses incohérentes (Pereira & al, 2014). Le coût total des investissements doit s'élever à plus de 10 milliards d'euros, cependant, en juin 2013, 27 milliards de R\$ (soit 9 milliards d'euros) avaient déjà été engloutis (Portal da Transparencia, 2014). Ces importantes dépenses sont jugées inadaptées aux besoins par une grande partie du peuple brésilien (Le Figaro, 21.06.2013).

Une partie des stades construits entrent dans ce cas, du fait de leur disproportion au regard de l'utilisation qui pourra en être faite une fois le Mondial terminé (Pereira & al, 2014). Si des stades font polémique quant à leur réelle utilité dans certaines villes, d'autres auront droit à une deuxième vie grâce à la présence d'une équipe professionnelle de haut niveau, comme à Salvador. Les investissements effectués dans les infrastructures de transports (routes, aéroports) ont été accrus, dans le but d'accélérer leur rénovation, nécessaire dans un grand nombre de villes (AFP,

08.02.2014). De plus, pour le cas de Rio de Janeiro, les ouvrages serviront pour les Jeux Olympiques de 2016 (Alternatives économiques, 2014).

Le financement des opérations liées à la Coupe du Monde au Brésil est réalisé en grande partie par le fond financier de la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES). Fondée en 1952, la BNDES a joué un rôle fondamental dans toutes les grandes entreprises de développement d'infrastructures et d'industries dans le pays. Elle est aujourd'hui le principal investisseur des opérations liées à la Coupe du Monde (BNDES, 2014). Son rôle est de prêter au Gouvernement Fédéral jusqu'à 75% du coût total de chaque opération dans une limite de 400 millions de R\$.

Le deuxième investisseur de chaque projet est bien souvent une banque fédérale ou régionale. Pour les investissements faits à Salvador, la BNB (Banque du Nordeste du Brésil) intervient en deuxième investisseur sur chaque projet officiel de la Coupe du Monde (Portal da Transparencia, 2014).

Dans le but de permettre l'organisation de la Coupe du Monde, un grand nombre de projets urbains ont été lancés dans les douze villes hôtes, entraînant des modifications de l'espace urbain plus ou moins importantes selon la manière dont ont été pensés les projets. Comme précisé dans l'introduction, les villes de Rio de Janeiro et de Recife ont dû procéder à des déplacements de population dans le cadre de la construction d'infrastructures destinées à la Coupe du Monde (Ninnin, 2014 ; Observatorio das Metropoles, 2012). Ces déplacements de population modifient la structure sociale des zones impactées. Ainsi, en fonction de l'importance des changements sociaux et spatiaux liés à ces projets, une modification de la réalité de la fragmentation socio-spatiale peut avoir lieu.

Nous allons voir si les projets entrant dans le cadre de l'organisation de la Coupe du Monde à Salvador impactent la réalité de l'espace urbain, et si la fragmentation socio-spatiale en est directement impactée.

2. Présentation du lien entre les différentes opérations urbaines liées à la Coupe du Monde et la réalité de la fragmentation socio-spatiale à Salvador

Les opérations d'aménagement et d'urbanisme liées à la Coupe du Monde s'organisent autour de cinq actions majeures à Salvador de Bahia :

- La construction d'un nouveau stade, l'Arena Fonte Nova ;
- La rénovation de l'aéroport international ;
- La construction du nouveau terminal portuaire touristique ;
- L'optimisation de la mobilité urbaine ;
- Les aménagements touristiques.

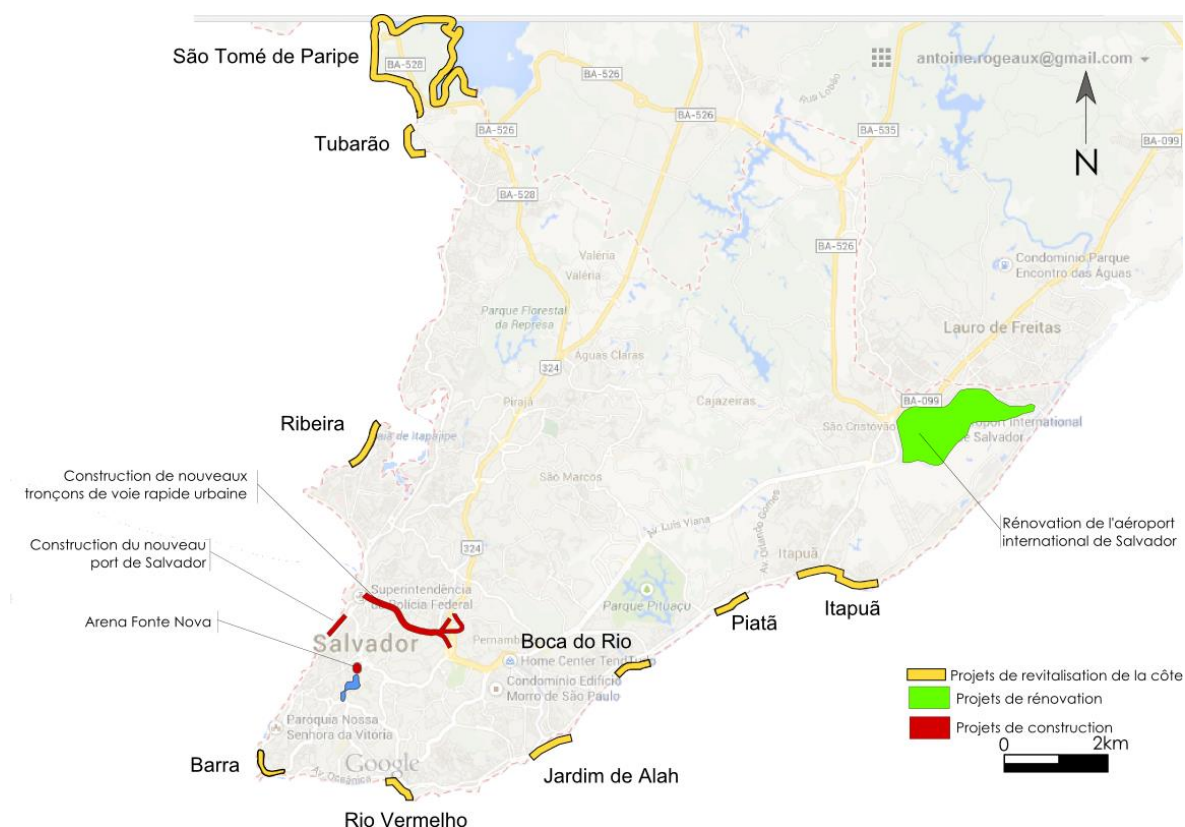


Figure 34 : Les 5 projets rattachés directement à la Coupe du Monde. Réalisation : Antoine Rogeaux et Baptiste Lucas

Comme dans de nombreuses villes hôtes, la population dénonce le coût de ces projets s'effectuant au détriment des autres postes de dépenses, tels que l'éducation ou la santé (Gazeta do Povo, 17.06.2013). Comme il est possible de le voir sur la figure 34, les zones bénéficiant des investissements sont des zones dans lesquelles se trouvent des populations aisées (voir figure_). Les grandes zones de favelas telles que le Miolo, et plus généralement le nord du territoire de la municipalité, ne bénéficient pas des retombées de ces investissements. Ceux-ci créent un lien reliant l'aéroport aux hôtels -se situant en majorité sur la côte sud, ainsi qu'au stade officiel. Contrairement à d'autres villes hôtes et notamment Rio de Janeiro où plus de 10 000 personnes auraient été déplacées pour faire place aux chantiers de la Copa (Amnesty International, 2013), nous n'avons pas constaté de déplacements forcés de population à Salvador de Bahia lors de nos recherches et travaux sur place.

a. Démolition et reconstruction de l'Arena Fonte Nova : un projet en vase clos

Le stade construit pour la Coupe du Monde a un coût estimé en 2009 de 591,7 millions de R\$, soit 199,4 millions d'€⁸ pour un coût final estimé à de 689 millions de R\$, soit 232 millions d'€. Il s'agit donc ici d'une augmentation des coûts prévisionnels de 16% (Portal da Copa, 2014).



Figure 35 : Estadio Fonte Nova. Source : Agencia Brasil, 2014

L'emplacement sur lequel a été construit l'Arena Fonte Nova était auparavant occupé par un complexe sportif, la Vila Olímpica dans lequel était inclus un stade olympique. Cette enceinte, « Estádio Octávio Mangabeira » fut inaugurée en 1951. Elle avait alors une capacité de 35 000 spectateurs. Ce stade fut rénové en 1971, faisant passer sa capacité à 110 000 spectateurs grâce à la construction d'un deuxième niveau. Après l'écroulement d'une tribune en 2007 faisant 7 morts, le stade fut fermé sur ordre du préfet (Folha de São Paulo, 27.11.2007). Le gouverneur de Bahia décida de choisir la solution de la démolition de l'arène par le biais d'une implosion, de manière à pouvoir reconstruire une nouvelle enceinte. Celle-ci fut démolie en 2010, marquant le départ des travaux de l'Arena Fonte Nova, en vue de la Coupe du Monde 2014.

Inaugurée en 2013, l'enceinte actuelle peut recevoir jusqu'à 55 000 spectateurs. Il fut conçu par les architectes allemands Marc Duwe et Claas Schulitz.

⁸ En janvier 2009, le taux de change Real/Euro était de 0,337 (loobiz.com, 2014)



Figure 36 : Enceinte de l'Arena Fonte Nova. Source : Portal da Copa



Figure 37 : Arena Fonte Nova. Source : Portal da Copa

Les travaux ayant été effectués sur l'emplacement de la précédente enceinte, ceux-ci n'ont généré aucun déplacement de population. Cependant, la construction du stade a un impact sur la réalité socio-spatiale de la ville et en particulier sur les quartiers l'avoisinant. Les grandes opérations urbaines ont fréquemment un impact sur la spéculation (Nobre, 2013), c'est également le cas de la construction de ce nouveau stade. Ce processus est bien expliqué par Naia Alban Suarez⁹ dans un entretien qu'elle a réalisé pour le compte de l'Observatorio da Copa de Salvador :

« La Ville de Salvador détient plusieurs casquettes, d'un côté, elle joue le rôle de pompier face aux problématiques sociales au sein de son territoire, et de l'autre, elle est représentante du secteur privé de l'immobilier, chantre de la spéculation. En validant le projet de l'Arena Fonte Nova, une des plus grandes opérations spéculatives de la capitale de l'Etat de Bahia est en marche. Tout comme la construction d'un nouveau Shopping center, la construction du stade crée de la spéculation. » (Suarez, 06.06.2011)

⁹ Naia Alban Suarez est professeur associé à la faculté d'Architecture de l'Université Fédérale de Bahia

Une augmentation du prix des habitations environnantes est donc à attendre. Aux environs immédiats du stade, les habitats sont majoritairement de type formel ou appartiennent à la zone du centre historique.

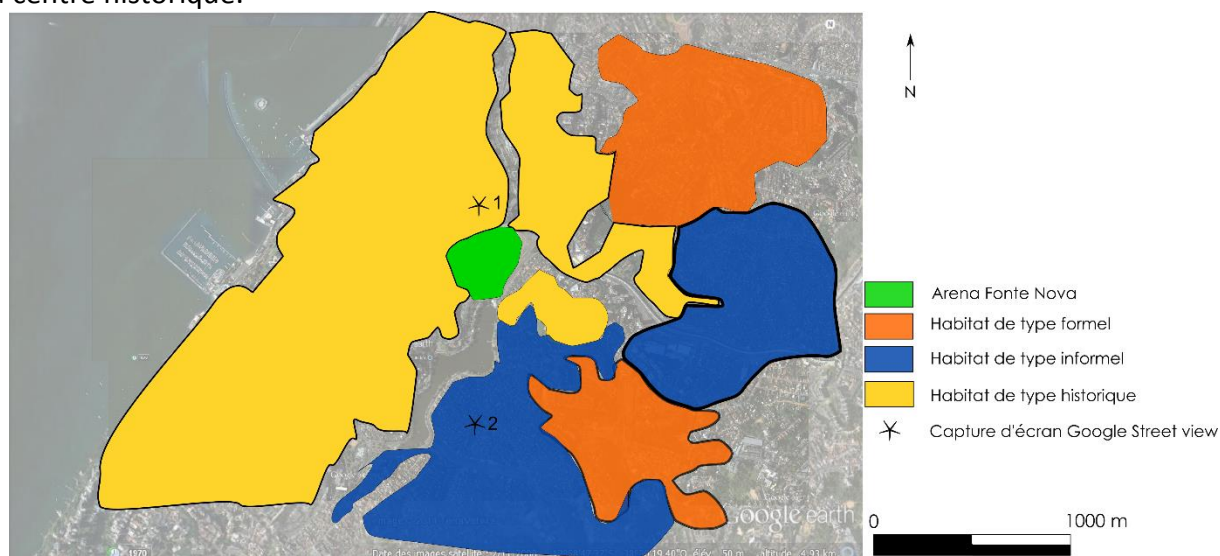


Figure 38 : La typologie des habitats aux alentours de l'Arena Fonte Nova; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas ; source : Plano municipal de habitação

Une grande part de la population habitant aux environs de la nouvelle arène appartient aux classes moyennes ou pauvres. En effet, la proximité du centre historique nous indique la présence d'une population issue des classes sociales défavorisées (Nobre, 2013). La capture d'écran correspondant à ces zones est la n°1.



Figure 39 : Habitat de type historique à proximité de l'Arena Fonte Nova ; source : Google Streetview

La population présente dans les habitats de type informel, est, elle aussi, majoritairement issue des classes les plus défavorisées. En effet, les habitats de type informel ont suivi le mode de conception des habitats spontanés, et ne répondent ainsi pas tous aux normes en vigueur. Ces zones d'habitat ne sont ainsi pas celles prisées par les populations les plus aisées (Gerbeaud, 2013). La capture d'écran n°2 correspond à ce type d'habitats.



Figure 40 : Habitat de type informel à proximité de l'Arena Fonte Nova ; source : Google Streetview

Les quartiers avoisinant le stade sont fortement impactés par la construction du stade. Les habitants des quartiers périphériques au nouveau stade indiquent que l'augmentation du prix de l'immobilier avoisine les 300% par rapport aux prix initiaux depuis le début des travaux (Correio, 29.03.2013).

Ce phénomène de spéculation qui se développe attire les promoteurs, qui vont investir dans ces quartiers pour construire de nouveaux édifices. La configuration spatiale du quartier est ainsi peu à peu modifiée, comme le souligne Claudio d'Avila, directeur de l'association des dirigeants d'entreprises du marché immobilier de Bahia (Ademi-BA) :

« De nombreux promoteurs immobiliers s'intéressent fortement aux quartiers alentour du stade. Quand dans une zone dégradée se produit une amélioration, la tendance naturelle du marché immobilier est la valorisation du quartier. De ce fait de nombreux investisseurs veulent installer des édifices 'verticaux' » (Correio, 29.03.2013).

Par édifices verticaux, il faut comprendre la construction de condomínios. L'apparition de ces objets urbains va très probablement attirer les classes moyennes et supérieures, en fonction du type de résidence construite. La proximité du centre historique ainsi que du quartier de Campo Grande -qui constitue ce qui se fait de mieux en termes d'enclaves résidentielles à Salvador- donne aux alentours du stade des atouts de taille pour attirer ces populations, et provoquer une modification de la réalité sociale actuelle présente dans cette zone.

D'une zone d'habitats intermédiaires, le quartier de l'Arena Fonte Nova se voit donc destiné à accueillir peu à peu à des habitats de standings supérieurs et pourrait à terme devenir un espace où se positionneraient des condomínios. La construction du nouveau stade n'a donc pas en soi provoqué de changements sociaux-spatiaux, néanmoins les impacts sur le long terme de ce projet urbain vont très probablement modifier la réalité socio-spatiale de ce quartier, entraînant un phénomène de gentrification.

b. La rénovation de l'aéroport : une nécessité pour répondre aux normes internationales

Le coût estimé de l'aéroport est estimé à 113 millions de R\$, soit environ 38 millions d'€ (Portal da Copa, 2014). Les opérations de rénovation de l'aéroport international de Salvador sont au nombre de trois :

- Augmentation de la surface de circulation des avions ;
- Construction d'une nouvelle tour de contrôle ;
- Remise aux normes des terminaux de l'aéroport.



Figure 41 : Aeroporto Luis Eduardo Magalhães. Source : Portal da Copa

La fondation de l'aéroport « Deputado Luis Eduardo Magalhães »¹⁰ date de 1925. Il s'agit aujourd'hui du 8^{ème} aéroport le plus important du pays en termes de passagers. Il est situé à 28 km du centre-ville de Salvador, ce qui motive nombre de projets de mobilité pour diminuer la distance et le temps qui relie le centre-ville à l'aéroport, tels que la via-expressa ou encore le projet de métro avec la ligne 2.

Dès sa création, de grandes surfaces ont été prévues pour construire d'éventuelles futures expansions. De ce fait, aucun déplacement forcé de population n'a été officiellement enregistré lors des travaux de rénovation en vue de la Coupe du Monde. Il paraît cependant intéressant de noter que qu'un mur de plus de 3 mètres de hauteur et de quasiment 5 kilomètres de long isole l'aéroport des favelas avoisinantes. 10 000 habitants étaient concernés par cet aménagement.

¹⁰ L'aéroport se nomme ainsi d'après le nom du fils d'un des gouverneurs de l'Etat de Bahia, Antônio Carlos Magalhães.

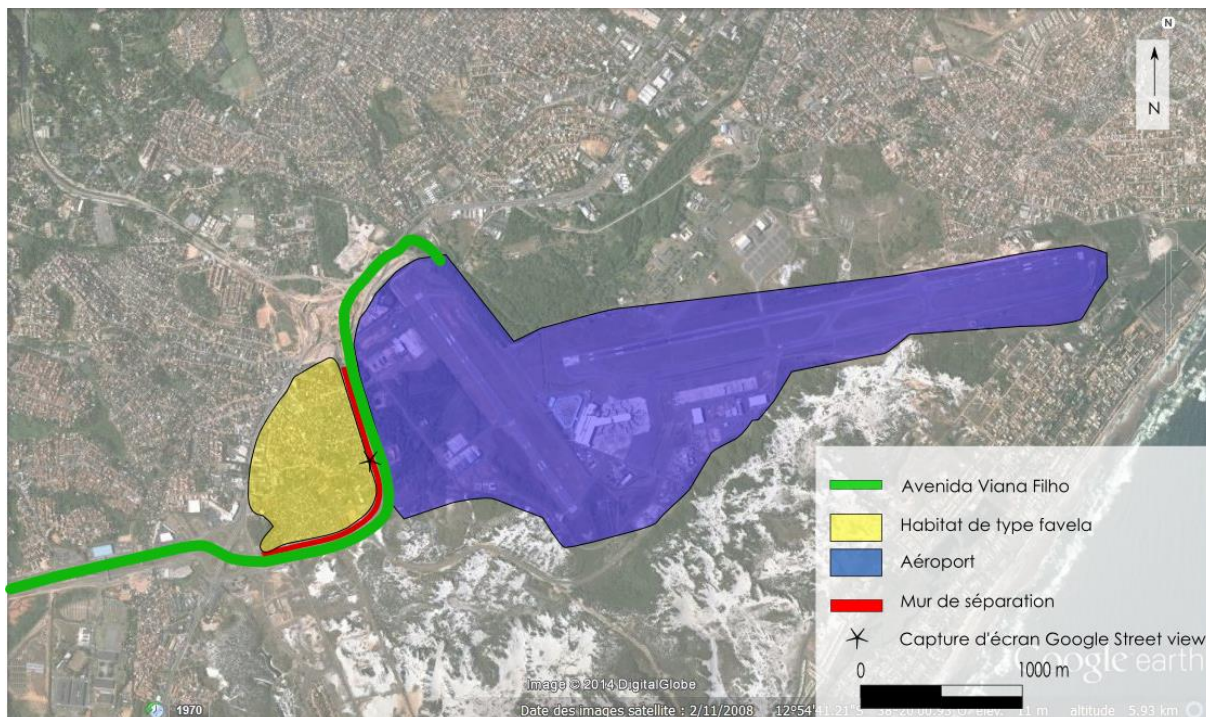


Figure 42 : Positionnement des favelas concernées par le mur de séparation ; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas



Figure 43 : Mur de séparation entre les favelas et l'avenida Luís Viana Filho ; source : Google Streetview

Celui-ci a été érigé à la fin des années 1990 par le Gouvernement de l'Etat de Bahia de manière à prévenir d'un éventuel débordement des favelas sur la zone prévue pour une future extension de l'aéroport. Avec cette initiative, les habitants ont un unique accès à la piste leur permettant de sortir de ce quartier, formé par une passerelle de plus de 40 mètres de long (Folha de São Paulo, 05.10.2000). Ce mur s'étend de l'aéroport jusqu'à la voie le liant au centre de Salvador, masquant aux touristes les favelas de l' 'entrée de la ville'. Ces aménagements provoquent une fragmentation socio-spatiale forte pour cette zone urbaine.

c. La construction du complexe portuaire touristique de Salvador

Le coût de la rénovation du complexe portuaire touristique est estimé à 30 millions de R\$, soit environ 10 millions d'€ (Portal da Copa, 2014).



Figure 44 : Nouveau terminal portuaire de Salvador. Source : Portal da Copa

Cet investissement concerne donc la revitalisation de l'esplanade portuaire situé au bas du quartier historique du Pelourinho. Ces dépenses ont pour but de construire un nouveau terminal portuaire destiné à l'accueil des bateaux de touristes. Ce terminal pourra accueillir simultanément deux bateaux de croisières. L'opération en elle-même n'a aucun impact direct sur l'organisation socio-spatiale du quartier environnant. L'esplanade 'do Comercio' est la porte d'entrée maritime pour les touristes, son développement va augmenter les capacités d'accueil des touristes étrangers souvent de passage pour une journée. De ce fait, le développement des commerces du quartier se fera sentir dès l'inauguration du terminal, prévue une semaine avant le début de la Coupe du Monde. Ce développement des commerces accélérera le processus de gentrification de ce quartier historique comme nous l'expliquons dans la section 3 de ce chapitre.

d. Les projets de mobilité urbaine se traduisent par la construction de voies rapides créant de nouvelles frontières physiques

Le principal projet réalisé dans le but d'accueillir la Copa en matière de mobilité urbaine a été la construction d'une voie express reliant l'aéroport jusqu'au centre-ville. Le déroulement des travaux s'est effectué en deux phases.

La première phase des travaux a pour but de relier le port de la ville à la BR354, qui elle remonte jusqu'à l'aéroport. Pour ce projet, plus de 480 millions de reals, soit 162 millions d'€ ont été investis par l'Etat de Bahia.

Selon le Secretaria au Développement Urbain de Bahia (SEDUR), durant les quatre années de travaux effectués pour réaliser l'extension de 3,2 km, 653 désappropriations ont été effectuées, dont 450 habitations et le reste de commerces (G1 Globo, 01.11.2013).



Figure 45 : Extension de la Via Expressa ; source : Globo, 01.11.2013

Le tracé de ce nouveau tronçon de la via-expressa passe sur des zones du centre historique, dans lesquelles habitent des populations issues des classes les plus pauvres (Nobre, 2013). Les quartiers détruits étaient donc des quartiers populaires. Malgré quelques passerelles, la nouvelle infrastructure crée une nouvelle barrière physique entre les quartiers l'avoisinant, ce qui renforce la fragmentation spatiale de l'espace urbain.

La deuxième phase du projet est de construire la 'Linha Viva', une voie rapide de 17,7km reliant l'accès nord de la ville à l'aéroport, permettant de relier ces deux points en 15 minutes. Pour permettre la réalisation de cette nouvelle voie rapide urbaine, une aire de 4 643 801 00 m² a été libérée grâce à un décret promulgué par la municipalité de Salvador. Cette aire a été déclarée comme étant « d'utilité publique » (Globo, 02.08.2012). Elle passe en centre du 'miolo', principalement constitué d'habitations populaires. Sa construction doit débuter dans 48 mois (Linha Viva Salvador, 2014). L'impact que va avoir ce projet sur les populations va être très important en créant de nouvelles frontières dans des zones majoritairement peuplées par des populations défavorisées. La conséquence de ces aménagements va être d'accentuer la fragmentation socio-spatiale dans cette zone.

Des associations d'habitants ont dénoncé le fait que ce projet engendre des déplacements forcés de population. Une enquête a été lancée par des rapporteurs de l'ONU de manière à étudier si le droit à l'habitat est respecté par les pouvoirs publics lors de la réalisation des travaux. Une première étude de terrain a été menée par Raquel Rolnik¹¹, qui est partie à la rencontre des communautés faveladas impactées par le projet (Bocao News, 17.02.2014).

¹¹ Raquel Rolnik est architecte, urbaniste et professeure à la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'UNiversité de São Paulo



Figure 46 : Tracé prévisionnel de la Linha Viva ; source : Stella Viva, 07.11.2012

e. Les aménagements touristiques :

Plusieurs projets sont portés par la ville de Salvador pour en valeur de ses quartiers touristiques. La piétonisation du front de mer est la dernière action allant dans ce sens ayant été effectuée par les pouvoirs publics à l'approche de la coupe du monde. Pour ce projet, la municipalité de Salvador a investi 111 millions de reais, divisés en 9 tranches, comprenant les quartiers de São Tomé de Paripe, Tubarão, Ribeira, Barra, Rio Vermelho, Jardim de Alá/Armação, Boca do Rio, Piatã e Itapuã (voir la carte des projets ci-dessus)

Ce projet inclus 50 000 m² de nouvelles aires piétonnes, 6km de pistes cyclables et 10km de nouveaux luminaires. Le but fixé par les autorités au moment du lancement des opérations est de parvenir à terminer les neuf tranches avant le coup d'envoi de la coupe du monde (Correio, 12.06.2013). Ce projet de développement des aires piétonnes et de réappropriation des espaces auparavant réservés aux voitures apporte de grands changements pour les quartiers concernés.

De par sa situation exceptionnelle à la pointe de la péninsule de Salvador, la Orla¹² da Barra est une des zones les plus fréquentées de la ville, elle est un lieu incontournable pour les touristes arrivant pour la coupe du monde.

« La revitalisation de la Orla de Barra va être un changement total, qui va passer par un changement culturel » indique le préfet Acm Neto (Correio, 12.06.2013).

Une piétonisation des neuf bords de mer est préconisée, permettant l'installation de commerces et de terrasses pour les restaurants. Ce projet va augmenter l'attractivité de ce site et instaurer un processus de spéculation plus ou moins important en fonction des sites (Pawlas, 2011). Si les travaux ne modifient pas directement la réalité de la fragmentation socio-spatiale des quartiers concernés, l'augmentation du prix du foncier va exclure progressivement les populations les moins aisées, se déplaçant vers des quartiers de la ville ayant un cout du logement plus abordable.

¹² La traduction du mot portugais 'orla' est 'bord'. Par Orla de Barra, on entend le bord de mer du quartier de Barra



Figure 47 : La piétonisation de la Orla de Barra. Source : Portal da Copa

Les différents projets portés pour la ville de Salvador étant en lien avec l'organisation de la Coupe du Monde ne vont pas systématiquement provoquer des déplacements de population. Néanmoins, tous participent au développement de la spéculation, phénomène qui provoque de profonds changements sociaux au sein des quartiers concernés par les aménagements. De plus, la construction d'infrastructures telles que la voie rapide a pour conséquence de créer de nouvelles frontières.

Deux processus distincts sont donc provoqués par l'organisation de la Coupe du Monde. Tout d'abord, l'expulsion progressive des populations les plus pauvres du centre-ville vers des zones plus périphériques due à la spéculation immobilière, réduisant la fragmentation socio-spatiale dans le cœur de la ville. Puis, du fait de l'emplacement des infrastructures de transport, l'augmentation de la fragmentation spatiale.

4. La rénovation urbaine du centre historique de la ville de Salvador illustre les mécanismes qui impactent la réalité de la fragmentation socio-spatiale

a. Les programmes de réhabilitation urbaine sont un moyen pour les villes d'accroître leur attractivité

La ville de Salvador, pour soigner son image de ville touristique, a lancé différents projets de rénovation urbaine dans le but de requalifier le centre historique de la ville de Salvador, largement en proie à un problème d'abandon de ses bâtiments. Le processus de rénovation urbaine est toujours intéressant à suivre pour les architectes et urbanistes, car ceux-ci entraînent pour la plupart du temps une réorganisation de la dynamique sociale des quartiers concernés grâce à la création de nouvelles activités économiques, de l'évolution du marché de l'immobilier et surtout de l'évolution de la population habitant les zones bénéficiant d'investissements. La somme de ces évolutions génère un processus de gentrification de ces quartiers (Nobre, 2013).

L'évolution du contexte politico-économique mondial à partir des années 1980 a causé une importante vague de départs des activités industrielles des pays développés, entraînant une

modification de la donne économique pour les anciennes métropoles industrielles (Nobre, 2013). Nombre d'aires portuaires, de zones ferroviaires ou encore de grands bâtiments industriels furent abandonnés (Mourad, 2011). Ce phénomène a entraîné une réorientation des politiques urbaines dans beaucoup de ces villes dans le but de stimuler le développement économique des agglomérations, d'attirer des investisseurs pour permettre la création d'emplois (Fainstein, 1991).

Pour mener à bien cet objectif, une stimulation du marché de l'immobilier est effectuée par les instances gouvernantes. C'est ainsi que des programmes de réhabilitation de quartiers sont apparus dans diverses métropoles à travers le monde (Nobre, 2013). Les grands projets de rénovation urbaine attirent de nouvelles activités grâce à la construction d'infrastructures destinées à abriter commerces, centres d'affaire, restaurants ou encore centres sportifs. Les stratégies adoptées varient selon les villes, certaines se basant sur l'organisation de méga-événements comme ce fut le cas avec l'organisation de l'exposition universelle à Lisbonne en 1998 (Carrière & Demazière, 2004) ou aujourd'hui à Récife avec le projet de nouveau centre urbain (Ramalho & co, 2012). Avec ces projets, un véritable marketing urbain est mis en place (Harvey, 1989). Une des répercussions principales des interventions urbaines est de générer l'arrivée de populations issues de la classe des jeunes cadres, attirés par la proximité du travail ainsi que par la vie culturelle de ces zones (Nobre, 2013).

b. Le Pelourinho est un quartier au fort potentiel touristique qui a subi un délabrement progressif

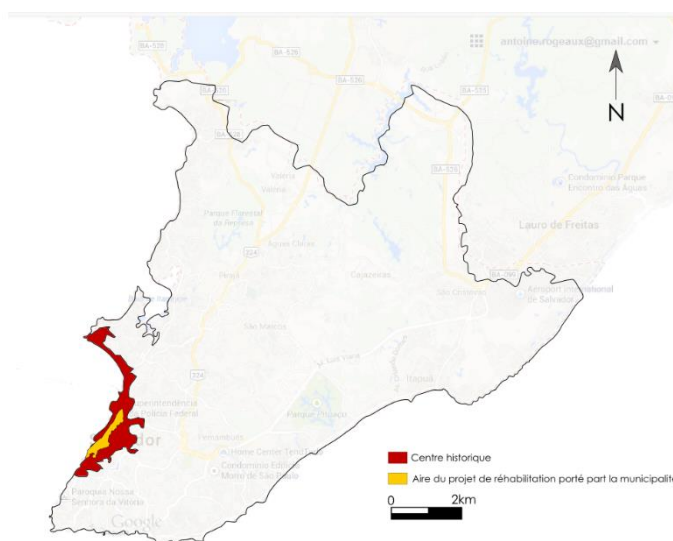


Figure 48 : Localisation du centre historique ; réalisation: Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas

Dans le cas de la ville de Salvador, un des grands projets de réhabilitation urbaine se situe dans le quartier du Pelourinho. Au cours de la deuxième partie du 20^{ème} siècle, ce quartier du faire face à un processus d'abandon de la part des classes sociales ayant un haut revenu, de manière similaire à celle connue par l'ensemble des villes brésiliennes (Villaza, 1998). Le quartier du Pelourinho fait partie de la *cidade alta* de Salvador, qui lors de la période coloniale était la zone la plus riche de la ville (Dabrowski-Sangodeyi, 2003). Lorsque le gouvernement de l'Etat décida de construire le nouveau Centre Administratif de Bahia à proximité de l'aéroport, et donc en périphérie de l'historique centre-ville, la perte d'importance de ce quartier fut une nouvelle fois accrue et entraîna un peu plus le délaissement de cette zone (Nobre, 2013). Le résultat de cet abandon est que le quartier est désormais considéré comme étant une zone dangereuse dans laquelle il n'est

pas conseillé de s'aventurer seul, ou le trafic de drogue et la prostitution sont des phénomènes très présents (Nobre, 2013).



Figure 49 : Quartier du Pelourinho ; Source : veja.com.br

c. Le Pelourinho fait depuis 1985 l'objet d'une politique de réhabilitation de la part des différentes administrations

En 1985, l'UNESCO a classé le Pelourinho comme étant patrimoine de l'humanité. Un premier projet de réhabilitation est alors lancé par la ville de Salvador, mandatant l'architecte Italienne Lina Bo Bardi pour résoudre le problème de la dégradation physique des bâtiments du quartier. Nombre de bâtiments emblématiques furent alors restaurés¹³ dans le but de mettre en avant la culture soteropolitanaise (Nobre, 2013). Des habitations destinées aux populations ayant un bas revenu furent également restaurés, auxquels l'architecte ajouta des locaux destinés à accueillir des commerces. La philosophie du projet de Lina Bo Bardi fut de maintenir une diversité des usages dans le quartier du Pelourinho, de manière à éviter l'expulsion des classes sociales les plus défavorisées (Nobre, 2013).

En 1991, l'Etat de Bahia décida d'intervenir à son tour, entraînant une modification du processus de réhabilitation du quartier, de manière à garantir son intégrité pour préserver son potentiel touristique. Deux principaux objectifs sont ainsi affichés (IPAC, 1995):

- Promouvoir la réhabilitation et la restauration physique de l'aire considérée pour optimiser son potentiel économique pour la ville de Salvador et la région métropolitaine ;
- Promouvoir les conditions d'une préservation durable grâce au développement des activités économiques au sein du quartier.

Avec ce programme concernant une superficie de 12ha (Mourad, 2011), nombre de réalisations furent effectuées de manière à améliorer les infrastructures (télécommunications, énergie ou encore eau courante). Nombre de bâtiments furent restaurés suite au rachat par l'Etat des bâtiments ou grâce à un financement des travaux pour les propriétaires proposé dans ce projet. En fonction des bâtiments, les différentes stratégies possibles étaient la restauration, la

¹³ Dans le cadre de ce projet, entre 1986 et 1989, furent rénovés des bâtiments tels que la Casa de Olodum, la Fondation Pierre Verger, la Casa do Benin ou encore le Complexe de Barroquinha

récupération de la structure, la restructuration ou bien la préservation (Nobre, 2013). Durant la période de réalisation de ce programme (1992-1999), 76 millions de US\$ furent dépensés pour la restauration de 1350 maisons, églises, monuments ou musées. Pour mener à bien cette opération l'Etat bahianais a racheté 32% des bâtiments concernés par la réhabilitation (Nobre, 2013). Les premières interventions effectuées dans le cadre de ce programme furent de d'organiser la désappropriation des bâtiments en indemnisant les propriétaires. Cependant, la majorité de la population habitait dans des habitats précaires et cortiços, dans des conditions de sous-location irrégulières, et ne furent ainsi pas insérée au projet, ce qui arrangea les pouvoirs publics, qui privilégiaient la solution du dépeuplement du quartier et particulièrement des populations les plus pauvres, de manière à faciliter la réhabilitation (Mourad, 2011). Ce programme était divisé en sept étapes réparties dans le temps.

Pour viabiliser le programme de récupération du centre historique et aider la 7^{ème} étape du programme lancé par l'Etat de Bahia, le programme fédéral Monumenta fut mobilisé. Cet outil est proposé par le ministère de la culture dans le but de sauvegarder le patrimoine culturel brésilien. Avec ce partenariat, l'objectif est de « compléter le processus de récupération du centre historique dans sa totalité » (Mourad, 2011). Le principal but de la 7^{ème} étape de récupération du centre historique est de permettre de lui rendre un usage résidentiel à large échelle, intégrant une diversité des usages. Cependant, ce projet n'intègre pas la diversité sociale (Mourad, 2011).

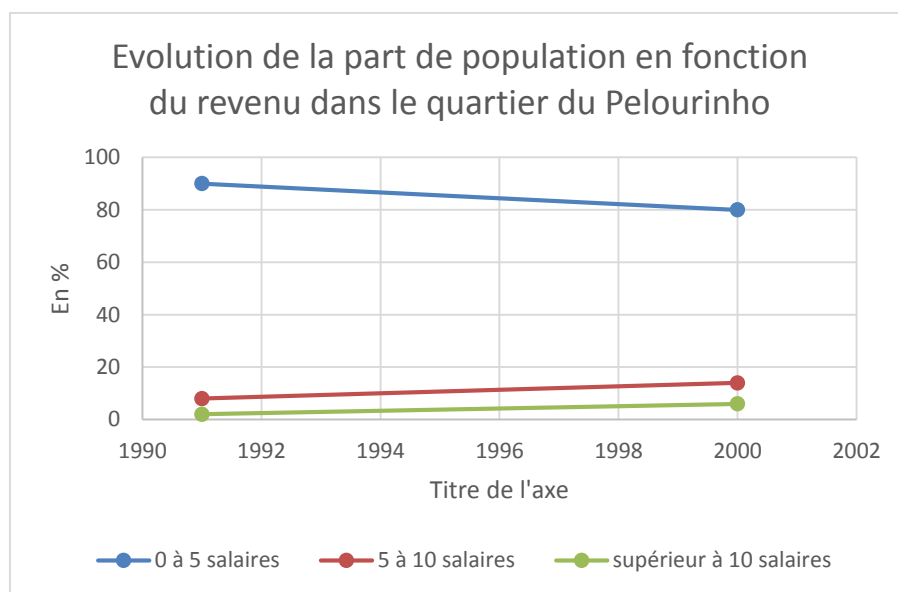
d. Suite aux programmes de réhabilitation urbaine, une gentrification s'est effectuée dans les zones impactées

Après le processus de restauration, des activités liées au tourisme et aux loisirs se sont développées dans le quartier. Les rez-de-chaussée sont occupés par des commerces, bars et restaurants typiques. Les grandes résidences se sont converties en galeries d'art et musées. Les interventions menées par les pouvoirs publics ont continué, avec notamment la rénovation de la Praça da Sé (Nobre, 2013). Le développement du tourisme dans la ville de Salvador s'est accru depuis la mise en place des programmes de réhabilitation urbaine. Le nombre nuitées dans les hôtels soteropolitains est passé de 210 à 340 mille entre 1981 et 1997. Suite aux interventions, 65 % des bâtiments ont été convertis à un usage commercial, alors que seulement 16% pour des bâtiments ont un usage résidentiel (Nobre, 2013). Un grand nombre des familles habitant au Pelourinho avant les opérations de réhabilitation ont choisi, poussées par la compensation financière¹⁴ proposée par l'Etat de Bahia. De ce fait, 85 % des familles ont choisi de vivre dans un autre quartier.

Suite à ces changements sociétaux, entre les années 1980 et 2000 la population a baissé de 67 %, alors que dans le même temps la population de la ville de Salvador a augmenté de 62% (IBGE, 1982 & 2001). De plus, les populations les plus pauvres sont les plus impactées par cette évolution. Une baisse de 10% de la part de familles ayant un revenu compris entre 0 et 5 salaires minimums a eu lieu entre les années 1991 et 2000, alors que la part des familles ayant un revenu supérieur à 10 salaires minimum par mois a augmenté de 6% (IBGE 1991 & 2000).

¹⁴ Lorsqu'une famille accepte de déménager, elle reçoit une compensation financière de 900 US\$, alors que le revenu moyen par mois d'une famille à Salvador est de moins de 100 US\$ (IPAC, 1995)

Tableau 11 : Evolution de la part de population en fonction du revenu dans le quartier du Pelourinho. Source : IBGE 1991 - 2000. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas



Après plus de vingt années durant lesquelles le Pelourinho a fait l'objet d'une politique de réhabilitation, il a vécu une mutation profonde. Alors qu'il était un quartier résidentiel en mauvais état essentiellement dédié aux populations à bas revenu, il est aujourd'hui devenu une zone quasiment entièrement dédiée au commerce et au tourisme, lui faisant courir le risque de perdre son identité originelle, ne devenant qu'une image touristique promotionnelle (Nobre, 2013 ; Mourad, 2011).

Les processus d'intervention urbaine à large échelle, comme celui réalisé dans la ville de Salvador, provoquent un processus d'épurement de la population pauvre dans le quartier concerné. Ce phénomène d'exclusion des populations les plus pauvres peut être considéré comme étant une violation des droits de ces personnes, en particulier celui de l'habitat (Mourad, 2011). Le rapporteur des droits au logement constate que dans les 7 étapes de la réhabilitation du centre historique, les droits des habitants sont violés à plusieurs reprises, les quatre principaux sont les suivants (Saule Junior & al, 2005) :

- Violation du Droit à un Logement Adéquat ;
- Violation du Droit à la Gestion Démocratique de la Ville ;
- Violation du Droit à l'Identité et à la Manifestation Culturelle ;
- Violation au Droit du Travail.

Dans cette logique, l'association des habitants et amis du centre historique de Salvador (AMACH), dénonce la Compagnie du développement urbain de l'Etat de Bahia (CONDER) pour la violation du droit du logement qu'elle a engendré (Mourad, 2011).

En rénovant les quartiers historiques dans le but d'optimiser leur potentiel touristique, il est possible d'affirmer qu'un processus de gentrification de ces zones a lieu, provoquant un déplacement des populations les plus pauvres en périphérie, les éloignant des zones de travail. De ce fait, en altérant la réalité sociale d'un quartier du centre-ville étant au départ une zone résidentielle occupée par les populations les plus démunies, la fragmentation socio-spatiale de la ville de modifiée.

Au-delà des projets directement liés à l'organisation de la coupe du monde 2014, il est possible de voir que des projets urbains visant à promouvoir l'image de la ville, ce qui est dans la même logique que celle adoptée en organisant la coupe du monde, ont un impact direct sur la réalité de la fragmentation socio-spatiale de la ville de Salvador.

L'augmentation des prix des loyers dans le quartier où s'opère la spéculation immobilière causée par les projets de la Copa et la sensation que cette événement ne fait pas partie intégrante d'un projet de développement urbain profitant à la population attise de nombreuses polémiques au Brésil et à Salvador, causant de fortes tensions sociales.

C. La Copa 2014 est la cause de forts mouvements contestataires

1. Un sentiment de désappropriation vis à vis de la Copa

a. Les matchs de la coupe du monde ne paraissent pas être dédiés à la population brésilienne

Selon les instances dirigeantes du football, la coupe du monde est organisée pour la population brésilienne « On a été au Brésil pour leur faire plaisir » indique Michel Platini, président de l'Union Européenne des Associations de Football. La communication officielle est donc que l'organisation de cet événement est en grande partie effectuée pour le plaisir des locaux.

Cependant, les stades construits paraissent ne pas être conçus pour recevoir un public brésilien appartenant aux classes populaires. Paulo Ormino¹⁵ nous indique lors de l'entretien que nous avons effectué avec lui que selon lui :

«La FIFA désire transformer le football en un sport d'élite, de la même manière que peuvent l'être le tennis ou le golf. Les « arènes » destinées à accueillir les matchs de la coupe du monde doivent être exclusivement destinées à ce sport et avoir un nombre limité de places, 45 000 en moyenne. Elles doivent être dotées de salons et de stationnements VIP, de loges d'opéra, de restaurants de luxe, de musées, d'ascenseurs et d'escaliers roulants. Dire que l'arène détient d'autres usages est une farce. Sans piste d'athlétisme, par lesquelles peuvent entrer camions et grues pour préparer le terrain et recouvrir l'herbe, cela est impossible. Les tarifs vont être similaires à ceux pratiqués en Europe alors que les stades dépendent d'importants financements gouvernementaux. Cela n'est pas la tradition brésilienne du jeu populaire qu'est le football »

Si l'on s'en réfère aux tarifs proposés par la FIFA pour les matchs de la Coupe du Monde, il apparaît que d'une part, ils sont largement au-dessus des moyens des classes populaires. En effet, le salaire minimal au Brésil en 2014 est de 724 R\$ par mois (Portal Brasil, 2014), alors que les tarifs pour assister à un match de poule sont en moyenne pour les brésiliens largement supérieurs à 300

¹⁵ Paulo Ormino est professeur de pos graduação à la Faculté d'Architecture de l'Université Fédérale de Bahia. Il est membre du conseil d'Etat de la Culture de Bahia, il a également présidé l'institut des Architectes du Brésil – Département de Bahia pour la période 2007-2010

R\$. La politique de la FIFA est de réserver quelques tribunes pour les brésiliens¹⁶, et d'appliquer à celles-ci un tarif plus avantageux que pour le reste du stade (Uol Copa, 2014). Voir annexe 4.

b. L'Arena Fonte Nova n'a pas vocation à un usage populaire

L'emplacement du nouveau stade est situé sur un ancien terrain ayant une place importante dans la mémoire bahianaise (ibahia, 25.11.2012). La construction de l'Arena Fonte s'est effectuée en lieu et place d'un ancien monument faisant partie du patrimoine architectural de la ville, abritant un complexe sportif, appelé Vila Olimpica, destiné à accueillir divers types de sports¹⁷. Le nouveau stade a un coût élevé pour la société et hormis quelques événements organisés lors de l'intersaison du championnat de football brésilien, il n'est utilisé que pour des matchs de football. En effet, hormis la coupe du monde la fonction de l'enceinte est d'accueillir l'équipe de football professionnelle du *Esporte Clube Da Bahia*, jouant actuellement en première division du championnat du Brésil. En détruisant des infrastructures telles qu'une piscine olympique, la ville a perdu un complexe sportif situé au centre de Salvador. Nombreuses sont les fédérations et athlètes à alerter les pouvoirs publics sur ce sujet (ibahia, 25.11.2012). La mixité des usages est donc réduite avec la construction du nouveau stade, restreignant de ce fait la diversité des populations ayant accès à ce lieu.

Alors que six projets ont répondu à l'appel d'offre lancé par la municipalité de Salvador, celui qui a été retenu est le celui le plus orienté de manière à répondre aux attentes de la FIFA. Le comité qui examine les différents projets a donc choisi le stade se dédiant le plus au football, au détriment des projets proposant une diversité d'usages, tels que celui proposé par Carl Von Hauenschild. Dans l'entretien que nous avons réalisé avec lui, il nous a présenté son projet, basé sur le principe de la multiplicité des usages. Dans celui-ci, la préservation de la piscine olympique était préconisée tout comme celle du gymnase et de la piste d'athlétisme. De plus, le projet incluait en son sein un centre commercial et prévoyait une utilisation diversifiée du terrain. Pour permettre l'organisation de concerts ou de divers événements, un module rétractable avait été pensé par l'architecte. Des alternatives à la solution de construire une arène dédiée au football étaient donc possibles, mais les attentes de la FIFA, ont eu raison de ces options comme le précisent nos interlocuteurs dans les divers entretiens que nous avons réalisés.

« Le principe de notre projet était de préserver les fonctions de la Vila Olimpica tout en les amplifiant. Ce qui faisait la particularité de notre proposition était d'inclure de nouveaux usages. Dans cette logique, nous avons proposé de construire aux abords du stade un centre des conventions, un musée ainsi qu'un centre commercial. Le gymnase était prévu pour accueillir 15 000 personnes pour qu'il puisse également accueillir d'autres types d'événement. La question de la mobilité était également travaillée en installant au sous-sol un parking, et en adoptant un système de plateformes aux différents niveaux permettant de relier le stade et ses infrastructures aux quartiers voisins, tel que celui de Nazaré. »

¹⁶ Il s'agit de la catégorie 4, la moins bien placée pour suivre le match (Voir annexe 4)

¹⁷ Piscine Olympique, gymnase et piste d'athlétisme étaient présent sur cette zone

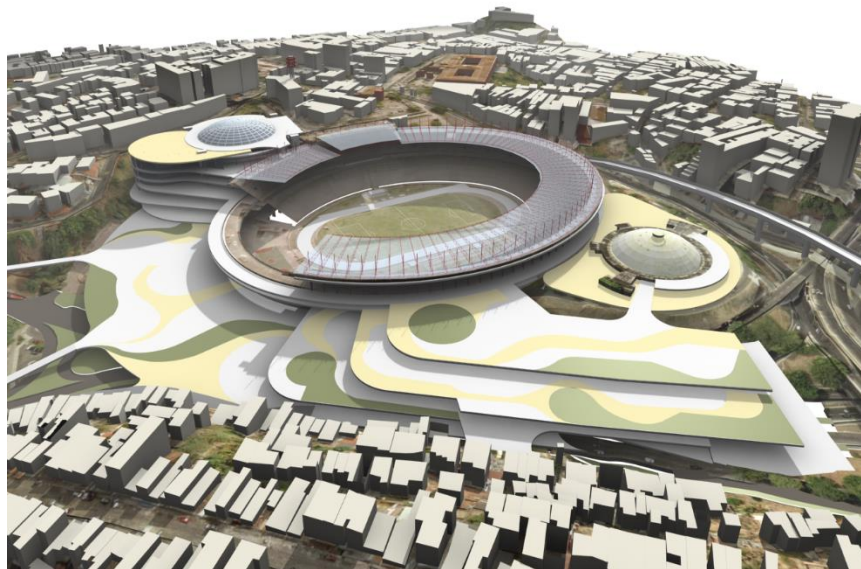


Figure 50 : Projet proposé par Carl Von Hauenschild ; Source : APRESENTAÇÃO FONTE_NOVA Carl Von Hauenschild

Le choix effectué par les pouvoirs publics a été de privilégier les attentes de la FIFA plutôt que de répondre aux besoins réels de la ville. Marco Aurelio¹⁸, dans l'entretien qu'il nous a accordé, indique que l'organisation de la coupe du monde et les coûts liés à la construction de nouvelles infrastructures génère va générer un 'day-after' très coûteux pour la société :

« Le 'day after' n'est pas positif, quand on considère que ces investissements ont été réalisés pour des équipements élitistes alors qu'ils auraient pu être consacrés à des investissements dans le secteur social, il est possible de comprendre le ressentiment d'une partie de la population »

Alors que comme précisé dans l'introduction le Brésil est un des pays les plus inégalitaires au monde, une grande partie de la population ne comprend pas les investissements réalisés pour accueillir ce méga-événement.

2. La population majoritairement contre la Copa

a. Des manifestations et émeutes menées en réaction à l'organisation de la Copa

Lors des derniers mois, le Brésil a été marqué par une série de grèves et de révoltes en lien avec l'augmentation du coût de la vie et les investissements réalisés par le gouvernement. L'augmentation du coût du ticket de transport de 7% fut l'élément déclencheur de grands mouvements citoyens, réclamant un arrêt de la hausse des prix (le monde, 14.06.2013 & 18.06.2013). Ces manifestations se déroulèrent durant la Coupe des Confédérations, sorte de répétition générale avant la Coupe du Monde. Sous les caméras du monde entier, de violentes manifestations se déroulèrent dans les grandes villes brésiliennes.

¹⁸ Marco Aurelio est professeur dans la Faculté d'Architecture de l'Université Fédérale de Bahia, il est également chercheur sur les thématiques des processus de développement Urbain Contemporains ainsi que sur l'histoire de la ville. Il est le créateur et coordinateur de l'Observatorio da Copa 2014 de Salvador

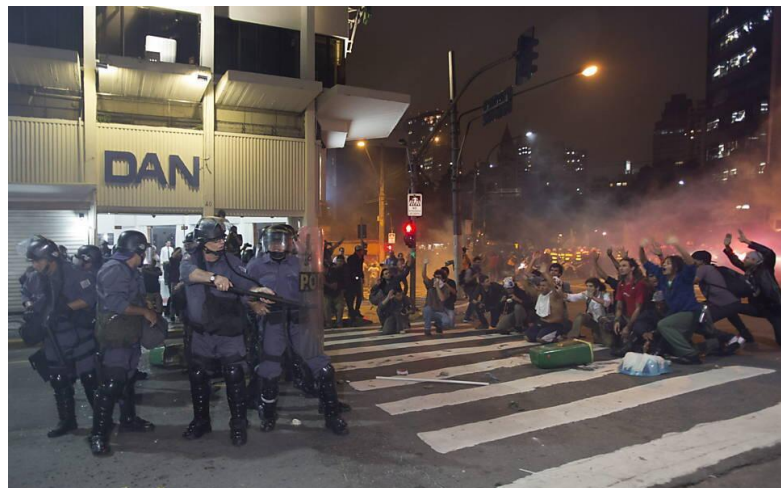


Figure 51 : Manifestations du 13.06.2013 à São Paulo ; source : le monde, 14.06.2013

Si les manifestations les plus marquantes ont eu lieu durant le mois de juin 2013, de prémisses étaient détectables. Lors des mois de mars, avril et mai, la mobilisation d'une partie des citoyens en raison de l'augmentation du coût des transports publics avait commencé à se faire sentir dans des villes telles que Recife, Curitiba ou encore Porto Alegre. Si les manifestations dans les plus grandes villes ont eu lieu plus tard, c'est que l'annonce de la hausse des prix s'est faite en juin. La simultanéité de la hausse du prix des transports en commun dans les différentes villes du pays s'explique avec le calendrier électoral. Les élections générales ont lieu le 05 octobre 2014, et il est coutume de ne pas augmenter les tarifs durant une année électorale (De Melo Romão, 2014).

Les manifestations de juin à Rio de Janeiro et São Paulo n'étaient donc pas spontanées, car elles avaient déjà eu lieu dans un bon nombre de ville, et simultanément. Les groupes d'étudiants étaient coordonnés, parfois avec l'appui de syndicats et souvent avec l'aide des professeurs (De Melo Romão, 2014). Les revendications des manifestants portent sur des thématiques qui sont considérées comme étant justes, car touchant une grande partie de la population, qui plus est souvent touchée par la précarité. Les personnes utilisant les transports en commun ne sont pas les classes les plus aisées, qui cherchent souvent à fuir ces lieux considérés comme étant des lieux souffrant d'une forte insécurité. Il n'est pas nécessaire d'être usager des transports en communs pour adhérer aux revendications (De Melo Romão, 2014). Des personnalités ont pris parti en faveur des manifestants, comme les footballeurs membres de la sélection nationale brésilienne *Hulk* ou *Dani Alves* (Le monde, 18.06.2013).

Les manifestations ont eu un caractère local, mais également un caractère national, certes moins exposé au départ mais très présent. Au fur et à mesure que le mouvement s'est amplifié durant le mois de juin 2013, la répression policière fut progressivement de plus en plus forte. Les images tournées durant le déroulement des protestations alimentèrent la prise de position des médias en faveur des manifestants (De Melo Romão, 2014). Le Brésil est sorti il y a peu de temps de la dictature militaire. Dans cette logique, la population aiverde est très réceptive à la réflexion qu'effectue le philosophe brésilien Safatle, il indique que :

« Beaucoup aiment dire que, à l'intérieur de la démocratie, toute forme de violation contre l'Etat de droit est inacceptable [...] Or il est coutume de dire qu'une des plus grandes astuces du diable est de nous convaincre qu'il n'existe pas. Une des plus grandes astuces du discours conservateur est de nous convaincre que, la nature le prouve, le conflit des classes est un délire de centenaire gauchiste » (Safatle, 2012)

La réaction de la population face à la tentative de contenir une manifestation venant des classes populaires sous prétexte qu'elles tentent de violer l'Etat de droit fut de lancer un fort mouvement de sympathie pour les manifestants (Pereira & al, 2014).

Le 17 juin, les plus grandes manifestations jamais enregistrées dans les villes du pays se déroulèrent, revendiquant non plus seulement une baisse des tarifs mais également une meilleure prise en compte des droits des citoyens, cette mobilisation étant stimulée par la violence policière qui a eu lieu durant les dernières manifestations. Après les premières manifestations focalisées sur l'augmentation du coût du ticket de transport, les manifestants ont élargi leur champ de revendications à une lutte contre la violence policière puis contre le gaspillage de l'argent public dans la corruption et l'organisation de méga-événements (De Melo Romão, 2014). Un des slogans portés par le Mouvement menant les manifestations « Movimento Passe Livre (MPL) » est le suivant :

Copa FIFA = 33 bilhões\$
Olimpíada = 26 bilhões\$
Corrupção = 50 bilhões\$
Salário Min. = 678 reais\$
e você ainda acha que é por 20 centavos???
(Et vous pensez toujours que c'est pour 20 centimes ???)

Les plus grandes manifestations ayant eu lieu au Brésil se sont donc déroulées pour signifier une « Critique de l'utilisation de l'argent public dans le but de rénover et de construire des stades destinés à accueillir des événements internationaux » (De Melo Romão, 2014). Au-delà du fait de construire des stades, le reproche qui est fait aux autorités par la population mobilisée est le choix de l'emplacement des nouvelles infrastructures. Le football est un sport très populaire au Brésil, cependant dans certaines régions comme le Norte et le Centro-Oeste (voir annexe 6), cette activité n'est pas aussi présente, ce qui se traduit par l'absence d'équipes présentes au plus haut niveau (Pereira & al, 2014). Un des exemples de construction de stade à la capacité démesurée par rapport au niveau de l'équipe de football est celui de la ville de Cuiabá. L'équipe de cette ville est actuellement en troisième division, et n'a jamais dépassé cet échelon.

A la suite de la vague de manifestations de juin 2014, le comité populaire de la coupe du monde¹⁹ a promis d'organiser des actions dans les 12 villes hôtes (Yahoo Brasil, 14.06.2013). A 30 jours du début du mondial, les protestations sont toujours d'actualité.

« Grève des chauffeurs de bus à Rio, manifestation des sans-logis à São Paulo, occupation des locaux des géants du BTP chargés de la construction des stades de la Coupe du Monde... Les esprits s'échauffent à l'approche du coup d'envoi de la Copa »
(Les Echos, 13.05.2014).

Les autorités s'inquiètent de voir les manifestations se prolonger durant les événements, au grand dam des instances dirigeantes du football mondial.

¹⁹ Les Comitê Popular da Copa (CPC) sont des initiatives lancées par des mouvements sociaux organisés en partenariat avec des universités et des entités de la société civile dans le but de lutter contre les violations de droits causées par la réalisation des aménagements liés à la Coupe du Monde. (Portal da Copa, 14.05.14)

« Il faut dire aux brésiliens qu'ils ont la Coupe du Monde et qu'ils sont là pour montrer les beautés de leur pays, leur passion pour le football et que si ils peuvent attendre 1 mois avant de faire des éclats un peu sociaux, ce serait bien pour le Brésil et pour la planète football. [...] Le Brésil, faites un effort pendant un mois, calmez-vous. » Indique à nouveau le président de l'UEFA.

Les dernières manifestations sont motivées par le contraste entre le coût des nouveaux stades²⁰ et la précarité de la plupart des services publics conjuguée à la spéculation causée par la construction des nouveaux stades (Les Echos, 13.05.2014).

Le contexte de l'organisation de la Coupe du Monde correspond avec l'arrivée des prochaines élections présidentielles, le 5 octobre 2014. L'approche de cette échéance tend les rapports entre les protagonistes et attise les conflits (The Real News, 25.04.2014).

b. Les pouvoirs publics face à ces mouvements citoyens.

Face à ces mouvements de protestation de masse de dizaines de milliers de personnes, inédites pour le pays et sans leader réel. En effet les manifestations se déroulant sur tout le territoire, aucun parti politique ne semble véritablement les mener. Les pouvoirs publics ont été en premier lieu perplexes avant commencer à devenir anxieux à l'approche de la Coupe du Monde (De Melo Romão, 2014).

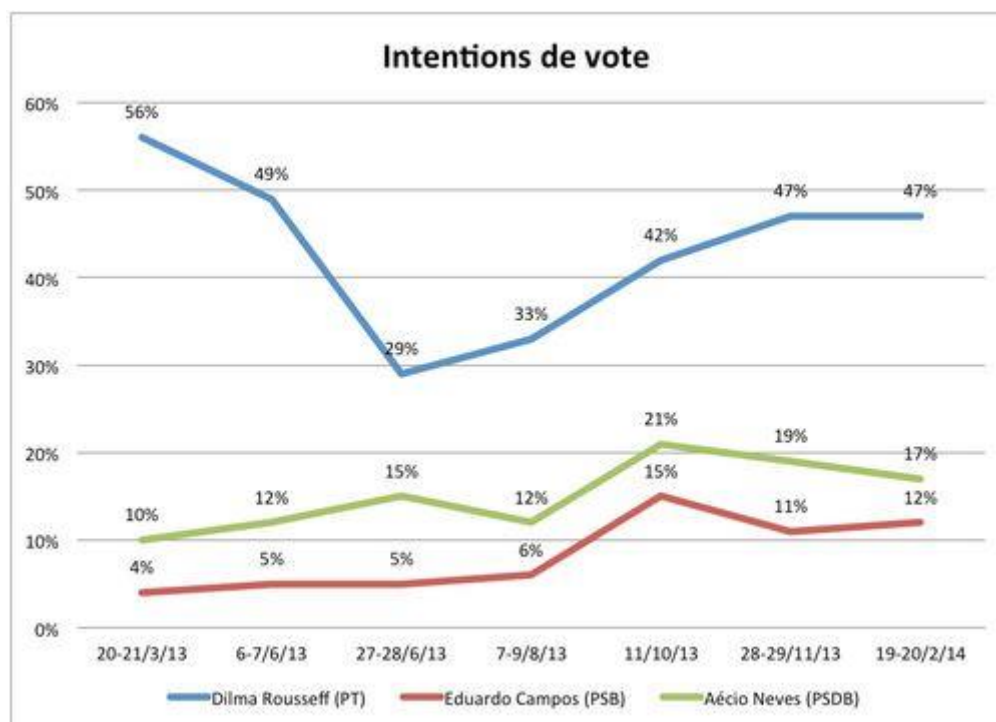
Le 18 juin 2013, après s'être entretenue avec l'ancien président Lula et le maire de São Paulo, la présidente Dilma Rousseff s'est exprimée et a affirmé son soutien aux manifestants, assurant comprendre leurs revendications. Les manifestants ont eu gain de cause quant à l'annulation de l'augmentation du coût des transports (Le monde, 18.06.2014). Concernant le contrôle des dépenses publiques, la réponse apportée fut de proposer cinq différents « pactes », qui sont les suivants :

1. Responsabilité fiscale : soutenir une position de combat ferme face à l'inflation ;
2. Réforme politique : durcir la loi sur la corruption, en lui donnant le statut de crime ;
3. Santé : augmenter l'investissement et embaucher des professionnels étrangers dans les zones délaissées du pays ;
4. Transports collectifs : Proposer une exonération de taxes pour l'huile diesel et l'énergie électrique en plus d'augmenter l'investissement dans les travaux de mobilité urbaine ;
5. Education : dédier 100 % des taxes du pétrole et 50 % de celles des infra-salifères aux politiques sur l'éducation.

Les manifestations ont beaucoup affecté la popularité de Dilma Rousseff, relançant la course à la présidentielle de 2014. Le succès des manifestations laisse envisager une mobilisation similaire lors de la Coupe du Monde, ce qui aurait un fort impact sur le résultat des élections. « La possibilité d'une réédition des manifestations durant la période de la Coupe du Monde est grande » (De Melo Romão, 2014).

²⁰ 10 milliards d'euros ont été mobilisés pour organiser la Coupe du Monde (Les Echos, 13.05.2014)

Tableau 12 : Evolution des intentions de vote pour les principaux candidats à l'élection présidentielle. Source : Observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes



Le peuple brésilien est passionné par le football. Dans un contexte marqué par les inégalités et le cloisonnement des différentes classes qui composent la population, il est un élément fédérateur. Les carences des services publics ont eu raison de la ferveur populaire qui aurait pu exister autour de l'organisation de cet événement. Les montants engagés dans la construction de nouvelles infrastructures qui apparaissent ne pas toujours être justifiables ont eu pour conséquence de générer des mouvements sociaux sans précédent dans l'ancienne colonie portugaise. Ces manifestations entraînent des bouleversements sur la scène politique, particulièrement à l'approche des élections. De plus, ces protestations ont une répercussion internationale, ce qui eut pour conséquence de faire apparaître la Coupe des Confédérations comme étant la Coupe des contestations (Pereira & al, 2014). Nous sommes sur le point de savoir si la Copa 2014 va connaître le même destin, tout laisse à présager que celle-ci le sera d'autant plus. Les mouvements de contestations sont aussi très présents à Salvador.

3. La population de Salvador se mobilise face à l'organisation de la Coupe du Monde

a. Les mouvements sociaux à Salvador

Les manifestations qui se sont déroulées dans le pays ont également eu lieu à Salvador. Le 17 juin 2013, plus de 5 000 personnes ont manifesté en soutien aux mouvements sociaux qui avaient alors lieu à São Paulo et à Rio de Janeiro en protestation face à l'augmentation des coûts de transport²¹ et l'organisation de la coupe du monde. La majorité des personnes apparaissaient être des étudiants, affirmant manifester sans aucun lien avec des partis politiques. Les revendications au sein du cortège paraissent être variées, allant du droit de manifester sans brutalité policière à la protestation contre l'organisation de la coupe du monde en passant par la demande d'une politique plus éthique et débarrassée de la corruption (Gazeta do Povo, 17.06.2013).

Aujourd'hui, une nouvelle vague de protestations est en train de s'organiser dans la capitale bahianaise, coordonnée par le Comitê Popular da Copa 2014 Salvador. Un appel à la grève a été lancé, réunissant mouvements sociaux, organisations civiles, partis politiques et activistes pour une « Journée Internationale de lutte contre la Copa », de manière à relancer la dynamique qui a eu lieu l'an dernier. Aujourd'hui doit lancer le mouvement de protestation qui est destiné à se terminer lors du dernier match de la coupe du monde (Correio Braziliense, 14.05.2014). Un membre du comité populaire de la coupe justifie les raisons de la mobilisation :

« A Salvador, il se passe une opération de nettoyage, dans laquelle des personnes sont expulsées par le biais de la menace. Des lieux ayant une tradition de plus de cent ans sont menacés pour que se développent des loisirs » Argemiro Ferreira, (Correio Braziliense, 14.05.2014).



Figure 52 : Image utilisée pour l'organisation de la manifestation du 15 mai 2014 ; Source : Bahia Política, 14.05.2014

b. Le Comitê Popular da Copa se positionne comme opposant face aux projets menés pour permettre l'organisation de la Coupe du Monde

Le Comitê Popular da Copa 2014 de Bahia a été créé en 2011. Son objectif est de veiller aux respects des droits de la population et de participer aux prises de décision concernant l'avenir de la ville. Celui se décrit comme étant un :

²¹ A Salvador, le coût du ticket de bus est passé de 2,5 R\$ à 2,8R\$, soit une augmentation de 12% (Gazeta do Povo, 17.06.2013)

« Espace ouvert et démocratique, avec la participation des mouvements et organisations populaires, sans avoir aucun lien avec les partis politiques. Ses objectifs sont définis et concentrés sur les interventions dans la ville de Salvador et sa région, motivées par le méga-événement sportif que va être la Coupe du Monde 2014 » (Portal Popular da Copa, 2014)

De manière à définir le champ de son action, cinq points ont été dégagés par le comité :

- Exiger des Pouvoirs Publics une transparence et un accès aux budgets dédiés aux projets mis en œuvre par la municipalité et l'Etat
- Plaider et encourager la participation populaire dans les discussions et les décisions concernant les projets et leurs impacts sur la population à l'aide d'instruments de contrôle social ;
- Exiger l'adoption d'une politique économique respectant des conditions de travail décentes, se concentrant sur la solidarité économique, privilégiant le tourisme communautaire, le tri sélectif, les commerces ambulants et la valorisation de notre culture ;
- Lutter contre l'implantation d'équipements, de services publics et d'infrastructures urbaines dans les quartiers de la périphérie ;
- Une attention particulière sera donnée aux possibles impacts négatifs liés aux actions mises en œuvre pour l'organisation de la Coupe du Monde : l'exploitation sexuelle pour le tourisme, l'exposition d'enfants face à des situations de violence ; le nettoyage ethnique ; le trafic de personnes et l'évolution de la dette publique (Portal Popular da Copa, 2014).

Les sujets sur lesquels le comité cherche à mobiliser la population sont nombreux et variés. Malgré ce risque d'éparpillement, cette organisation a été identifiée comme étant un interlocuteur incontournable par les différentes instances. Ainsi, lors de l'organisation de débats sur cette thématique, comme par exemple lors du séminaire ayant pour thème « Méga-événements et Métropolisation » organisé par l'Université Fédéral de Bahia, un des principaux intervenants était représentant de ce comité.

La ville de Salvador étant de taille inférieure à celles de São Paulo et Rio de Janeiro, les mouvements de protestations se déroulant en son sein paraissent moins impressionnants. Cependant, la population soteropolitanaise fait entendre sa voix en se joignant aux mouvements de protestations se déroulant dans la totalité du pays.

Conclusion

La ville de Salvador de Bahia, forte de son identité culturelle liée à son histoire particulière, est représentative de l'organisation socio-spatiale des grandes villes brésiliennes. Le morcellement de l'espace urbain composé de favelas et condomínios crée les conditions d'une fragmentation socio-spatiale et donc de véritables frontières sociales et physiques entre ces différentes entités résidentielles. Cette organisation de l'espace est problématique pour le développement de Salvador, qui doit faire face à de graves problèmes sociaux (santé, éducation, sécurité) dus à la précarité des conditions de vie de toute une partie de sa population, mais également à des problèmes de mobilité qu'induit cette organisation.

Pour mettre en place les conditions d'un développement viable de la capitale de l'Etat de Bahia qui soit profitable à la totalité de sa population, les besoins en infrastructures sont importants. Dans cette dynamique, Salvador fait l'objet un grand nombre de projets tels que la réhabilitation du centre historique, la construction d'un métro, la rénovation et construction de tronçons de la via-expressa ou encore la régularisation de quartiers d'habitats précaires. Dans la lignée de ces grands projets, la Coupe du Monde FIFA décidée au niveau national s'apparentait comme un support catalyseur de ce schéma de renouvellement urbain. Dans une volonté de développement économique de la métropole nordestine, et de lui apporter une visibilité internationale, Salvador fait partie des douze villes hôtes brésiliennes qui accueillent cet événement international. Pour répondre aux besoins spécifiques engendrés par ce projet, la ville a pris la décision d'investir dans la rénovation du port et de l'aéroport mais également dans la construction d'un nouveau stade, entraînant de nouvelles dépenses pour la ville, au détriment de celles consacrées aux services publics qui font aujourd'hui face à une forte précarité. Ce choix stratégique effectué par les pouvoirs publics n'est pas bien vu par une partie de la population et a entraîné de fortes mouvements contestataires.

Les conséquences des aménagements liés à la Coupe du Monde n'apparaissent pas impacter directement la réalité de la fragmentation socio-spatiale de Salvador. En effet, au contraire de Rio de Janeiro ou de Recife, la capitale bahianaise n'a connu que peu de destruction de zones résidentielles ou de déplacements forcés de populations. L'évaluation des effets de la Coupe du Monde sur la réalité de la fragmentation socio-spatiale est donc inhérente aux mécanismes de spéculations immobilières qui s'opèrent autour des projets de la Copa. A l'aube du coup d'envoi du premier match, nous ne pouvons pas mesurer pleinement l'effet des opérations d'aménagement sur l'organisation socio-spatiale de Salvador. Néanmoins tout laisse à supposer qu'une poursuite de la spéculation va s'opérer, accentuant le départ progressif des populations les plus pauvres du centre-ville vers des quartiers situés plus en périphérie et moins en proie aux divers projets de développement urbain portés par les pouvoirs publics.

Bibliographie

- BILLARD, CHEVALIER & MADORE. 2005.** « Ville fermée, ville surveillée : La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord » presse universitaire de Rennes
- BURGOS, M. Baumann. 1998,** « Dos Parques Proletários ao Favela-Bairro: as políticas públicas nas favelas do Rio de Janeiro » in ZALUAR, Alba; ALVITO Marcos (dir.), Um século de favela, Rio de Janeiro, Editora FGV, p. 25-60.
- BOURDEAU-LEPAGE L. HURIOT J-M. 2005.** « La métropolisation : thème et variations », de l'ouvrage de M.A. BUISSON, D. MIGNOT, « Concentration économique et ségrégation spatiale. Edition De Boeck Université. »
- CESAR de QUEIROZ RIBEIRO L. & OLINGER M. 2013.** «The favela in the city-commodity: deconstruction of a social question. »
- CAPRON G. 2006.** « Quand la ville se ferme » sous la direction de Guénola Capron
- CALDEIRA T. 1997** « Enclaves fortificados : A nova segregação urbana » Novos Estudos n°47, pp. 155-176
- CHETRY M., 2010,** «Les habitants des favelas face au droit à la ville au Brésil : Réalité de la fragmentation urbaine, défi de l'intégration» » Thèse dirigée par B. BRET, Université Lyon 3
- CHETRY M., 2011,** «Les favelas de Rio de Janeiro : de bidonvilles à quartiers populaires ; Le cas de Nova Holanda, une favela du Complexe de la Maré »
- CHETRY M., 2013** « La fragmentation : un nouveau regard sur la ville brésilienne ? » Chapitre 1 de la Partie II de l'ouvrage « Ségrégation et fragmentation dans les métropoles » de Carrel M., Cary. P., Wachsberger J.M.
- CHETRY M., 2013 .** »La domination territoriale des favelas par les trafiquants de drogue à Rio de Janeiro ».
- DAVIS M., 2006,** « Planeta Favela ». São Paulo: Editora Boitempo
- DENALDI R., 2012,** « Regularização de favelas em áreas de preservação permanente na Região do Grande ABC: resultados, abordagens e conflitos », ANPUR
- FRIDMAN; LEITE, OLIVEIRA. 2005.** « Sussurro que se torna voz : moradores de favelas falam sobre violência, justiça e ação coletiva »,
- FUNDAÇÃO JOÃO PINHEIRO. Editions de 2006, 2008 et 2011.** Centro de Estatística e Informações. Déficit habitacional no Brasil 2005. 2 Ed. Belo Horizonte.
- GARDENAL, L. 2012**« Bras de fer entre la FIFA et le Congrès brésilien » Groupe de recherche interdisciplinaire sur le Brésil
- GERBEAUD F., 2012,** « L'Habitat spontané : Une architecture adaptée pour le développement des métropoles ? Le cas de Bangkok (Thaïlande)» Thèse dirigée par G. Tapie, Université Bordeaux 2, laboratoire PAVE (ENSAP Bordeaux), pp. 55-57
- GOIRAND C. 2001,** « *La politique des favelas*, Paris, Karthala. »
- LE GUIRREC, P. 2008.** « A sociabilidade nos condomínios horizontais : ensaio de tipologia » Cronos, Natal-RN, v.9, n°1, p. 167-178
- LINDE DOISEAU, L. 2013.** « Quels projets d'aménagement dans les favelas dans une perspective de réduction de la fragmentation métropolitaine ? » dir. Carrière, J.P., Polytech' Tours, Aménagement
- LACOUR. 1999.** « Méthodologie de recherche et théorisation des villes ».
- MAGER, C. et MATTHEY, L. 2012** « Entre fragmentation et ordre urbain : une géographie politique des espaces de l'entre soi», *L'Espace Politique* [En ligne],
- MOTTET. 2010.** « Géopolitique de la Coupe du monde de football 2010 Enjeux de pouvoir et rivalités sportives autour d'un méga-événement »
- NAVEZ BOUCHANINE F. 2002,** « La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ? », Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et Entreprises

PARISSE, L. – «Favelas do rio de Janeiro: Evolução-sentidox». Rio de Janeiro, CENPHA,
Pawlas, M. 2011« Les facteurs permettant la piétonisation » mémoire de maîtrise en géographie, UQAM

RAMALHO, SANTIAGO, ALLAGAYER, MENEZES. 2012.

« Projeto Metropolização e Megaeventos: os impactos da Copa do Mundo 2014 e das Olimpíadas 2016 :Relatório Parcial Recife – Abril de 2012» Observatorio das Metropoles, instituto Nacional de Ciencia e Tecnologia

ROCHE. 2012. « Mega-events and modernity »

SANTOS ROSANE REBECA de OLIVEIRA, (2013). « *O planejamento da cidade é o planejamento dos jogos?* », mémoire de Master, Université de São Paulo, FAUUSP.

SOARES GONÇALVES R., 2007, « La politique, le droit et les favelas de Rio de Janeiro », Journal des anthropologues, 104-105 | 2006, 37-63.

VALLADARES L., 2006, «La favela d'un siècle à l'autre ; Mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles », *Editions de la Maison des sciences de l'homme*

VUAILLAT, F. 2010 « Une manière d'habiter les villes contemporaines : Les ensembles résidentiels fermés et/ou sécurisés à Nantes (France) et à Recife (Brésil) » Thèse de doctorat en géographie

ZALUAR A. et M. ALVITO, 1998« Um século de favela »

- BARBOSA J.L. & JAILSON de SOUZA e SILVA, 2013** “As favelas como territórios de reinvenção da cidade”, *Cadernos do Desenvolvimento Fluminense*, Rio de Janeiro, n. 1, fev. 2013
- CARRIERE J-P, DE LA MORA L. (2012)**, « Les Métropoles brésiliennes faces au défi de la fragmentation urbaine. Le cas de Recife »
- CARRIERE J-P, DEMAZIERES C. 2004.** « Projet urbain et grands projets emblématiques : réflexions à partir de l'exemple d'expo 98 à Lisbonne » extrait de l'ouvrage « Villes et projets urbains en Méditerranée » sous la direction de J-P CARRIERE.
- COSTES LAURENCE ;2010**, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? », *Espaces et sociétés*, 2010/1 n° 140-141, p. 177-191. DOI : 10.3917/esp.140.0177
- DABROWSKI_SANGODEYI D. 2002** « La déségrégation au Brésil : système d'acteurs et rôle des citoyens. Étude du cas de Salvador de Bahia »
- DABROWSKI_SANGODEYI D.. 2003** « Le modèle brésilien de la ville : « Configurations et représentations de l'espace à Salvador de Bahia » Université de Reims – UFR de lettres et Sciences humaines ; Département de Géographie. Directeur de thèse : Levy, J.
- DESBIENS Y, 2004** « Salvador de Bahia : Réflexions sur une cité mystique à résoudre », *Téoros* .[En ligne] : <http://teoros.revues.org/754>
- EDWARDS M., 1991** « Fragmentation dans le contexte urbain », *revue Architecture et Comportement*, vol 7. n°4. 1991, p. 339.
- FAINSTEIN S. 2009** *Promoting Economic Development: Urban Planning in the United States and Great Britain*. Blackwell Publishers.
- Journal of the American Planning Association*, v. 57, n. 1, inverno, p. 22-33.
- FRANCA, T.A. 2012** « A redução do déficit habitacional em Salvador entre 2004 a 2010. »
- GORDILHO SOUZA, TEIXEIRA & GOMES,** “desafio da regulamentação de zeis - zonas especiais de interesse social” , UFBA & UNIFACS
- HAERINGER, P. 1991** « São Paulo : La fragmentation sécuritaire d'une mégapole. In: *L Homme et la société* », N. 104, 1992. *Anthropolgie de l'espace habité*. pp. 85-92.
- HARVEY, D. 1989.** *The Condition of Postmodernity: an enquiry into the origins of cultural change*. Oxford:
- IPAC. Instituto do Patrimônio Artístico e Cultural da Bahia 1995.** *Centro Histórico de Salvador: programa de recuperação*. Salvador: Editora Corrupio.
- Le club du millénaire, 2012**, « La politique de Rio à l'épreuve des favelas » <http://clubdumillenaire.fr/wp-content/uploads/2012/12/La-politique-de-Rio-a-l%E2%80%99preuve-des-favelas.pdf>
- LEFEBVRE, H. 1989.** « Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire », *Le Monde diplomatique*, Dossier « Le temps des ruptures »
- HAUENSCHILD C.V. ,** “A situação atual de Salvador do ponto de vista de planejamento urbano” <http://redeprofissionaisolidarios.objectis.net/salvador/texos/salvador-do-ponto-de-vista-de-planejamento-urbano>
- MAGER, C. et MATTHEY, L. 2012** « Entre fragmentation et ordre urbain : une géographie politique des espaces de l'entresoi», *L'Espace Politique* [En ligne], 17 | 2012
- MEBIROUK, H. 2005.**« *La fragmentation socio-spatiale à Annaba, un paradigme de crise urbaine* », laboratoire Architecture et Urbanisme, Université d'Annaba, Algérie.
- MOLLENKOPF J. , M. CASTELLS 1992** (éd.), « Dual city: restructuring New York ». New York, Russell Sage Foundation, p. 414.
- MOTTA, L. D. 2010**, « a questão da habitação no brasil: políticas públicas, conflitos urbanos e o direito à cidade »

MOURAD, L. N. 2011 « A verdadeira face do processo de reabilitação do Centro Histórico de Salvador » UrbBA 2011 ; ST2: Produção Contemporânea do Espaço e Projetos de Urbanismo

NAVEZ-BOUCHANINE, F. 2002. Emergence d'une notion : quelques repères historiques. *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* Paris : L'Harmattan, 2002, 1, pp. 19-103.

NININ, J. 2014 « Le rêve carioca : entre planification urbaine et déplacements forcés de population », *L'Espace Politique* [En ligne], 22 | 2014-1, mis en ligne le 18 mars 2014, consulté le 12 mai 2014. URL : <http://espacepolitique.revues.org/2950> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.2950

NOBRE, A. 2013 « Intervenções urbanas em Salvador : turismo e « gentrificação » no processo de renovação urbana do Pelourinho » x Encontro Nacional de Anpur

OBSERVATORIO DAS FAVELAS, 2009, “O que é a favela, afinal?”
[En ligne] : <http://observatoriodefavelas.org.br/wp-content/uploads/2013/09/o-que-%C3%A9-favela-afinal.pdf>

PEREIRA, I. M. D., PIMENTA, T. A. M., & GOIS, D. A. D. (2014). FUTEBOL: DE MANIFESTAÇÃO POPULAR À MANIFESTAÇÃO DO POVO. *FIEP Bulletin On-line*, 84(2).

POLIS, Instituto de Estudos Formação e assessoria em Políticas Sociais. 2004. « Zona Especial de Interesse Social (ZEIS) : Reconhecer a diversidade de ocupações existente na cidade permite integrar áreas tradicionalmente marginalizadas e melhorar a qualidade de vida da população. DPH » (Dialogues, propositions, histoires).
[En ligne] Instituto Polis, juillet 2004. <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-6767.html>

REIS, L. B. 2012 A COPA É DE QUEM? COPA DO MUNDO COMO CUSTO SOCIAL. *Foto da Capa*, 9.

RIMA, 2014 « Corredores de Transporte Público Integrado (BRT) Lapa-Iguatemi : Relatório de impacto ambiental (RIMA) »
http://www.desenvolvimentourbano.salvador.ba.gov.br/images/PDF/RIMA_BRT-LAPA-IGUATEMI.pdf

SAFATLE V. 2012. A esquerda que não teme dizer seu nome. São Paulo: Três Estrelas.

SAULE JÚNIOR; CARDOSO, Patrícia. 2004. « O Direito à Moradia no Brasil - Relatório da Missão Conjunta da Relatoria Nacional e da ONU 29 de maio a 12 de junho de 2004 – Violações, Práticas positivas e Recomendações ao Governo Brasileiro », São Paulo: Instituto Pólis, 2005, p.91.

Telles E. 2004 .« Rethinking brazilian race relations », chapitre 9 dans « Race un another america : The significance of skin color in Brazil » Princeton University Press

VALLADARES L., 2007 « 4. Les trois dogmes de la pensée savante sur la favela », in *Le quartier*, La Découverte, p. 52-64.
URL : www.cairn.info/le-quartier--9782707150714-page-52.htm.

VELTZ, P. 2008 « où va la ville ? », Conférence à la cité des sciences

VIDAL, D, 2012 « L'entrée en fonction réussie de Dilma Rousseff » L'état du Monde letatdumonde.fr

VILLAÇA, F. 1998. *Espaço intra-urbano no Brasil*. São Paulo: Studio Nobel.

VIDAL ROJAS, R. 2002. « FRAGMENTATION DE LA VILLE: et nouveaux modes de composition urbaine » *L'harmattan*, 2002

PRESSE & WEBOGRAPHIE

AFP, 08.02.2014 « La construction des aéroports, enjeu crucial pour le Brésil »

<http://www.directmatin.fr/monde/2014-02-08/la-construction-des-aeroports-enjeu-crucial-pour-le-bresil-655936>

A l'encontre 21.06.2013. « Brésil: moins d'opium sportif, plus de politique »

<http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-moins-dopium-sportif-plus-de-politique.html>

ARTE, 2014 « Naturopolis Rio du chaos au durable ».

Bahia Economica | 20.05.2013 « Bahia tem o 2º maior déficit habitacional do país e salvador está em 4º lugar »

Amnesty International : <http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Lutter-contre-la-pauvrete/Bidonvilles/Dossiers/Bresil-Rio-heure-de-la-Coupe-du-monde-10086>

Bahia Politica, 14.05.2014 « Salvador adere ao Dia Internacional de Lutas contra a Copa »

<http://www.bahiapolitica.com.br/salvador-adere-ao-dia-internacional-de-lutas-contr-a-copa/>

Bahia Tourisme : <http://www.bahia-turismo.com/>

Banco Nacional do Desenvolvimento BNDES :

http://www.bndes.gov.br/SiteBNDES/bndes/bndes_en/Institucional/The_BNDES/

Bocao News, 17.02.2014 « Arquiteta e urbanista Raquel Rolnik participa de encontro sobre a Linha Viva »

<http://www.bocaonews.com.br/noticias/principal/servicos/80441,arquiteta-e-urbanista-raquel-rolnik-participa-de-encontro-sobre-a-linha-viva.html>

BODINIER, D. 2010 « Quelques éléments sur la notion de fragmentation »

<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8297.html>

Boca News | 23.04.2013 « Chuva: mais de 400 solicitações de emergência já foram registradas »

<http://www.bocaonews.com.br/noticias/principal/geral/58952,chuva-mais-de-400-solicitacoes-de-emergencia-ja-foram-registradas.html>

Cartographie de la ville de Salvador: <http://www.2i2p.ufba.br/portal/>

Cartographie des lignes de bus de Salvador : http://www.setps.com.br/empresas_onibus/

Copa 2014 e novo PDDU de Salvador_Câmara municipal de Salvador_ JusBrasil 2011

zeis.salvador.ba.gov.br

Correio, 22.12.2011, “Salvador tem a 2ª maior população do país morando em favelas, diz IBGE”

<http://www.correio24horas.com.br/detalhe/noticia/salvador-tem-a-2a-maior-populacao-do-pais-morando-em-favelas-diz-ibge/>

Correio, 12.06.2013 « Projeto de revitalização para Orla inclui 9 trechos e custo estimado de R\$ 111 milhões »

Correio Braziliense, 14.05.2014 « Movimentos fazem ato contra a Copa do Mundo nesta quinta-feira »

http://www.correio braziliense.com.br/app/noticia/brasil/2014/05/14/interna_brasil,427595/movimentos-fazem-ato-contr-a-copa-do-mundo-nesta-quinta-feira.shtml

Diario do Nordeste | 19.10.2012. « Crescimento econômico do Brasil traz regiões Norte e Nordeste para a Bolsa »

Exame.com | 22.08.2013 « O Nordeste cresce mais que o Brasil e ganha poder econômico »

Folha de São Paulo, 27.11.2007 « Polícia divulga nomes de mortos na tragédia do estadio Fonte Nova »

<http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2007/11/348555-policia-divulga-nomes-de-mortos-na-tragedia-do-estadio-fonte-nova.shtml>

Folha de São Paulo, 05.10.2000 « Muro serve para isolar 10 mil favelados »
<http://www1.folha.uol.com.br/fsp/cotidian/ff0510200001.htm>

Fondation PIERRE VERGER : <http://www.pierreverger.org/>

Gazeta do Povo, 17.06.2013 « Manifestações contra tarifas de ônibus e Copa ocorrem em Salvador e Maceió »

<http://www.gazetadopovo.com.br/vidaecidadania/conteudo.phtml?id=1382792>

G1 Globo | 01.11.2013 « Governo inaugura Via Expressa com presença de Dilma em Salvador »

<http://g1.globo.com/bahia/noticia/2013/11/governo-inaugura-expressa-com-presenca-de-dilma-em-salvador.html>

G1 Globo, 02.08.2013 « Construção de Linha Viva autoriza desapropriações em Salvador »

<http://g1.globo.com/bahia/noticia/2012/08/construcao-de-linha-viva-autoriza-desapropriacoes-em-salvador.html>

GILBERTO CORSO : <http://gilbertocorso.tumblr.com/>

Joël Daguerre 2010 « Baile Funk, Funk & Fun Film réalisé » par Joël Daguerre et monté par Michel Bouchot. Production : Images 30/Trace TV/Elokami Production.

IBGE : <http://ibge.gov.br/>

INSEE. Définition GINI : <http://www.insee.fr/fr/themes/series-longues.asp?indicateur=gini-niveaux-vie>

IBahia, 25.11.2012 « Sem Balbininho e Vila Olímpica, esportes olímpicos na BA agonizam »

<http://www.ibahia.com/detalhe/noticia/sem-balbininho-e-vila-olimpica-esportes-olimpicos-na-ba-agonizam/?cHash=7fc7c144ef4cb609837d6224cfa244dd>

Itapetingaagora.com. <http://www.itapetingaagora.net/2014/05/piada-metro-de-salvador-sera-inaugurado.html>

Le Figaro | 12.04.2013 « Les jeunes de plus en plus tentés par l'appel du grand large »

<http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/les-jeunes-de-plus-en-plus-tentes-par-l-appel-du-grand-large-1674/>

Le Figaro, 21.06.2013 « La toute-puissance de la Fifa attise la colère des Brésiliens »

<http://www.lefigaro.fr/international/2013/06/21/01003-20130621ARTFIG00716-la-toute-puissance-de-la-fifa-attise-la-colere-des-bresiliens.php>

Le monde, 14.06.2013 « Brésil : manifestations contre la hausse du prix des transports »

Le monde, 18.06.2013 « Brésil : 50 000 manifestants à Sao Paulo, Dilma Rousseff "à l'écoute de la rue" »

Le Monde.fr | 31.03.2014, « Opération de police dans les favelas de Rio »

Le Monde.fr | 18.04.2014 « Brésil : fin de la grève des policiers à Salvador de Bahia, après une vague de pillage et 39 morts »

http://www.lemonde.fr/ameriques/video/2014/04/18/bresil-fin-de-la-greve-des-policiers-a-salvador-de-bahia-apres-une-vague-de-pillage-et-39-morts_4404010_3222.html?xtmc=salvador_bahia&xtcr=2

Le Monde.fr | 28.02.2014 « Pour la troisième année consécutive, le Brésil affiche une croissance modérée »

http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2014/02/28/pour-la-troisieme-annee-consecutive-le-bresil-affiche-une-croissance-moderree_4375380_3234.html

Le Monde.fr | 24.04.2014 « Le groupe Alstom pris dans la tourmente des affaires judiciaires au Brésil »

Les Echos 05.2012 « La FIFA fait son beurre sur le dos des sud-africains »

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/service-distribution/dossier/0202836000580/0202836000391-le-mondial-la-cash-machine-de-la-fifa-577279.php>

Les Echos, 13.05.2014 « Vaste mobilisation des jeunes contre le Mondial au Brésil »

Le Nouvel Observateur, 28.04.2014 « Platini demande aux Brésiliens de se calmer : derrière le dérapage, des milliards à sauver »
<http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1195028-platini-demande-aux-bresiliens-de-se-calmer-derriere-le-derapage-des-milliards-a-sauver.html>

Loobiz <http://fr.loobiz.com/graphique/real+euro>

OBSERVATORIO DA COPA, 06.06.2011 « ENTREVISTA COM NAIA ALBAN SUAREZ 06.06.2011 »
<http://www.observatoriosalvador2014.com.br/post/entrevista-com-naia-alban-suarez>

OBSERVATOIRE POLITIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (OPALC)
<http://www.sciencespo.fr/opalc/content/bresil-2014>

Portal da Copa : <http://www.copa2014.gov.br/>

Portal Popular da Copa :
http://www.portalpopulardacopa.org.br/index.php?option=com_content&view=article&id=390&Itemid=296 (consulté le 14.05.2014)

Portal da Transparencia : <http://www.portaltransparencia.gov.br/>

Programme des nations Unies pour le Développement, consulté le 06.05.2014 www.pnud.org.br

Rapport financier 2010 de la FIFA :
http://fr.fifa.com/mm/document/affederation/administration/01/39/20/45/web_fifa_fr2010_fra%5B1%5D.pdf

Rapport de l'OSEO 2010.
Téléchargeable sur ce lien : <http://rue89.nouvelobs.com/2010/10/13/la-fifa-a-fait-son-beurre-sur-le-dos-des-sud-africains-170774>

Repères Economiques : <http://www.lesbrasileiros.com/points-de-reperes/classes-economiques/>

Revista ferroviaria | 22.08.2013 « Uma chance para o metrô de Salvador »

Rue89 | 27.07.2011 « Favela Morro da Providencia, Rio de Janeiro (JR) »

SEMUT, 2013 Secretaria Municipal de Urbanismo e Transporte
<http://www.desenvolvimentourbano.salvador.ba.gov.br/5conferencia/index.htm>
<http://www.conder.ba.gov.br/>

Statistiques mondiales : http://www.statistiques-mondiales.com/gini_croissant.htm

Stella Portal, 07 .11.2012 « Anúncio da Linha viva gera protesto na Avenida ACM »
<http://stellaportal.com/wp/index.php/2012/11/07/anuncio-da-linha-viva-gera-protesto-na-avenida-acm/>

The Real News 25.04.2014 « Bodies fill the morgues in Salvador as Police Abandon streets on Strike »
https://www.youtube.com/watch?v=GfKpg5N6nY4&list=UUrmm_7RDZJeQzq2-wvmjue

Tribuna da Bahia | 15.10.2012 « Secretário acha possível reduzir em 50% o déficit habitacional em Salvador »

UOL, Prix des billets pour la coupe du monde : <http://copadomundo.uol.com.br/ingressos/>

Via Expressa : <http://www.viaexpressaba.com.br/#obra>

Yahoo Brasil, 14.06.2013 « Após manifestação em Brasília, Comitê Popular da Copa promete ações nas 12 cidades-sede »
<https://br.esporteinterativo.yahoo.com/noticias/soccer--ap%C3%B3s-manifesta%C3%A7%C3%A3o-em-bras%C3%ADlia--comit%C3%AA-popular-da-copa-promete-a%C3%A7%C3%B5es-nas-12-cidades-sedes-155539628.html>

X-Rates, 2014 <http://www.x-rates.com/table/?from=BRL&amount=1.00>

INDEX DES TABLEAUX ET FIGURES

Index des Tableaux

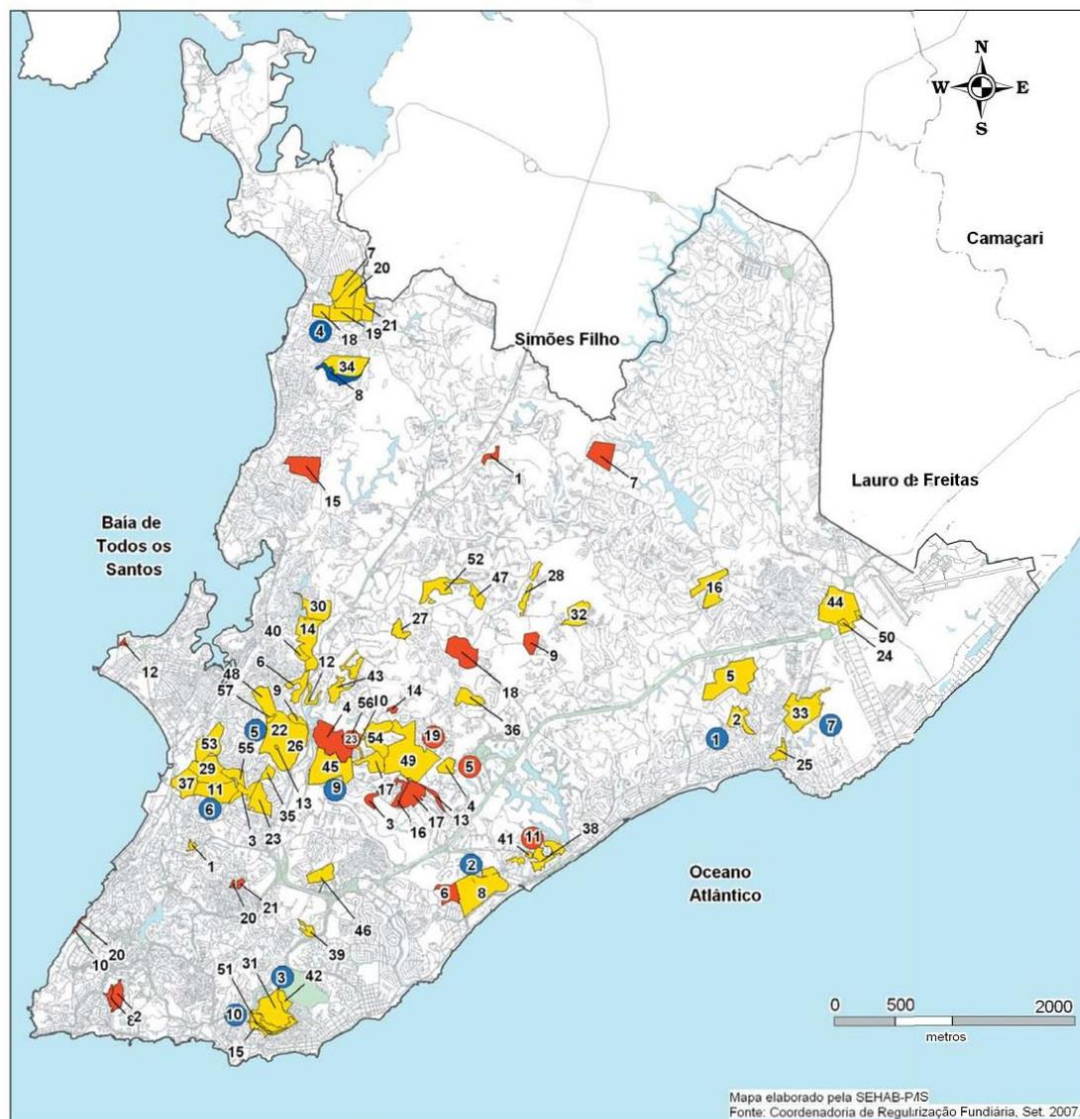
<i>Tableau 1 : Evolution du coefficient de GINI du Brésil, France et U.E. Sources : IBGE, INSEE, EUROSTAT</i>	9
<i>Tableau 2 : PIB par ville. Source : IBGE 2011</i>	9
<i>Tableau 3 : PIB par habitant par ville. Source : IBGE 2011</i>	9
<i>Tableau 4 : IDH des principales villes brésiliennes. Source : IBGE 2011</i>	10
<i>Tableau 5 : Les classes socio-économiques au Brésil. Source : IBGE</i>	31
<i>Tableau 6 : Sociabilité au sein des Condomínios. Source : Le Guirriec (2008)</i>	36
<i>Tableau 7 : Pourcentage urbain/rural. Source : IBGE</i>	37
<i>Tableau 8 : Le PIB de grandes villes brésiliennes</i>	61
<i>Tableau 9 : Evolution démographique des principales villes brésiliennes. Source : IBGE 2011</i>	62
<i>Tableau 10 : Pourcentage de la population de villes brésiliennes habitant dans des favelas. Source : Correio / 22.12.2011</i>	66
<i>Tableau 11 : Evolution de la part de population en fonction du revenu dans le quartier du Pelourinho. Source : IBGE 1991 - 2000. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas</i>	93
<i>Tableau 12 : Evolution des intentions de vote pour les principaux candidats à l'élection présidentielle. Source : Observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes</i>	100

Index des Figures

Figure 1 : Occupation urbaine de la ville de Salvador en 2006; Source : Plano Municipal de Habitação, 2008. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	12
Figure 2 : Densité élevée du bâti d'un quartier de Salvador. Source : Google Earth	26
Figure 3 : Scène de pluie à Salvador, le 25/04/2013. Source : Boca News	27
Figure 4 : Exemple de favela à Salvador. Source : Polheim. Olhares.com	32
Figure 5 : Vendeur ambulant dans le quartier historique du Pelourinho. Source : Antoine Rogeaux	39
Figure 6 : La plage du port de Barra. Source : Olhares.com	40
Figure 7 : Rolezinho du 11/01/2014 à São Paulo. Source : Conjur.com.br	40
Figure 8 : Logo Minha Case Minha Vida	48
Figure 9 : Le Miolo de Salvador ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	49
Figure 10 : habitations dans le Miolo ; source : PMHS 2008	49
Figure 11 : Exemple de construction réalisées sans prendre en compte les besoins réels destinées aux populations ayant un faible revenu	50
Figure 12 : Evolution de la population de Salvador au cours des 20 dernières années ; source : IBGE	52
Figure 13 : Les ZEIS de Salvador, source : PDDU, 2008 ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	55
Figure 14 : Localisation de la ville de Salvador dans le monde ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	57
Figure 15 : Salvador et la baie de tous les saints ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	57
Figure 16 : Carnaval de Salvador, photo de Pierre Verger	57
Figure 17 : Les quartiers de la ville de Salvador ; Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	58
Figure 18 : IDH des villes brésiliennes en 2010 ; source : PNUD, 2010 ; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	59
Figure 19 : Evolution de l'investissement dans les régions brésiliennes ; Source : Diaro do Nordeste 19.10.2012	60
Figure 20 : La région du sertão ; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	61
Figure 21 : Répartition des types d'habitats dans la ville de Salvador.	64
Figure 22 : Répartition des populations noires et métisses à Salvador	65
Figure 23 : Part de la population de 7 à 14 scolarisée en 2000. Source : Como anda Salvador. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	65
Figure 24 : Rua Chile, Liberdade, Salvador. Source : Google Street.	66
Figure 25 : Alaka Street, Mushin, Lagos. Source : Photo.com	66
Figure 26 : Vue de la péninsule de Salvador. Source : Prefeitura Salvador	67
Figure 27 : Dynamique d'expansion urbaine de la ville de Salvador depuis les années 1950. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	68
Figure 28 : Répartition de la population soteropolitaine en fonction du taux de foyers ayant un faible revenu en 2000. Source : Como anda Salvador. Réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	68
Figure 29 : Le réseau de métro prévu par la ville de Salvador. Source : Prefeitura Salvador	69
Figure 30 : Quartier d'Amoralina. Source : Radiodagente.fm.com	70
Figure 31 : Projet de BRT. Source : Etude d'impact RIMA du BRT. 2014	70
Figure 32 : Affiche de présentation de la Copa 2014. Source : FIFA	73
Figure 33 : Salvador ville-hôte. Source : FIFA	73
Figure 1 : Les 5 projets rattachés directement à la Coupe du Monde. Réalisation : Antoine Rogeaux et Baptiste Lucas	79
Figure 2 : Estadio Fonte Nova. Source : Agencia Brasil, 2014	80
Figure 3 : Enceinte de l'Arena Fonte Nova. Source : Portal da Copa	81
Figure 4 : Arena Fonte Nova. Source : Portal da Copa	81
Figure 5 : La typologie des habitats aux alentours de l'Arena Fonte Nova; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas ; source : Plano municipal de habitação	82
Figure 6 : Habitat de type historique à proximité de l'Arena Fonte Nova ; source : Google Streetview	82
Figure 7 : Habitat de type informel à proximité de l'Arena Fonte Nova ; source : Google Streetview	83
Figure 8 : Aéroport Luís Eduardo Magalhães. Source : Portal da Copa	84
Figure 9 : Positionnement des favelas concernées par le mur de séparation ; réalisation : Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	85
Figure 10 : Mur de séparation entre les favelas et l'avenida Luís Viana Filho ; source : Google Streetview	85
Figure 11 : Nouveau terminal portuaire de Salvador. Source : Portal da Copa	86
Figure 12 : Extension de la Via Expressa ; source : Globo, 01.11.2013	87
Figure 13 : Tracé prévisionnel de la Linha Viva ; source : Stella Viva, 07.11.2012	88
Figure 16 : La piétonisation de la Orla de Barra. Source : Portal da Copa	89
Figure 17 : Localisation du centre historique ; réalisation: Antoine Rogeaux & Baptiste Lucas	90
Figure 18 : Quartier du Pelourinho ; Source : vejaanomapa	91
Figure 45 : Projet proposé par Carl Von Hauenschild ; Source : APRESENTAÇÃO FONTE_NOVA Carl Von Hauenschild	96
Figure 46 : Manifestations du 13.06.2013 à São Paulo ; source : le monde, 14.06.2013	97

Annexe 1 :Les projets de régularisation foncière mis en place par la municipalité de Salvador

Mapa 4 – Programa de regularização fundiária 2001-2008 –
Município de Salvador



ÁREAS DE ATUAÇÃO:

ÁREAS TITULADAS AÇÕES EM 2001-2004

- 1 Alto da Esperança - Pela Porco
- 2 Alto do Coqueirinho
- 3 Antônio Balbino
- 4 Arenoso
- 5 Bairro da Paz - Malvinas
- 6 Baixa do Camurujipe
- 7 Bate Coração
- 8 Boca do Rio-Lot. Popular
- 9 Bom Juá
- 10 Cabula
- 11 Caixa d' Água-Liberdade
- 12 Calabetão de Baixo
- 13 Calafate
- 14 Campinas de Pirajá
- 15 Chapada do Rio Vermelho-Nordeste
- 16 Colinas de Mussurunga-Vila Verde
- 17 Engomadeira
- 18 Fazenda Coutos I
- 19 Fazenda Coutos II
- 20 Fazenda Coutos III
- 21 Fazenda Coutos IV
- 22 Fazenda Grande do Retiro-Sussunga
- 23 IAPI
- 24 Iolanad Pires-São Cristovão
- 25 Itapua
- 26 Jaqueira do Carneiro
- 27 Jardim Cajazeiras
- 28 Jardim Nova Esperança

- 29 Liberdade
- 30 Marechal Rondon
- 31 Nordeste de Amaralina
- 32 Nova Brasília-Estrada Velha do Aeroporto
- 33 Nova Brasília de Itapua
- 34 Nova Constituinte
- 35 Nova Divinéia
- 36 Nova Sussuarana
- 37 Pero Vaz-Liberdade
- 38 Pituaçu
- 39 Polêmica
- 40 PROFILURB
- 41 Recanto dos Coqueiros-Golfo Pérsico
- 42 Santa Cruz-Nordeste
- 43 Santo Inácio - Mata Escura
- 44 São Cristovão
- 45 São Gonçalo do retiro
- 46 Saramandaia
- 47 Sete de Abril
- 48 Sussunga
- 49 Tancredo Neves
- 50 União Paraíso-São Cristovão
- 51 Vale das Pedrinhas-Nordeste
- 52 Vila Canária
- 53 Vila Conceição
- 54 Vila Dois Irmãos- Tancredo Neves
- 55 Vila Herminia
- 56 Vila Moisés
- 57 Vila Natal

COMPLEMENTAÇÃO DE ÁREAS AÇÕES A PARTIR DE 2005

- 1 Alto do Coqueirinho
- 2 Boca do Rio
- 3 Chapada do Rio Vermelho-Nordeste
- 4 Fazenda Coutos
- 5 Fazenda Grande do Retiro
- 6 Liberdade
- 7 Nova Brasília de Itapua
- 8 Nova Constituinte
- 9 São Gonçalo do Retiro
- 10 Vale das Pedrinhas-Nordeste

NOVAS ÁREAS, AÇÕES A PARTIR DE 2005

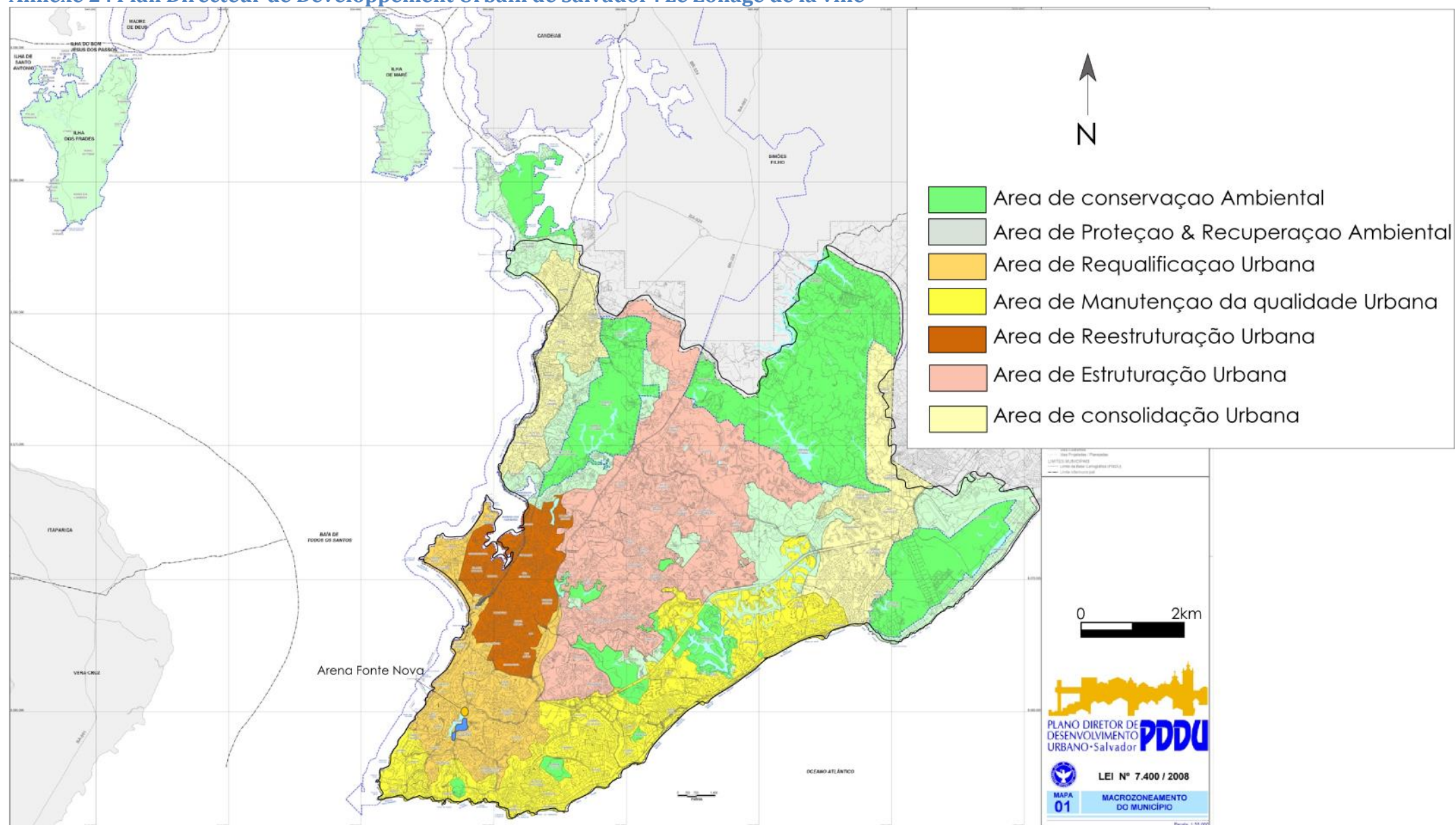
- 1 Águas Claras
- 2 Alto das Pombas
- 3 Amazonas-Cabula
- 4 Arraial do Retiro
- 5 Arenoso
- 6 Baixa Fria
- 7 Cajazeiras
- 8 Calabar
- 9 Canabrava
- 10 Gamboa
- 11 Jardim Imperial
- 12 Mirante do Bonfim
- 13 Naranjiba
- 14 Parque Jacélia
- 15 Pirajá
- 16 Roberto Santos
- 17 Saboeiro
- 18 São Marcos
- 19 Tancredo Neves
- 20 Unhão
- 21 V. Matatu (L. Anselmo)
- 22 V. Matatu (Bx Tubo)
- 23 Vila Moisés

Salvador

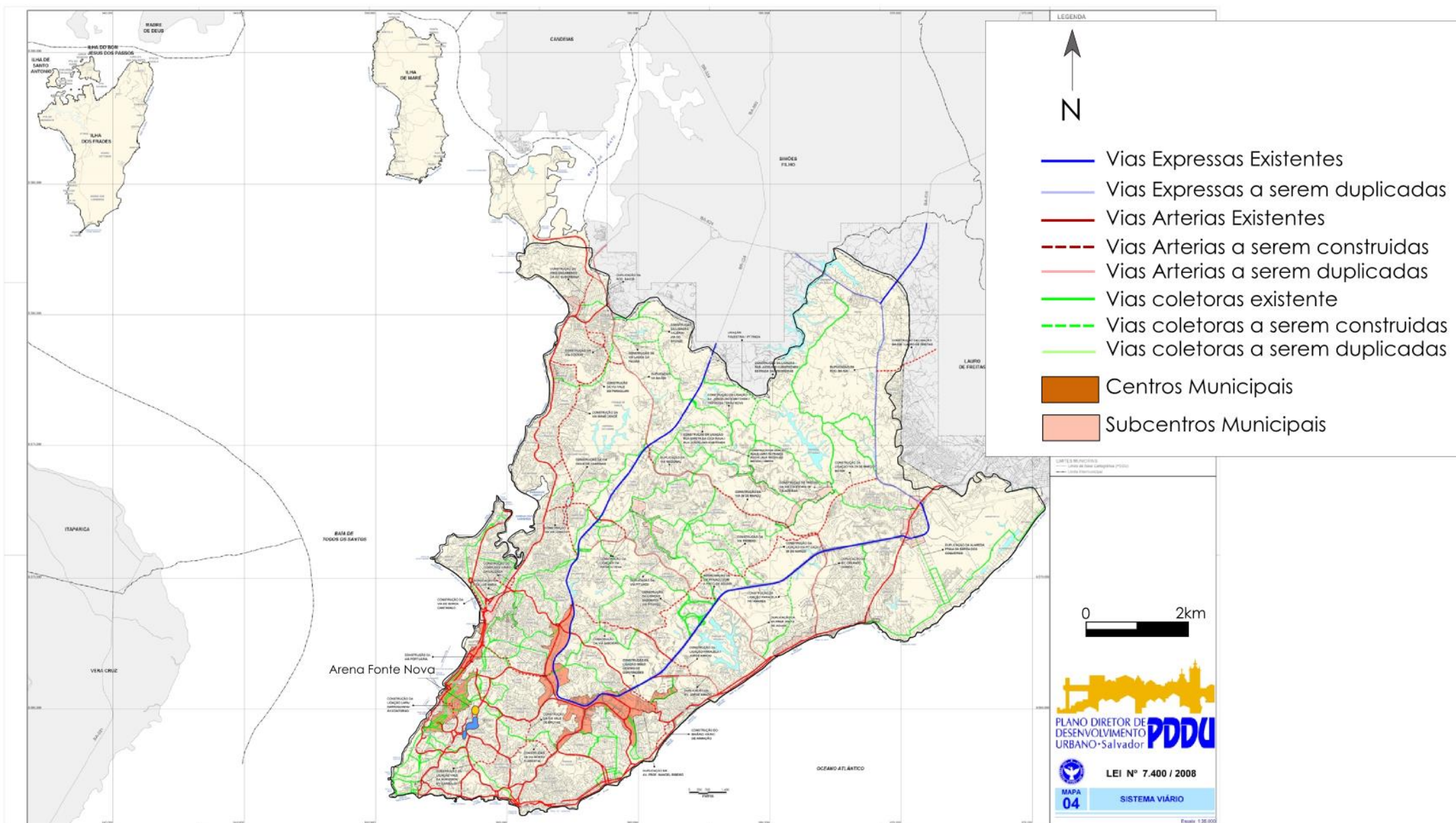


Secretaria Municipal da Habitação - SEHAB

Annexe 2 : Plan Directeur de Développement Urbain de Salvador : Le Zonage de la ville



Annexe 3 : Plan Directeur de Développement Urbain de Salvador



Annexe 4 : Les tarifs des matchs à Salvador pour la coupe du monde

INGRESSOS DA COPA

Veja os preços dos ingressos para a Copa do Mundo de 2014 e saiba o que fazer para adquiri-los

CATEGORIAS DOS INGRESSOS

- Categoria 1
- Categoria 2
- Categoria 3
- Categoria 4
- Suítes
- VIP/VVIP
- Imprensa



CATEGORIA 1

É a mais cara e fica na área nobre dos estádios

CATEGORIA 4

Preço mais acessível. É reservada exclusivamente para pessoas que moram no Brasil

PÚBLICO DOMÉSTICO

	Categoria 1	Categoria 2	Categoria 3	Categoria 4
Partida de abertura	R\$ 990	R\$ 660	R\$ 440	R\$ 160
Fases de grupo	R\$ 350	R\$ 270	R\$ 180	R\$ 60
Oitavas de Final	R\$ 440	R\$ 330	R\$ 220	R\$ 110
Quartas de final	R\$ 660	R\$ 440	R\$ 330	R\$ 170
Semifinais	R\$ 1.320	R\$ 880	R\$ 550	R\$ 220
Decisão do terceiro lugar	R\$ 660	R\$ 440	R\$ 330	R\$ 170
Final	R\$ 1.980	R\$ 1.320	R\$ 880	R\$ 330

PÚBLICO INTERNACIONAL

Partida de abertura	US\$ 495	US\$ 330	US\$ 220	-
Fases de grupo	US\$ 175	US\$ 135	US\$ 90	-
Oitavas de final	US\$ 220	US\$ 165	US\$ 110	-
Quartas de final	US\$ 330	US\$ 220	US\$ 165	-
Semifinais	US\$ 660	US\$ 440	US\$ 275	-
Decisão do terceiro lugar	US\$ 330	US\$ 220	US\$ 165	-
Final	US\$ 990	US\$ 660	US\$ 440	-

Annexe 5 : Guide des entretiens réalisés :

- 1/ Pour vous, pourquoi est-il intéressant pour la ville de Salvador de recevoir la Coupe du Monde 2014
- 2/ De quelle manière les infrastructures liées à la Coupe du Monde (en particulier l'Arena Fonte Nova) interagissent avec leur environnement urbain ?
- 3/ Quel est l'impact du stade sur la ville ?
- 4/ Quel est l'impact du stade sur les quartiers localisés à proximité de ce dernier (Nazaré, Tororo,...) ?
- 5/ Avec les aménagements réalisés pour la coupe du monde, y a-t-il eu une modification du type de population habitant à proximité de ces secteurs, ou bien peut-on s'attendre à une évolution après la Coupe du Monde ?
- 6/ Le prix des loyers va-t-il évoluer ?
- 7/ Pensez-vous que l'on peut considérer que l'organisation de la coupe du monde s'inscrit dans le cadre d'un processus de métropolisation de la ville ?
- 8/ Pensez-vous qu'il existe un risque que les problèmes de mobilité ou encore de sécurité vont faire une publicité négative à la ville ?
- 9/ La Coupe du Monde va-t-elle apporter une notoriété nouvelle à la ville ?
- 9/ Quelle est la réaction de la population (en particulier celle qui habite à proximité des aménagements liés à la Coupe du Monde) face aux évolutions qu'apporte l'organisation de la Coupe du Monde ?
- 10/ La population fut-elle consultée pour le développement des infrastructures ?



Annexe 7 : Taux de conversion d'un € en R\$ sur la période mai 2012 à mai 2014





Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

CITERES

UMR 6173

Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Directeurs de recherche : Jean Paul Carrière
Cyril Blondel

Baptiste Lucas
Antoine Rogeaux
DA5

Projet de Fin d'Etudes
2013-2014

Titre : En quoi les aménagements urbains liés à l'organisation de la coupe du monde modifient-ils (ou non) la réalité de la fragmentation socio-spatiale à Salvador ?

Résumé : Le Brésil continue son irrésistible ascension économique et dans une volonté de gain de visibilité sur la scène internationale organise en 2014 la deuxième coupe du monde FIFA de son histoire. Cette vitrine économique créée pour les investisseurs étrangers met aussi en lumière les problèmes inhérents à ce pays. L'organisation socio-spatiale des grandes villes brésiliennes est la traduction physique des fortes inégalités sociales qui morcellent l'espace urbain par catégorie de population socio-économiques. La recherche scientifique fait ainsi état d'une organisation socio-spatiale fragmentée. A l'approche de la coupe du monde nous analysons dans ce projet de fin d'études le tissu urbain de la ville de Salvador et dans quelle mesure les projets liés à la Copa impactent la réalité de la fragmentation socio-spatiale.

Mots Clés : Brésil, Salvador de Bahia, Fragmentation socio-spatiale, Méga-événements, Coupe du Monde FIFA, Favelas, Condominios.